Revue théorique et politique

Prolétariat

l'emploi, problème numéro un
le chômage à la campagne — la sidérurgie, l'europe, la crise — la délinquance
r.d.a., r.f.a. : un mur à abattre.

N° 20

15 F

Prolétariat

Revue théorique et politique du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste

DIRECTEUR POLITIQUE
Jacques JURQUET

ONT PARTICIPE A CE NUMERO

Camille GRANOT
Lucien NOUVEAU
Serge GALLOIS
Léon CLADEL
Pierre BAUBY
Rémi DAINVILLE
Jean SCHUBERT

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION MAQUETTISTE
Hervé DASTAR

ADRESSE
PROLETARIAT
B.P 320
13213 MARSEILLE CEDEX 1
Tél. : 16.91.909.707

C.C.P
2130 89 H MARSEILLE

ABONNEMENTS

FRANCE ..... 52 F
Pli Fermé ..... 70 F
ETRANGER ..... 60 F
Pli Fermé ..... 85 F
(Paiement en argent Français)

ABONNEMENT PAR AVION : Ecrire à Prolétariat

ABONNEMENT DE SOUTIEN

FRANCE ..... 80 F
ETRANGER ..... 100 F

Bulletin d'abonnement page 96

COUVERTURE : Manifestation des travailleurs de Solmer à Marseille (photo H.D.). Temps de crise... temps de l'unité :

- article sur l'emploi de Pierre Bauby
- le chômage à la campagne de Lucien Nouveau
- la sidérurgie, l'Europe, la crise de Rémi Dainville.

SOMMAIRE

ÉDITORIAL	Après le XXIII[e] congrès du PCF : La question de l'URSS - L'avenir se conjugue au passé - Des contradictions multiples. Camille GRANOT	3
FRONT OUVRIER	L'emploi : problème numéro un de la classe ouvrière. Pierre BAUBY	9
FRONT PAYSAN	L'exode rural ou le chômage à la campagne. Lucien NOUVEAU	23
ECONOMIE	La sidérurgie, l'Europe, la crise. Rémi DAINVILLE	33
ENQUETE	Sur la délinquance des jeunes. Serge GALLOIS	51
INTERNATIONAL	1949-1970 : trente ans de division de l'Allemagne. RDA-RFA, un mur à abattre. Jean SCHUBERT	59
DOCUMENT	Le Parti du travail d'Albanie réécrit son histoire. (De l'original à la réédition des textes du III[e] congrès)	73
FRONT CULTUREL	Abdellatif Laâbi, Saïda Menebhi ou la passion du futur. (La nouvelle poésie marocaine) Léon CLADEL	81
NOTES DE LECTURE	*Pauvres chéris* de Plantu — *Le Watergate français* d'Henri Jannès — *Demain... l'armée soviétique* de J.-P. Brulé.	93

2[me] trimestre 1979 n° 20

Les numéros de PROLÉTARIAT encore disponibles

N° 4 **(7 F)**

Les nouvelles formes de lutte du P.C.F., nouvel emballage, même marchandise. (Henri Jour) — Guerre ou paix au Moyen Orient. (Camille Granot) — Sécurité de l'emploi ou sécurité des exploiteurs (Luc Dacier).

N° 7-8 **(7 F)**

Le révisionnisme à cœur ouvert (après le XXIe congrès) (André Colère) — Lutte économique, lutte politique. (Serge Laforge) — "La démocratie nouvelle" : une puissante arme anti-révisionniste (Camille Granot).

N° 14 **(14 F)**

Editorial : pourquoi des candidats aux législatives — Critique du manifeste pour le socialisme — La question corse (Michel Fartas) — Discours de Gémenos (Jacques Jurquet).

N° 15 **(14 F)**

Editorial : mars 78 : classe contre classe — Xe anniversaire du P.C.M.L.F. (Camille Granot) — Démocratie française, démocratie avancée ou voie démocratique révolutionnaire. (André Druesne) — La politique militaire de la bourgeoisie — L'URSS en Amérique Latine (Pierre Delaube).

N° 16 **(14 F)**

Editorial : les résultats des élections et la lutte contre le révisionnisme (Jacques Jurquet) — Contribution à l'analyse des classes à la campagne (Lucien Nouveau) — La crise dans la construction navale — Documents du IIIe congrès du PCMLF.

N° 17 **(14 F)**

Editorial : Le droit de parler du PCF. (Jacques Jurquet) — Programme commun : échec d'une stratégie (Pierre Bauby) — A propos des positions d'Althusser. (Yves Lannou) — Le PCF et les ouvriers immigrés (Guy Lebreton) — Une politique prosoviétique aux couleurs de la France. (Benoit Taillan) — Le PCF et la Chine (Alain Castan).

N° 18 **(14 F)**

Editorial : Dire la vérité sur le Kampuchéa — Préparatifs de guerre en Asie du sud-est (Camille Granot) — Chine : "Démaoisation" ou application de la pensée-maotsétoung ? (Alain Castan) — Avoir vingt ans aujourd'hui. (Pierre Burnand) — Contribution à l'analyse des classes en France. (Pierre Bauby) — Emile Zola et le réalisme. (Léon Cladel) — Ecole du Parti : le centralisme démocratique.

N° 19 **(14 F)**

Aux origines de l'Union européenne (Henri Jour - Guy Lebreton) — Qu'est-ce qui fait marcher l'Europe ? (Catherine Lemaire) — Vingt ans d'Europe verte (Lucien Nouveau) — Europe Tiers-monde : entre le colonialisme et le nouvel ordre économique mondial (Catherine Lemaire) — Quelle défense pour l'Europe ? (Annie Brunel) — Honoré Daumier sur la guerre et la paix. (Hervé Dastar).

Adressez vos commandes à : Prolétariat B.P. 320
13213 Marseille Cédex 1 - CCP 2130 89 H Marseille.

ÉDITORIAL

Camille GRANOT

IL est bien trop tôt pour fournir un point de vue complet et pleinement fondé du XXIIIe Congrès du Parti Communiste Français (1)

Le texte d'une Résolution est une chose. Son application pratique quotidienne en est une autre. Et le texte final issu du XXIIIe Congrès recèle trop de points de vue contraires, réalise trop savamment un équilibre précaire entre plusieurs courants de pensée pour que l'on puisse se faire une idée à partir de ce seul texte. Pour y voir clair, il nous faudra attendre quelque peu : quels axes prioritaires les dirigeants du PCF vont-ils saisir dans leur presse, quelles campagnes politiques vont-ils impulser, sur quoi vont-ils porter l'accent désormais ? Il nous faut savoir aussi quels axes vont mobiliser davantage les militants et les cadres intermédiaires du Parti, quelles déceptions sont inscrites dans ce XXIIIe Congrès, quels espoirs a-t-il ouverts ou définitivement obscurcis. Au cours de nos actions communes, de nos rencontres, de nos discussions avec des camarades du PCF, en multipliant les confrontations et les échanges, nous en apprendrons davantage.

Mais déjà, deux ou trois points appellent l'attention et méritent d'alimenter nos discussions avec nos camarades membres ou sympathisants du Parti Communiste Français.

★

LE premier c'est la question de l'URSS.

La Résolution issue du XXIIIe Congrès semble la traiter avec équité et pondération. Il y a du bon : «les pays socialistes ont accompli une œuvre qui témoigne de l'existence et de la supériorité du système nouveau» ; il y a du mauvais : «il y a méconnaissance persistante de l'exigence démocratique universelle dont le socialisme est porteur». Au total : «le bilan des pays socialistes est globalement positif». Le XXIIIe Congrès a paru prendre en compte les points de vue des uns et des autres pour déterminer une voie juste et indépendante.

En réalité, ce n'est pas cela car le XXIIIe Congrès a travesti la question clé : celle de la politique extérieure de l'Union Soviétique aujourd'hui. Or c'est bien cette question là qu'ont posée dès août 1968 les peuples de Tchécoslovaquie, que posent aujourd'hui les peuples de l'Erythrée et du Cambodge qui affrontent durement une guerre conseillée par des officiers soviétiques, alimentée par les armements russes et en définitive menée par l'Union Soviétique par Cubains ou Vietnamiens interposés. C'est aussi la question posée aux pays et aux peuples d'Europe sur lesquels est pointée une armada de chars et de missiles russes sans précédent dans l'histoire. Dans les pays scandinaves, on redoute l'invasion soviétique, simulée à maintes reprises par des manœuvres de débarquement de la marine russe. En Méditerranée, la flotte soviétique sillonne et mouille en permanence. Pourquoi la Résolution du XXIIIe Congrès dissimule-t-elle ces faits tout à fait inquiétants ?

Elle se prononce sur le bilan des pays socialistes. Pourquoi pas, en effet. Mais un tel bilan nécessite un examen scrupuleux et intransigeant de la politique de l'URSS dans le monde d'aujourd'hui. Les dirigeants du PCF ont-ils eu le souci d'interroger à fond les responsables du PFLE présents à leur Congrès ? Se sont-ils préoccupés de prendre connaissance d'éléments d'informations venus du Kampuchea Démocratique ? Nous savons de bonne source que leur religion était faite d'avance ! Aussi les résultats de leur bilan de l'URSS sont-ils nécessairement faussés ; ces résultats là sont et seront démentis par les faits.

Des exemples ?

La Résolution appuie toute la stratégie du Parti, sur «les progrès de la détente et de la coexistence pacifique». Il ne suffit pas d'en croire la Pravda puis de l'écrire dans une Résolution pour que cela soit vérité. Les dirigeants du PCF sont-ils réellement informés réellement attentifs aux réalités du monde contemporain, se bouchent-ils les yeux et les oreilles, pour débiter de telles inepties. Jamais le monde n'a été tant secoué de coups d'état, d'actes subversifs, de guerres larvées ou ouvertes, de rivalités économiques, politiques et militaires entre les deux supergrands

Les dirigeants du PCF ignorent-ils que l'Union Soviétique, qu'ils prétendent être un facteur de paix, est le premier producteur et marchand de canons de la planète ? Et s'ils n'ignorent pas ces vérités si manifestes, c'est à un alignement global sur la politique extérieure de l'URSS, sur une politique effectivement expansionniste, effectivement impérialiste qu'ils entrainent leur Parti et tentent d'entraîner la classe ouvrière et le peuple de notre pays. C'est une question grave, très grave qui nécessite d'être discutée avec nos camarades de travail, militants ou sympathisants du PCF.

Donnons un autre exemple : celui de l'Europe. Un article de ce numéro de Prolétariat traite à fond de la politique du PCF concernant la sidérurgie et l'Europe. Il démontre faits à l'appui :

1 - il n'y a nullement accroissement de la domination allemande sur l'Europe dans la sidérurgie, l'Europe n'est pas plus allemande que française, ni plus américaine !

2 - ce sont le capitalisme, ses barons de l'acier français, le gouvernement Giscard-Barre qui sont responsables de la restructuration et des licenciements dans la sidérurgie et non «l'étranger»

3 - «Sauver l'acier français» du PCF rejoint en définitive les arguments chauvins des barons de l'acier français ni plus ni moins. Il y a dans le Parti Communiste Français des économistes et des chercheurs de haut niveau qui ont connaissance de tous les faits qui étayent cet article ; pourquoi les dissimulent-ils sous de complexes démonstrations sur la croissance ? Il y a à peine un an, alors que le plan de restructuration des sidérurgies européennes était connu, le PCF s'en prenant exclusivement et à juste titre aux barons de l'acier français, prônait la nationalisation de la sidérurgie. Aujourd'hui il table tout contre l'Europe. Pourquoi ce revirement ? N'y-a-t-il pas là encore, en dépit des réserves et des réticences, l'expression d'un alignement global sur la politique de l'Union Soviétique qui voit d'un mauvais œil la constitution d'une unité européenne face à ses ambitions hégémonistes.

★

LE XXIIIe Congrès a intitulé sa Résolution «L'avenir commence maintenant». L'idée est enthousiasmante et mobilisatrice, mais à étudier la stratégie mise en œuvre tout au fil de ces lignes, on ne manquera pas de déchanter peu à peu. De fait, l'avenir s'y conjugue au passé : c'est au maintien du capitalisme qu'aboutit la stratégie du XXIIIe Congrès ; jamais le socialisme ne sortira de là. Voici nos premières remarques à ce sujet, au sujet de «l'avancée démocratique vers le socialisme».

Cette thèse prend sa racine dans le XXIIe Congrès. Or du XXIIe au XXIIIe Congrès a-t-elle été prouvée, vérifiée ? Chaque progrès démocratique «a-t-il résulté d'un recul imposé au capital», «a-t-il constitué un point d'appui pour lui infliger de nouveaux reculs ?» comme l'indique la Résolution. Répondre oui prouverait la justesse de l'avancée démocratique.

Or la Résolution à chaque page prouve l'inverse. Le panorama de la France de ces derniers mois décrit au contraire un recul de la démocratie, et cela, en dépit des luttes de classe menées par la classe ouvrière et les masses populaires. Qu'on lise seulement les premières pages de la Résolution : «travail sous-payé, déqualifié, épuisant», «conditions de travail et d'existence détériorées», «les inégalités sociales devant la maladie et la mort s'aggravent», «l'école manque de moyens», «l'urbanisation est au rabais» etc... etc... De fait, et c'est la Résolution elle-même qui l'indique, il n'y a eu nullement avancée de la démocratie. Pourquoi celà ? Il semble que la voie tracée par le PCF «par les luttes on arrache peu à peu des progrès démocratiques» ne soit ni si droite, ni si facile à emprunter qu'il y parait dans la Résolution de son XXIIIe Congrès. Dans une autre partie du texte, n'est-il pas indiqué en ce qui concerne «les libertés individuelles et publiques conquises de haute lutte par le peuple de France» que le pouvoir giscardien «les rogne, les réduit, les dégrade» ? Alors ? Plutôt que de bavarder sur l'avancée démocratique, ne faudrait-il mieux pas, examiner avec soin et avec un souci autocritique sérieux pourquoi l'attaque généralisée du capital contre la classe ouvrière, pourquoi la division de la classe ouvrière, pourquoi son désarroi et déterminer les responsabilités propres de la politique du PCF en la matière ? Dans le Rapport politique de Georges Marchais comme dans la Résolution, on parle longuement des «illusions» de la classe ouvrière et des militants du PCF quant au programme commun, illusions qui ont grevé le succès de l'alliance avec le PS. La politique du PCF, ses dirigeants sont-ils blancs comme neige en l'affaire ? ; n'ont-ils pas eux-mêmes engendré ces illusions sur la voie électorale, sur les changements de nature du PS, etc ? C'est une première remarque.

Une autre porte sur la validité de la stratégie exprimée par le XXIIIe Congrès. Des mots reviennent sans cesse dans la Résolution «modifier toujours plus le rapport de forces», «objectifs transformateurs», «reculs du capitalisme», «progressivement», «peu à peu». C'est une stratégie du grignotage : on grignoterait peu à peu des morceaux de démocratie par les luttes de masse et les luttes électorales certes complexes et opiniatres- jusqu'au socialisme démocratique. De fait, il n'y a pas de rupture, pas de heurt ; on ferait l'économie d'une révolution. Or l'expérience propre du Parti Communiste Français s'inscrit en faux contre cette thèse ; n'a-t-il pas acquis de bons atouts dans les communes lors des dernières municipales ? Peut-on néanmoins parler de progrès démocratiques, grignotages lents mais positifs ? Nullement, puisque la Résolution elle même décrivant la réalité indique que le pouvoir giscardien «maintient les communes en tutelle et tente de c donner leur activité de manière autoritaire et démocratique». La stratégie des pouvoirs dans le pouvoir, de l'extension progressive et continue du pouvoir pour la classe ouvrière est un leurre, que l'expérience du PCF dément chaque jour. C'est notre seconde remarque.

Il n'empêche que le XXIIIe Congrès s'y accroche et décrit à loisir le socialisme autogestionnaire à longueur de colonnes. La démocratie économique ? Il faut «un ensemble suffisant de nationalisations démocratiques à côté d'autres formes de propriété sociale et d'un secteur économique fondé sur la propriété privée». Tout est dit. Quand les nationalisations seront-elles suffisantes ? Quel est ce secteur économique fondé sur la propriété privée ? Quelles sont ces autres formes de la propriété sociale ?. Dans «l'avancée démocratique», tout est flou, sans consistance ni étude sérieuse des réalités politiques économiques et sociales. «Il y a une République nouvelle à inventer» ! Certes, et la Résolution décrit un socialisme autogestionnaire idyllique, un paradis sur terre de concertation, de justicé, de liberté, d'épanouissement individuel... tout en escamotant la question numéro : celle du pouvoir. A quelle classe appartient le pouvoir à chaque moment ? c'est le B.A. BA du socialisme scientifique, du marxisme, que le XXIIIe Congrès escamote sans vergogne.

De fait, sa stratégie conduit au maintien du capitalisme ; elle implique «l'alternance au pouvoir», le «respect des choix majoritaires». Il ne saurait y avoir alternance entre le capitalisme et le socialisme, entre le capital et la classe ouvrière. De fait, le XXIIIème Congrès a choisi comme cadre des batailles ultérieures le capitalisme et refuse d'envisager la nécessaire transformation violente de la société capitaliste. «La voie démocratique est bien la voie de la lutte de classes sous toutes ses formes sans la guerre civile».

Notre Parti n'est pas partisan de «la guerre civile pour la guerre civile» ; il n'est pas de ceux qui pensent devoir mettre tout à feu et à sang pour en finir plus vite. Il sait et dit que la révolution n'est pas pour demain dans notre pays. Et pourtant, peut-on aujourd'hui affirmer que la bourgeoisie lâchera son pouvoir sans une lutte à mort, pour l'avancée royale de la démocratie ? Celà est du rêve, de l'utopie tout simplement que contredisent nos expériences quotidiennes, le lock-out, la répression syndicale, l'intervention de l'état, de sa justice, de sa police dans les luttes de classe même les plus anodines, que contredisent les expériences du passé, la Russie de 1917, la Chine de 1949, le Chili de 1974...

C'est le second point que nous voudrions étudier avec sérieux avec nos camarades, membres et sympathisants du PCF.

(1) Les «premières réflexions» de Jacques Jurquet, secrétaire général du PCML et directeur politique du Prolétariat sont parues dans «l'Humanité Rouge» 1096 et suivants.

éditorial

AINSI, deux points principaux distinguent la politique du PCF et celle de notre Parti, le PCML : l'un c'est la caractérisation de l'URSS, l'autre celui du passage pacifique au socialisme. Cette distinction n'est ni superficielle, ni secondaire, ni momentanée : c'est une distinction de fond. Elle explique, entre autres choses, l'existence du Parti Communiste Marxiste Léniniste.

Mais à lire avec attention les documents du XXIIIe Congrès, une chose apparait : il n'a pu rester sourd aux multiples interrogations, aux expériences concrètes, aux courants de pensée qui traversent et ont traversé les rangs du PCF ces derniers mois. Des militants du PCF, ouvriers ou non, s'interrogent sur l'URSS, sur le mouvement communiste international, sur la situation des forces à l'échelle mondiale, sur l'échec de mars 1978, sur l'alliance avec le PS, sur l'état de division de la classe ouvrière. Ces militants, nous en rencontrons tous les jours ; ce ne sont pas des «oppositionnels» qui se font éditer par la bourgeoisie ; ce ne sont pas des intellectuels bourgeois, mais des militants de la classe ouvrière.

Dans la Résolution du XXIIIe Congrès sont exprimés des points de vue rigoureusement justes qui entrent en contradiction avec l'orientation générale définie. Sont-ils le reflet de l'active réflexion des militants secoués par l'échec de mars 1978 et les récents évènements internationaux ? Resteront-ils des mots imprimés dans «L'Humanité» ou bien deviendront-ils une réalité politique vivante ? Des militants ou des cadres s'en saisiront-ils dans leur action politique ? Il est trop tôt pour le dire ; la vie tranchera. Quelques exemples néanmoins.

Parlant de la base des rapports dans le mouvement communiste international, la Résolution indique «l'indépendance de chaque parti, l'égalité, la non-ingérence». Ce point de vue est juste, mais est-il celui qui guide le Parti Communiste d'Union Soviétique dans ses rapports avec les autres partis depuis 20 ans ? Quelles conséquences pratiques le PCF en tire-t-il pour réexaminer son passé et ses rapports actuels avec d'autres partis ?

La Résolution reconnait «le rôle positif du mouvement des non alignés» pour l'instauration d'un nouvel ordre politique et économique mondial. Cuba et le Vietnam qui agissent en Asie et en Afrique pour le compte des intérêts de l'Union Soviétique peuvent-ils compter effectivement dans ce mouvement ? Quelle est la position concrète du PCF à ce sujet ?

C'est au pied du mur qu'on connait le maçon, et nous le verrons bien. Les documents du XXIIIe Congrès multiplient les propositions d'union à la base et d'unité dans l'action. Les directives et les campagnes lancées par les dirigeants en donneront-elles les moyens aux militants ? Continuera-t-on encore longtemps à diriger les coups contre l'Europe allemande, campagne qui divise les rangs ouvriers alors que la bataille pour l'emploi exige l'unité de la classe ouvrière contre les barons de l'acier et le gouvernement Giscard-Barre ?

Le 21 Mai 1979

Camille Granot

PHOTO A.F.P. DUVAL

Marche des sidérurgistes sur Paris

L'EMPLOI PROBLEME NUMERO UN DE LA CLASSE OUVRIERE

Bientôt deux millions de chômeurs, de nouveaux licenciements dans toutes les régions, dans les petites boites comme dans les gros bastions, une grande partie de la jeunesse sans travail et sans perspectives, des menaces de plus en plus précises contre les travailleurs immigrés. Il n'est pas une seule famille populaire qui ne soit, de près ou de loin, touchée par le chômage.

De plus en plus, la question de l'emploi, du travail, n'est plus seulement posée à ceux qui sont sans travail, à ceux qui sont menacés de perdre le leur et à leurs familles. C'est le problème numéro un de la classe ouvrière qui ressent vivement les attaques redoublées de la bourgeoisie capitaliste contre elle.

Après avoir rappelé les chiffres essentiels du chômage et son évolution récente, il s'agira de comprendre les raisons du quadruplement du chômage ces dernières années afin de mieux préciser les axes et les moyens de lutte que la classe ouvrière et les masses populaires doivent mettre en œuvre.

Les statistiques officielles du chômage, publiées mensuellement par l'I.N.S.E.E., concernent les *"personnes sans emploi, immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi durable à plein temps"*. Ce sont les *"demandes d'emploi non satisfaites"*.

Si l'on prend en considération la moyenne mensuelle des demandes d'emploi non satisfaites pour chacune des années depuis 1946, on constate que le nombre de chômeurs est inférieur à 200.000 jusqu'en 1968. Il est compris entre 200.000 et 300.000 en 1968, 1969 et 1970 ; entre 300.000 et 400.000 en 1971, 1972 et 1973.

Mais la moyenne est de 497.700 en 1974, 839.700 en 1975, 933.500 en 1976, 1.071.700 en 1977 et 1.166.850 en 1978. L'accélération du chômage est particulièrement sensible depuis 1974.

Les derniers chiffres publiés, ceux de décembre 1978, font état de 1.328.300 demandes d'emploi non satisfaites (15,7 % de plus qu'en décembre 1977), soit 5,7 % de la population active (contre 5,2 % fin 1977).

LE CHOMAGE EN CHIFFRES

Il convient cependant de noter que cette évolution est faussée par les mesures prises en janvier 1978 dans la réglementation de l'Agence Nationale pour l'Emploi (A.N.P.E.) : d'une part les chômeurs ne sont pris en compte dans les statistiques qu'après 15 jours de chômage, soi-disant réservés aux *"recherches personnelles"*. Quand on sait que plus de 200.000 demandes nouvelles sont enregistrées chaque mois, le décalage de 15 jours dans l'inscription sous-estime de 100.000 le chiffre de demandes d'emploi non satisfaites. D'autre part la radiation des statistiques est effectuée après la première absence au pointage, alors qu'elle n'intervenait auparavant, qu'après la deuxième absence. L'I.N.S.E.E. estime que cette mesure, quand elle est intervenue, a diminué artificiellement de 38.200 le nombre de chômeurs. Ainsi donc, en prenant les statistiques officielles, le nombre de demandes d'emploi non satisfaites, fin décembre 1978, aurait dû être de 1.470.000 soit 28 % de plus qu'un an plus tôt.

des statistiques officielles...

Ce n'était pas le premier trucage des statistiques officielles. Déjà en juin 1972 avaient été exclus des statistiques les bénéficiaires de la *"garantie de ressources"*, c'est-à-dire les chômeurs de 60 à 65 ans, qui sont environ 100.000 actuellement.

Les statistiques mensuelles officielles indiquent également :

— qu'en 1978, du fait des licenciements massifs dans la sidérurgie, le textile, les chantiers navals, etc... près de 400.000 licenciements pour raisons économiques sont intervenus .

— que les offres d'emploi déposées par les entreprises à l'A.N.P.E. ont fortement diminué ces derniers mois, n'atteignant que 71.200 fin décembre 1978, soit 17,8 % de moins que fin décembre 1977.

— qu'en décembre 1978, 209.100 nouveaux chômeurs ont été inscrits dans les statistiques et 47.400 nouvelles offres d'emploi seulement. Il y a donc actuellement environ 4 fois moins d'offres d'emploi que de demandes. Dans ces conditions, le chômage ne peut que continuer à augmenter dans les prochains mois, ce que reconnaît Boullin, le ministre du chômage en prévoyant une nouvelle augmentation de 12 % du chômage en 1979.

Les documents officiels ne se limitent pas à la publication de ces statistiques mensuelles sur la base des inscriptions à l'A.N.P.E. Chaque année, en effet, l'I.N.S.E.E. fait procéder à une enquête par sondage pour déterminer le nombre de chômeurs selon la définition du Bureau International du Travail (B.I.T.), c'est-à-dire faisant intervenir les quatre conditions simultanées suivantes :

- *être dépourvu d'emploi,*
- *être à même de travailler,*
- *chercher un emploi rémunéré,*
- *être en quête de cet emploi.*

L'enquête de mars 1978 indiquait 1.094.500 chômeurs, soit 4,9% de la population active, selon cette définition. Mais sur ces 1.094.500 chômeurs de l'enquête, seuls 818.600 étaient dans les statistiques de l'A.N.P.E. Il faut donc ajouter 317.400 inscrits à l'A.N.P.E. (soit 29%) au chiffre indiqué par l'enquête pour se rapprocher du chiffre réel de chômeurs. On arrive ainsi à 1.411.900 chômeurs en mars 1978.

... à la réalité

Le tableau ci-contre estime, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le nombre des chômeurs réel fin 1978.

Demandes d'emploi non satisfaites fin décembre 1978	1.328.300
Raccordement avec l'enquête emploi de l'I.N.S.E.E. (+ 29%)	385.200
Bénéficiaires de la garantie de ressources (chômeurs de 60 à 65 ans) .	100.000
CHOMEURS FIN 1978 ..	1.813.500

L'enquête de l'I.N.S.E.E. permet également de disposer d'informations précises sur la répartition des chômeurs.

Ainsi, en mars 1978, 56,9% des chômeurs étaient des femmes. Ce taux était de 58,9% en mars 1977 et de 55,6% en avril 1975. Les femmes représentent donc nettement plus de la moitié des chômeurs.

En mars 1978, 40% des chômeurs sont des jeunes de moins de 25 ans et ceci malgré la mise en œuvre, à l'automne 1977, du *"Pacte national pour l'emploi des jeunes"*.

Le taux de chômage des *"catégories socio-professionnelles"* (cf Prolétariat N° 18), indique que si le taux le plus élevé est

CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 62.502.300 FRANCS - R.C. MARSEILLE B 056 809 213 - N° SIRET 056 809 213 00 012 - CODE APE 3302

Siège Social : 13600 LA CIOTAT

ADRESSE DE CORRESPONDANCE
B.P. - 124
13 711 LA CIOTAT

C.C.P. 628-78 N MARSEILLE
Télex NAVACIOTA 410 979
Télégr. NAVACIOTAT La Ciotat
Tél. (91) 08.20.31

PARIS
8, Rond-Point des Champs-Elysées - 75008 PARIS
Tél. (1) 359 83 85
Télex CIOTAT-PARIS 280 284

MR

LA CIOTAT, le - 4 OCT. 1978

N. REF.

V. Réf. J187T

OBJET

*LETTRE RECOMMANDEE AR

MONSIEUR,

NOTRE SOCIETE EST AMENEE A PROCEDER, POUR DES RAISONS ECONOMIQUES, AU LICENCIEMENT COLLECTIF D'UNE PARTIE DE SON PERSONNEL.

CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS LEGALES, NOTRE COMITE D'ENTREPRISE A ETE CONSULTE SUR CES MESURES. LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, SUR LA LISTE NOMINATIVE QUI LUI AVAIT ETE REMISE, NOUS A DONNE L'AUTORISATION DE PROCEDER AU LICENCIEMENT.

NOUS AVONS LE REGRET DE VOUS FAIRE SAVOIR QUE VOUS FIGUREZ PARMI LES PERSONNES LICENCIEES.

EN CONSEQUENCE, NOUS APPLIQUERONS A VOTRE EGARD LES DISPOSITIONS LEGALES ET CONVENTIONNELLES CONCERNANT VOTRE PREAVIS ET VOS INDEMNITES DE LICENCIEMENT.

CONCERNANT PLUS SPECIALEMENT VOTRE PREAVIS, NOUS VOUS DISPENSONS DE L'EFFECTUER.

NOUS FAISONS DES AUJOURD'HUI LE NECESSAIRE POUR QUE VOUS RECEVIEZ SOUS QUELQUES JOURS UN ACOMPTE AU TITRE DE VOS INDEMNITES DE LICENCIEMENT ET DE PREAVIS. VOUS RECEVREZ ULTERIEUREMENT VOTRE SOLDE DE TOUT COMPTE ET VOTRE CERTIFICAT DE TRAVAIL.

NOUS VOUS PRIONS D'AGREER, MONSIEUR, NOS SALUTATIONS DISTINGUEES.

LE DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES,

GUY VOSTEL.

Les licenciements constituent 38,9% des causes immédiates de chômage. C'est par centaines que les "directeurs des relations humaines" du patronat envoient ce type de lettres aux travailleurs.

celui des *"personnels de service"* (7,1%), il est de 5,4% pour les ouvriers (contre 5% en 1977 et 4,3% en 1975) et pour les employés (5,6% en 1977 et 4,3% en 1975).

Parmi les "causes" du chômage, le licenciement arrive nettement en tête (38,9% en 1978 contre 35,9% en 1977 et 37,8% en 1975). La démission n'intervient que pour 14,4% dans le chômage (contre 15,3% en 1977 et 17,8% en 1975) et l'on sait qu'il s'agit souvent de licenciements déguisés sur pression du patronat. Les tentatives de reprise d'activité après une interruption de plus de six mois (qui sont essentiellement le fait des femmes) diminuent, de 18% des causes du chômage en 1975 et 1977 à 15,3% en mars 1978.

Si le nombre de chômeurs a nettement augmenté ces dernières années, l'allongement de l'ancienneté de chômage s'est poursuivi : elle était de 7,6 mois en 1975 et de 9,5 mois en 1977. Elle passe à 10,4 mois en mars 1978.

Par ailleurs, pour la première fois depuis 1971, le nombre de personnes ayant un emploi et en cherchant un autre (ce qui constitue un indicateur de la "mobilité volontaire") a diminué de 880.000 en 1977 à 782.000 en 1978.

l'indemnisation du chômage

A la fin du mois d'octobre 1978, on recensait officiellement 1.344.100 demandeurs d'emploi. Sur ce total :

- 574.200 (42,7%), ne percevaient aucune allocation. Ce sont les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier travail, les chômeurs n'ayant pas 150 jours de travail avant leur inscription à l'A.N.P.E., ou ayant *"épuisé tous leurs droits"*, les salariés qui sont considérés comme ayant effectué un *"départ volontaire"*, etc.
- 239.400 (17,8%) ne recevaient que l'Aide Publique (16,50 F. par jour + 6,60 F par personne à charge les trois premiers mois ; 15,20 F + 6,60 F par personne à charge ensuite), soit environ le quart du S.M.I.C., montant diminué de 10% par an, si le chômage se poursuit. Ce sont les chômeurs qui n'ont pas droit aux allocations ASSEDIC (employés de maison par exemple) ou qui ont *"épuisé ce droit"*.
- 356.100 (26,4%), touchaient à la fois l'Aide Publique et les allocations ASSEDIC 40 % de l'ancien salaire les trois premiers mois, 35% les 9 mois suivants.
- 174.400, soit 12,9%, bénéficiaient de l'*"allocation spéciale d'attente"* (90% de leur dernier salaire brut), attribuée pendant un an maximum et renouvelée trimestriellement au vu des *"efforts accomplis"* pour retrouver un emploi. Seuls 40% des bénéficiaires touchent l'allocation pendant une année entière.

Par ailleurs, environ 100.000 chômeurs de 60 à 65 ans, non comptabilisés comme chômeurs dans les statistiques officielles, recevaient 70% de leur dernier salaire brut au titre de la garantie de ressources.

La loi-cadre, adoptée en décembre 1978 par le Parlement, va modifier dans les prochains mois l'indemnisation du chômage. Trois types de prestations existeront, simplifiant ainsi quelque peu le système actuel.

- une allocation de base,
- une allocation dégressive pour licenciement économique,
- une garantie de ressources pour les salariés âgés de 60 ans.

Mais les deux premières allocations pourront être supprimées pour différentes raisons (par exemple refus d'un emploi proposé ou non suivi d'une action de formation). Ceci conduira immanquablement à réduire la durée actuelle des prestations.

La loi-cadre ne comporte aucun chiffre relatif aux taux de prestations. Le soin est laissé aux *"partenaires sociaux"* (C.N.P.F. et confédérations syndicales) d'en préciser les modalités d'application dans un délai de 2 mois, faute de quoi des *"dispositions provisoires seront fixées par décret en Conseil d'Etat"*. Ce qui promet quant aux nouveaux taux des prestations !

Enfin, aucune disposition n'est prévue pour les 450.000 chômeurs officiels non indemnisés actuellement.

Pour le pouvoir et le patronat, l'indemnisation du chômage coûte trop cher aujourd'hui et toutes les dispositions sont ainsi prises pour diminuer l'indemnisation.

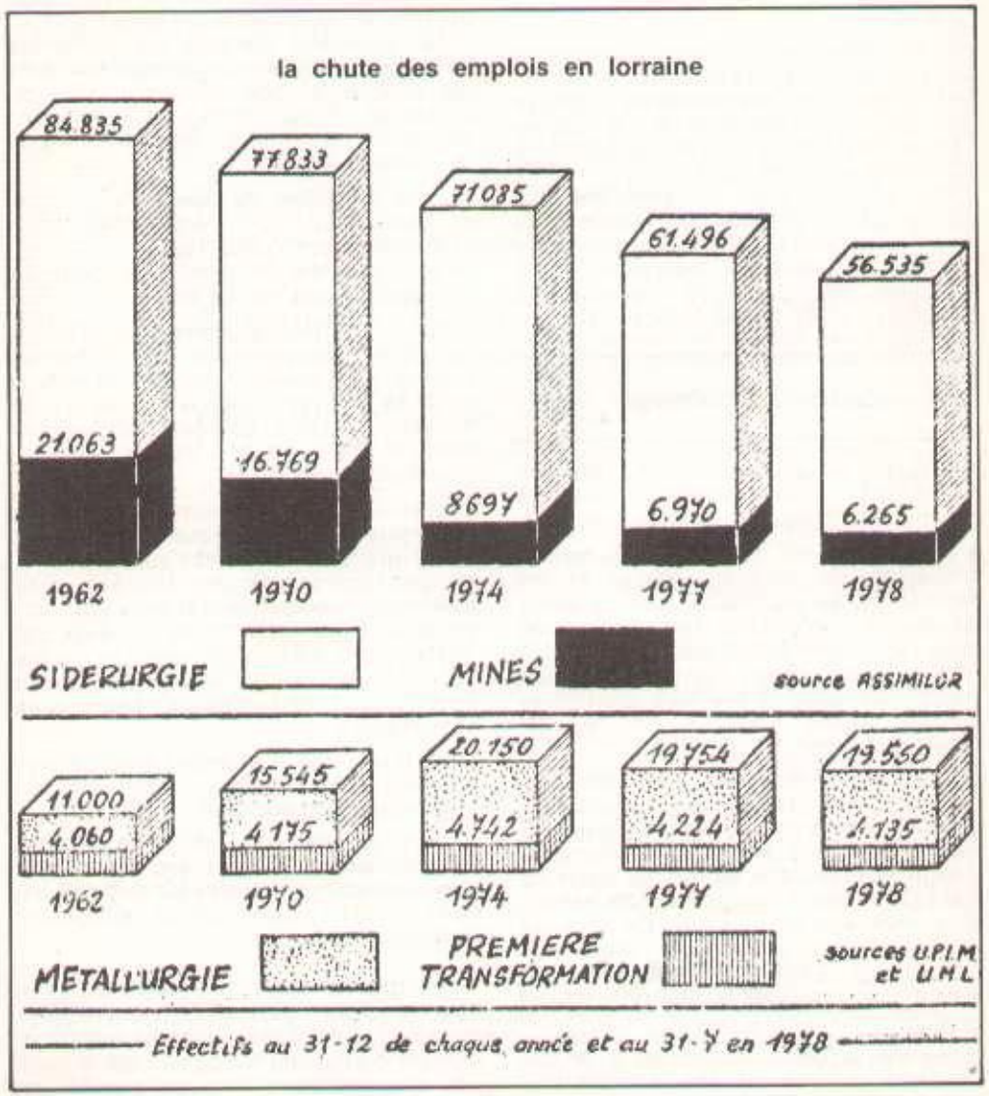
Les grands pôles industriels du pays sont frappés par des licenciements massifs touchant des secteurs entiers et mettant du jour au lendemain sur le pavé des dizaines de milliers de travailleurs.

Ceci est particulièrement vrai pour le Nord et la Lorraine (sidérurgie-textile).

les disparités régionales

Ainsi, fin octobre 1978, l'ensemble Nord - Pas-de-Calais compte 115.800 chômeurs officiels (24,6% de plus en un an), soit 8,1% de la population active. Pendant l'année 1977, 21.000 emplois industriels ont disparu : 8.600 dans le textile, 4.000 dans les houillères, 2.700 dans la sidérurgie, 1.000 dans la fonderie, 1.000 dans les métaux, 800 dans le matériel ferroviaire, 700 dans les machines-outil. Dans les quatre ans qui viennent, 60.000 emplois sont menacés dans le secteur charbonnier, le textile, la sidérurgie. En 1962, on comptait 259.000 salariés dans l'industrie, il n'y en avait plus que 221.000 en 1975 et les prévisions font état de 200.000 en 1980 et de 182.500 en 1985.

Cet effondrement massif de l'emploi dans les régions fortement industrialisées ne doit pourtant pas cacher qu'en proportion ce sont les régions au tissus industriel faible et fragile qui souffrent le plus du chômage. Les entreprises décentralisées dans les années soixante, venues dans ces régions moins développées chercher une main d'œuvre à bon marché et arrosées de subventions sont aussi les premières à mettre la clef sous la porte comme en témoignent les deux cartes ci-dessus (Le Monde 17 octobre 1978).



Entre 1974 et 1977, par contre, l'emploi a diminué de 230.000 actifs. La chute de la population active agricole s'est poursuivie (— 210.000). Mais l'industrie (— 290.000) et le bâtiment-travaux publics (— 120.000) ont perdu des emplois. La croissance, très ralentie, dans les autres secteurs n'a pas permis d'équilibrer ces différentes diminutions.

RÉGIONS AU TAUX DE CHÔMAGE INDUSTRIEL ÉLEVÉ
(en gras)

RÉGIONS AU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL RELATIVEMENT FAIBLE
(en gras)

Ces cartes ne concernent que le chômage industriel au sens officiel, c'est-à-dire la population sans emploi ayant exercé antérieurement une activité dans l'industrie. Ne sont donc comptés, ni les jeunes à la recherche d'un premier emploi, ni les paysans et artisans ruinés.

Sur la carte de gauche figurent les régions où le taux de chômage dépasse de plus de 10% la moyenne en province. Sur la carte de droite apparaissent les régions où la proportion d'emplois industriels est inférieure de plus de 10% à la moyenne en province.

l'évolution des emplois

Entre 1970 et 1974, l'emploi s'est accru de près de 600.000 actifs (soit 0,7% en moyenne par an, avec un accroissement particulièrement rapide dans les services + 4,4% par an).

Cette augmentation se répartit ainsi :

Population active agricole	— 580.000
Emploi industriel	+ 310.000
Services	+ 450.000
Administrations	+ 250.000
Commerce	+ 130.000

La diminution de l'emploi industriel est encore plus évidente quand on compare les effectifs des seuls salariés entre le 1er janvier 1974 et le 1er janvier 1978 :

Agriculture	— 82.100
Industrie	— 330.000
Bâtiment et travaux publics	— 184.000
Services et commerces	+ 507.800
Administrations	+ 120.400

LES CAUSES DU CHOMAGE

Le système capitaliste est marqué par l'accumulation du capital, c'est-à-dire par la transformation de la majeure partie de la plus-value acquise par les capitalistes en exploitant la classe ouvrière en capital. Non seulement pour remplacer le capital existant, mais pour l'augmenter, élargir la production et, par là-même, pouvoir accroître encore davantage la plus-value.

Dans leur recherche implacable du profit, les capitalistes sont en concurrence entre eux. Sous l'effet de cette concurrence, les capitalistes sont contraints d'introduire de nouvelles machines et des perfectionnements techniques, d'accumuler du capital pour renforcer leur potentiel.

Mais l'accumulation du capital n'est pas seulement augmentation du montant global du capital : intervient aussi une modification de sa composition.

La composition organique du capital est le rapport du capital constant (usines, équipement, matières premières, combustibles, etc...) au capital variable (salaires, c'est-à-dire valeur de la force de travail).

Au cours du développement du capitalisme, au fur et à mesure qu'intervient l'accumulation du capital, cette composition organique se modifie : les capitalistes, pour extorquer toujours davantage de plus-value et pour avoir le dessus dans la concurrence, doivent améliorer le matériel technique, utiliser des machines pour remplacer le travail manuel, remplacer les vieilles machines par de nouvelles plus perfectionnées. Ainsi le capital constant croît constamment et sa part dans le capital total est de plus en plus grande : la composition organique du capital ne cesse de s'élever.

l'armée industrielle de réserve

Cette augmentation de la composition organique du capital entraîne inévitablement de graves conséquences pour la classe ouvrière. Elle a, en effet, pour conséquence une diminution relative de la demande de main-d'œuvre des capitalistes. Le plus souvent celle-ci continue à augmenter, mais l'importance de cette augmentation est beaucoup plus faible que celle du capital constant. Dans certains cas, en période de crise notamment, il y a même réduction des besoins de main-d'œuvre.

Ainsi dans le système capitaliste, si c'est la classe ouvrière qui crée les machines, leur appropriation par les capitalistes jette à la rue un grand nombre d'ouvriers qui deviennent chômeurs. C'est ce que l'on appelle l'exclusion de l'ouvrier par la machine, phénomène inhérent au système capitaliste, à l'accumulation du capital.

Aussi se forme ce que Marx a appelé ***l'armée industrielle de réserve du capital.*** Il y a surpoplulation relative. Relative en ce sens que cette surpopulation n'est excédentaire que par rapport aux besoins du capital et non aux possibilités de l'économie, à la production de marchandises pour satisfaire les besoins des hommes.

Marx précise que la surpopulation relative est "***la loi de population qui distingue l'époque capitaliste et correspond à son mode de production particulier***" et que "***l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste produit nécessairement une surpopulation ouvrière***". *(Le Capital* K. Marx Editions sociales livre 1, tome 3, pages 74-75).

Si la surpopulation relative est le résultat inévitable de l'accumulation du capital, elle est, en retour, un levier de cette accumulation, une des conditions de l'existence et du développement du mode de production capitaliste.

Les capitalistes, en effet, utilisent le chômage pour renforcer l'oppression et l'exploitation des ouvriers qui travaillent. L'existence d'un nombre important de chômeurs leur permet de peser sur les salaires de ceux qui travaillent, de diviser la classe ouvrière, de développer une concurrence entre ouvriers.

En même temps, le chômage permet à l'économie capitaliste qui se développe par bonds, de disposer d'un réservoir de force de travail lors des augmentations de production.

L'existence d'une armée industrielle de réserve, d'une certaine marge de chômage est inhérente au système capitaliste et ne saurait être éliminée tant que ce système restera en place.

chômage et crise

Si le chômage, l'existence d'une armée industrielle de réserve est à la fois une conséquence du capitalisme et une de ses conditions d'existence et de développement, nous ne pouvons en rester là pour expliquer l'augmentation considérable du chômage intervenue en France, comme dans tous les pays capitalistes, depuis 1973 - 1974.

Nous avons vu que dans le processus ininterrompu de l'accumulation du capital intervenait une augmentation de la composition organique. Celle-ci entraîne une tendance à la baisse du taux de profit, c'est-à-dire du rapport de la plus-value au capital total (capital constant + capital variable).

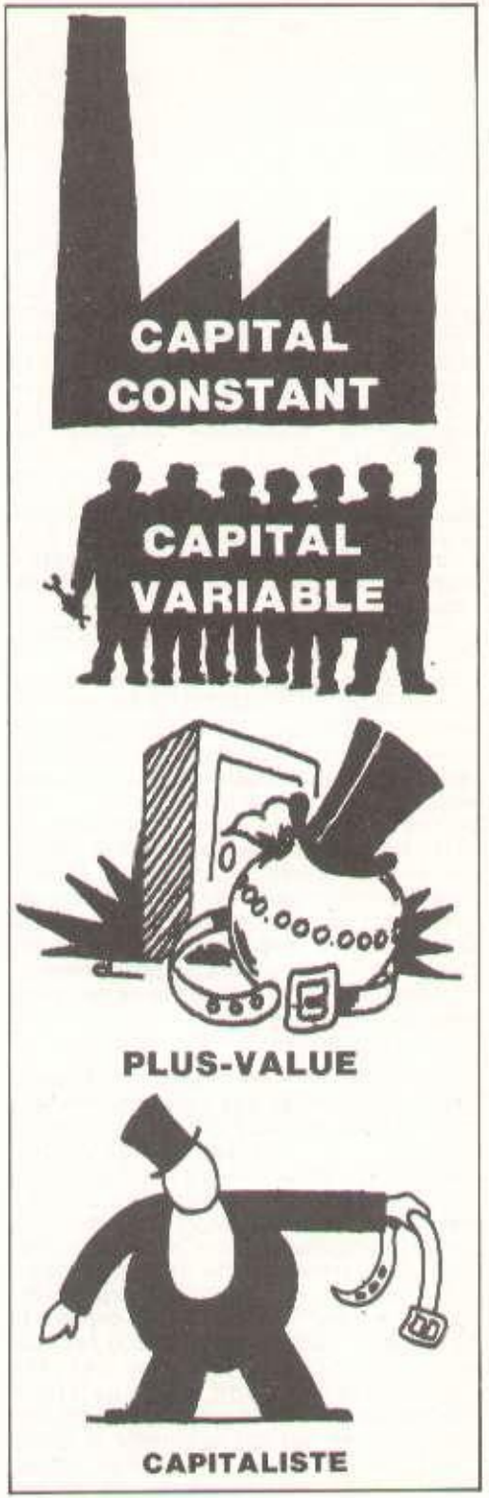
Le capitaliste compare toujours, en effet, la plus-value obtenue non pas au seul capital variable qui produit cette plus-value, mais à l'ensemble du capital qu'il avance.

Puisque le capital constant croît plus vite que le capital variable, si le rapport plus-value/capital variable (qui est le taux d'exploitation de la classe ouvrière) reste stable, le taux de profit diminue.

Mais des influences certaines contrecarrent et suppriment cette diminution du taux de profit et lui confèrent simplement le caractère d'une tendance. Citons en particulier :

- l'augmentation du taux d'exploitation de la classe ouvrière par la prolongation de la journée de travail, l'intensification du travail, l'augmentation des cadences, etc...
- la réduction du salaire au-dessous de la valeur de la force de travail,
- la baisse de prix des éléments du capital constant (machines qui bénéficient aussi de la plus grande productivité du travail ; matières premières à meilleur prix).

Les luttes de la classe ouvrière contre l'exploitation, celles des pays et peuples



producteurs de matières premières contribuent à mettre en cause ces influences qui dès lors peuvent ralentir, arrêter ou même renverser pendant un temps la baisse du taux de profit, mais ne peuvent entraver complètement sa tendance à la baisse.

Périodiquement, les facteurs qui s'opposent à la baisse du taux de profit deviennent moins efficaces : l'ensemble du capital ne peut plus continuer à s'agrandir au taux de profit antérieur. On produit trop de moyens de production pour pouvoir les faire fonctionner comme capital au même taux de profit. Il y a surproduction de capital, sur-accumulation de capital, c'est-à-dire de moyens de production capables de fonctionner comme capital.

La tendance à la baisse du taux de profit débouche sur des crises, ***"solutions violentes et momentanées des contradictions existantes, violentes éruptions qui rétablissent pour un temps l'équilibre rompu"*** (Marx - *Le Capital* - Editions Sociales, Livre 3 - Tome 6 - page 262).

Ces crises conduisent à la dépréciation périodique du capital existant et contribuent ainsi à arrêter la baisse du taux de profit, à accélérer l'accumulation du capital par la formation de capital neuf.

C'est la concurrence qui se charge de désigner quelle partie du capital va devoir renoncer à s'employer comme capital pour que les autres parties gardent le même taux de profit. Une partie du capital oblige l'autre à se mettre "en friche", à ne plus fonctionner comme capital, avec le cortège de licenciements que cela entraîne.

"Surproduction de capital ne signifie jamais autre chose que surproduction de moyens de production pouvant exercer la fonction de capital, c'est-à-dire susceptibles d'être utilisés pour exploiter le travail à un degré d'exploitation donné ; cependant que, si ce degré d'exploitation tombe au-dessous d'une certaine limite, cette chute provoque des perturbations et des arrêts de la production capitaliste, des crises, une destruction de capital. Il n'y a pas de contradiction dans le fait que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surpopulation relative plus ou moins grande. Les mêmes circonstances qui ont augmenté la force productive du travail, multiplié la masse des produits marchandises, élargi les marchés, accéléré l'accumulation du capital en masse et en valeur, et abaissé le taux de profit, ont donné naissance à une surpopulation relative et l'engendrent en permanence ; les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent en raison du faible degré d'exploitation du travail auquel on pourrait seulement les employer, ou du moins en raison du faible taux de profit qu'ils fourniraient pour un degré d'exploitation donné." (Marx, *Le Capital*. Editions Sociales - Livre 3 - Tome 6 - page 268).

l'exemple de la sidérurgie

En 1966 est signé entre le patronat et le gouvernement le premier plan sidérurgique. L'apport de l'Etat est de 2,7 milliards de francs de l'époque, dont le remboursement s'étend sur 25 ans à des taux allant de 3 à 4 % seulement. En même temps s'opère une concentration de la sidérurgie qui donne naissance à deux grands monopoles, assurant 70 % de la production : Usinor et de Wendel-Sidelor.

De 1967 à 1970 des investissements massifs sont réalisés, qui portent les capacités de production à 26 millions de tonnes. Dans ce cadre, le groupe de Wendel et le gouvernement décident de créer une immense unité à Fos, la Solmer. L'Etat verse, pour ce projet, 1,8 milliard dont le remboursement est envisagé pour 1988. En 1973, le gouvernement augmente son aide de 800 millions et Usinor procède à une prise de participation. En 1975 un nouveau financement gouvernemental de 1,4 milliard est versé pour l'opération Fos.

En avril 1977, le gouvernement, dans le cadre du VIIe Plan, décide de porter les capacités de production à 32 millions de tonnes et de faire procéder à 20.000 licenciements. Il verse aux groupes sidérurgiques 1,3 milliard, qui seront complétés par 500 millions en janvier 1978.

Mais en octobre 1978, la sidérurgie est en faillite. Elle est endettée à 111 % de son chiffre d'affaires : les dettes s'élèvent à 37 milliards de francs. C'est alors que le gouvernement décide de prendre une participation majoritaire dans le secteur, de réduire de 32 à 27 millions de tonnes la capacité de production et de supprimer

PHOTO A.F.P. LAVAL

Le tiers des effectifs de la sidérurgie doit disparaître.

Une mine de fer occupée à Piennes (2/2/79)

26.000 nouveaux emplois dans les deux années à venir : 14.500 pour Usinor, Chiers-Châtillon, 8500 pour Sacilor-Sollac, 1500 pour les Aciers de Paris-Outracier, 8500 pour Ugines-Acier, 1300 pour Creusot-Loire. Ainsi en 4 ans, c'est le tiers des effectifs de la branche qui doit disparaître.

La production d'acier en France, qui était de 27 millions de tonnes en 1974 a été ramenée à 22,8 millions de tonnes en 1978. Dans le même temps, la productivité a été fortement accrue : la production annuelle par ouvrier est passée de 133 tonnes il y a 10 ans à 200 tonnes.

Ainsi donc les mesures prises concernant la sidérurgie montrent qu'il y a destruction d'une partie importante du capital existant, indispensable pour permettre de retrouver un taux de profit jugé satisfaisant, avec le cortège de licenciements que cela implique.

le "redéploiement"

On pourrait multiplier les exemples (construction navale, textile, téléphonie, etc...). Le but de l'oligarchie financière est clair : il faut assainir, éliminer, élaguer pour permettre un relèvement du taux de profit, il faut concentrer les moyens du pays sur un certain nombre de *"créneaux"* et opérer le *"redéploiement"* sur ces bases du capitalisme français.

Les *"canards boiteux"* doivent être éliminés. Il y a aujourd'hui 15.000 faillites d'entreprises par an. Les *"défaillances d'entreprises"* ont augmenté de 31 % pour la période 74 - 76 par rapport à la période 71 - 73 et de 64 % pour la seule industrie.

Ceyrac, le président du C.N.P.F. est clair quand il déclare le 20 juillet 1978 : *"les mesures de licenciement sont nécessaires et en définitive bonnes car elles redonnent à nos entreprises un dynamisme qu'elles avaient perdu"*. Et le rapport annuel de St Gobain-Pont à Mousson précise : *"le compte de résultat comporte une ligne intitulée "charges hors exploitation" qui atteint 80 millions de F. Ces charges représentent les frais de fermeture d'usines. Elles constituent en fait une sorte d'investissement négatif, immédiatement amorti, ayant pour objet la rentabilité future"*.

Le quadruplement du nombre de chômeurs depuis 1973 commence à

donner des résultats. En effet, si la croissance des profits s'est généralement ralentie depuis 1973, on constate que les grandes sociétés continuent de voir gonfler la masse de leurs profits à partir de niveaux considérables. En deux ans, 1976 et 1977, les 25 plus grands groupes industriels ont réalisé 82 milliards de profits. Pour nombre d'entre-eux la progression est appréciable : en 1977, 4,2 milliards pour Saint-Gobain (+ 11,7%) 2 milliards pour Thomson-Brandt (+ 28,2%), 1,4 milliard pour B.S.N. (+ 11,7%), 2 milliards pour Empain-Schneider (+ 33,7%), 6,5 milliards pour Peugeot-Citroën (+ 15,2%). Ces évolutions ne doivent cependant pas masquer les différences profondes qui existent entre monopoles.

Sur la base des concentrations industrielles et financières, l'objectif visé est de permettre la promotion de quelques monopoles français en de véritables multinationales susceptibles de "se défendre" dans la concurrence internationale.

Les activités les moins rentables sont délaissées, la sélectivité n'ayant d'autre but que de regonfler la rentabilité des capitaux. Le *"dégraissage"* des effectifs est utilisé systématiquement pour relever le taux de productivité des ouvriers. La baisse du nombre de salariés dans l'industrie depuis quatre ans, que nous avons décrite ci-dessus, témoigne des moyens mis en œuvre pour relever le taux de productivité.

DU TRAVAIL POUR TOUS

La question de l'emploi, du chômage est le problème numéro un de la classe ouvrière. Les mois et années qui viennent (car tout indique que le chômage ne fera que se développer, ce n'est pas les 11.600 créations d'emploi d'ici 1985, promises par Barre pour le Nord et la Lorraine, qui y changeront quelque chose) seront dures pour la classe ouvrière de notre pays.

Les batailles contre le chômage sont des batailles difficiles. Ces derniers mois, il y a eu peu de victoires sur ce terrain.

Comment faire face, comment s'orienter, comment se battre ? Il y a de la colère, mais tout autant de désarroi. La classe ouvrière n'a été ni préparée, ni mobilisée pour une riposte de grande ampleur, du tac au tac, aux attaques capitalistes. Elle a mené des luttes inégales, dispersées, isolées, sans succès. Les dirigeants des confédérations syndicales et des partis de gauche portent une lourde responsabilité dans cette situation.

unité de la classe ouvrière

La bataille contre le chômage nécessite l'unité de la classe ouvrière et notamment l'unité des sans travail et des actifs.

Les chômeurs isolés, souvent découragés ont peu de moyens d'action immédiats. Leur organisation est difficile à manier dans une entreprise qui ferme. Par contre, l'action résolue de ceux qui travaillent, qui ont prise sur l'appareil de production et sur les profits peut faire reculer les attaques capitalistes.

C'est toute la classe ouvrière qui est attaquée, c'est l'ensemble des travailleurs. Leur riposte doit être unie, chômeurs et actifs, hommes et femmes (les premières touchées), jeunes (40% des chômeurs) et moins jeunes, français et immigrés (menacés d'expulsion).

Il faut tout faire pour développer la solidarité ouvrière et populaire avec ceux qui sont très durement touchés. Les licenciements à Usinor-Denain sont exemplaires à leur manière : l'attaque capitaliste concerne l'ensemble de la ville de Denain qui vit entièrement d'Usinor. Des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, d'enfants sont concernés.

contre tout licenciement

Dans toutes les entreprises touchées par la vague de licenciements, il s'agit d'unir la classe ouvrière autour du mot d'ordre "non à tout licenciement" et "on ne négocie pas les licenciements, on les refuse".

Patronat et gouvernement, en effet, se déclarent prêts à négocier sur le nombre définitif de licenciements, sur les critères de choix de ceux qui seront licenciés, sur un certain nombre de mesures démagogiques afin de mieux faire passer la pilule.

Combien de fois n'a-t-on pas vu ces soi-disant négociations déboucher dans une première étape, sur une légère réduction du nombre de licenciements, bientôt suivie d'une seconde étape où l'ensemble du projet initial était mis en œuvre. Mais, entre temps, la division s'était développée parmi les ouvriers et plus aucun rapport de forces ne pouvait être exercé.

Non, les licenciements, cela ne se négocie pas, cela se refuse, cela implique de développer l'unité de tous les travailleurs, d'organiser un rapport de forces qui soit à même de faire reculer le patronat et le pouvoir. A une attaque frontale des capitalistes, il faut opposer une riposte de masse, déterminée.

Si le chômage est inévitable en système capitaliste, il n'empêche que dans chaque cas des luttes peuvent être victorieuses contre tout licenciement.

solidarité avec les chômeurs

Près de 2 millions de travailleurs sont aujourd'hui au chômage. Leur situation est particulièrement grave. L'action unie avec ceux qui travaillent doit prendre en compte leur situation et leurs revendications.

La classe ouvrière ne compte aucune responsabilité dans la crise que traverse l'économie capitaliste et dans les licenciements. Les chômeurs n'ont pas à en faire les frais.

L'action doit donc se développer autour de mots d'ordre tels que :

— le S.M.I.C. pour les chômeurs,
— non aux saisies,
— diminution ou gratuité des loyers et des charges,
— transports gratuits,
— gratuité totale des études pour leurs enfants,
— pas d'impôts pour les chômeurs.

Plus généralement la mobilisation et l'unité de l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple nécessitent, dès aujourd'hui,

quotidien

Au jour le jour,
avec les sidérurgistes
avec ceux de la navale,
ceux de l'électronique,

aux quatre coins
du pays
avec tous ceux
qui luttent
pour l'emploi

L'HUMANITÉ ROUGE

Organe central du P.C.M.L.

★

En vente dans les kiosques

★

ABONNEMENT

1 mois : 30 F
3 mois : 90 F
6 mois : 180 F
1 an : 350 F

L'HUMANITE ROUGE
B.P. 201
75926 PARIS CEDEX 19

de mettre en avant des revendications précises concernant l'emploi.

Dans les entreprises, il faut s'opposer aux mutations arbitraires, il faut organiser la lutte pour la titularisation des auxiliaires sur place avec maintien des avantages acquis dès l'embauche, pour l'embauche des hors-statuts. Il faut exiger le réembauchage des jeunes au retour du service militaire.

La lutte contre le chômage partiel est une partie intégrante de la lutte contre le chômage. Elle peut déboucher sur des reculs importants des capitalistes.

Dans les lycées et L.E.P. (ex C.E.T), il faut dès maintenant organiser la lutte pour l'emploi, alors que les jeunes sont regroupés, en exigeant un emploi pour les jeunes qui quittent l'école. Un mouvement de lutte de la jeunesse ne pourra pas naître des jeunes chômeurs eux-mêmes car une fois qu'ils ont quitté l'école, ils sont isolés, éparpillés.

Cette question de la lutte, contre le chômage, ne concerne pas aujourd'hui que les chômeurs, mais toute la classe ouvrière, tous les travailleurs, toutes les couches populaires.

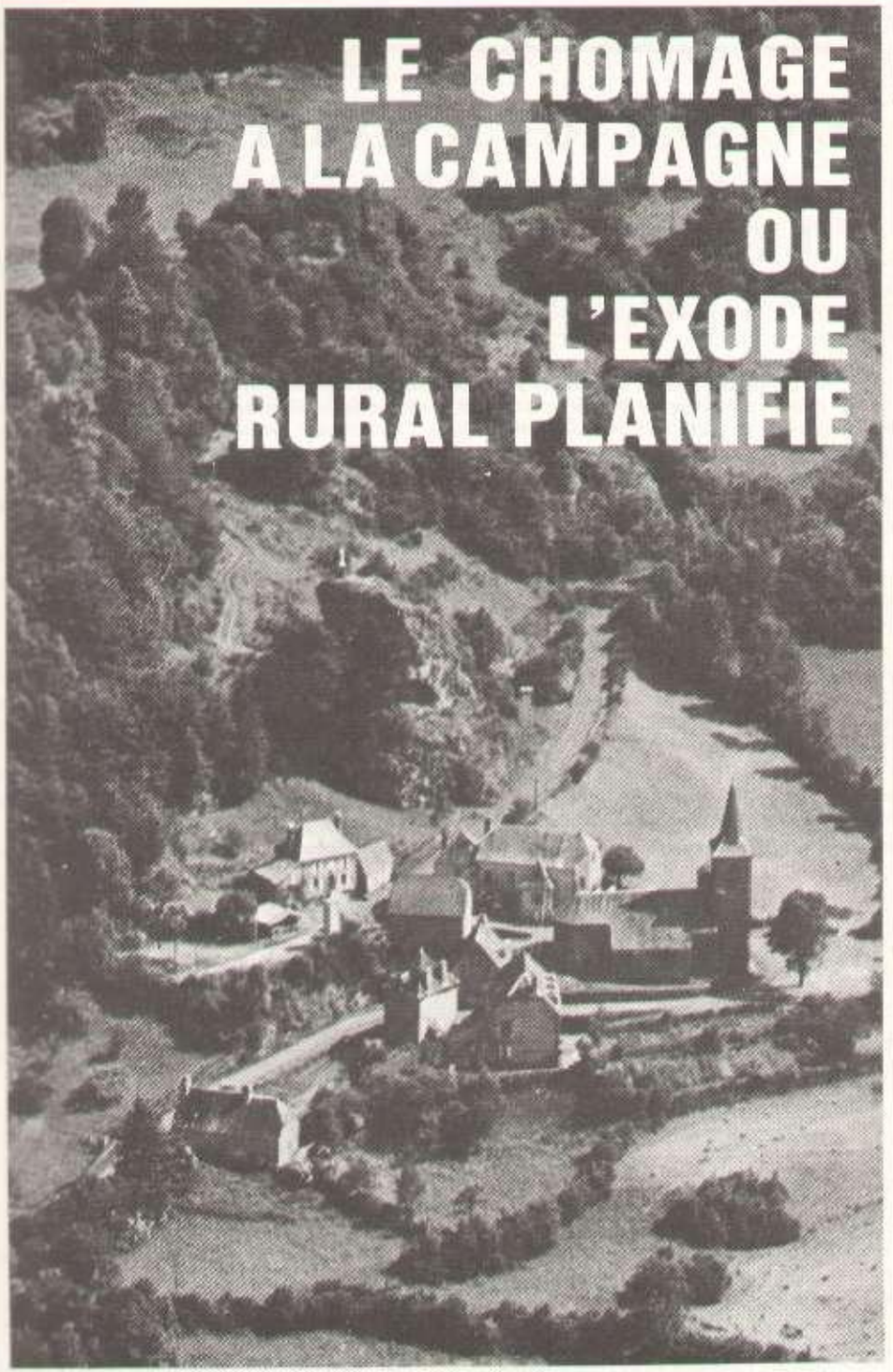
Comme le disait le comité central du Parti Communiste marxiste-léniniste dans son appel du 27 décembre 1978 :

"Les licenciements, le chômage, ne sont pas une fatalité devant laquelle nous serions impuissants. Pour faire reculer patronat et gouvernement, il existe une issue. C'est la lutte unie et résolue de tous les travailleurs, chômeurs et actifs, français et immigrés, ceux des secteurs directement touchés ou menacés et ceux des entreprises qui tournent, où la grève peut faire mal aux profits du patronat (...).

"Contre l'offensive générale du patronat, le Parti Communiste Marxiste-Léniniste appelle à la mobilisation générale des travailleurs. Que la plus large solidarité populaire se développe dans tout le pays, sous toutes les formes possibles, aux côtés des travailleurs qui sont déjà dans la lutte et de ceux qui vont y entrer !"

Février 1979 Pierre BAUBY

LE CHOMAGE A LA CAMPAGNE OU L'EXODE RURAL PLANIFIE



VILLAGE D'AUVERGNE

LE CHOMAGE A LA CAMPAGNE OU L'EXODE RURAL PLANIFIE

Ces cinq dernières années la paysannerie laborieuse a été touchée de plein fouet par la crise économique du régime et par les nombreuses mesures gouvernementales allant contre ses intérêts les plus immédiats. Un nombre encore plus grand de petits paysans ont été obligés de quitter l'agriculture, partiellement ou totalement.

Pourtant l'exode rural n'est pas une chose nouvelle pour les couches les plus pauvres de la paysannerie française, puisqu'en vingt ans, de 1958 à 1978, c'est près de 3 millions d'agriculteurs et d'agricultrices qui ont dû abandonner leur terre et leur village.

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que cet exode rural continue, alors que la situation dans l'industrie et dans le secteur tertiaire, où le chomage atteint des taux inégalés depuis la Seconde Guerre Mondiale, ne permet plus d'absorber au même rythme cette main-d'œuvre.

La liquidation des exploitations agricoles les plus petites va-t-elle s'arrêter pour autant ? On peut être assuré du contraire lorsqu'on examine attentivement ce que prépare Giscard-Barre avec la complicité de Debatisse et Cie, avec la nouvelle loi-cadre d'orientation de l'agriculture - loi qui doit être discutée à la session de printemps de l'Assemblée Nationale.

Des milliers de paysans qui quitteront la terre, des milliers de jeunes qui ne pourront reprendre l'exploitation familiale faute de moyens et de perspectives, voilà une situation qui concerne sérieusement la classe ouvrière et son Parti communiste.

La société capitaliste au cours de son développement accroît considérablement, dans tous les domaines, les contradictions entre la ville et la campagne. La bourgeoisie s'efforce, pour maintenir sa position dominante de diviser le peuple de toutes sortes de manières et sous toutes sortes d'angles ; la division entre le prolétariat des villes et les travailleurs des campagne est une tactique née avec le capitalisme lui-même.

La situation concrète de la paysannerie laborieuse ne constitue pas au départ l'ensemble des conditions favorables à une prise de conscience spontanée de sa propre situation et de la nécessité d'engager aux côtés de la classe ouvrière le combat anti-capitaliste. C'est au prolétariat d'avoir l'initiative, et de prendre en main ce travail d'alliance de portée stratégique pour le succès final. Voilà pourquoi, autant que les paysans révolutionnaires, le prolétariat révolutionnaire doit se saisir et se préoccuper sérieusement de la situation de la paysannerie travailleuse de notre pays.

Quelle est cette situation ? Sur les plans économiques et sociaux on peut résumer la situation de milliers de petits et moyens producteurs agricoles par **"l'incertitude du lendemain"**.

Sous des formes et dans des conditions extrêmement différentes, c'est la situation que connaît la classe ouvrière aujourd'hui quant au problème de l'emploi.

Bien sûr, le paysan n'est pas *"licencié"* comme l'est l'ouvrier ou l'employé d'une entreprise. Les formes, en ce qui concerne la liquidation d'une petite exploitation sont multiples et complexes. On peut cependant en décrire quelques généralités.

Le paysan, qu'il soit tout à fait indépendant ou bien regroupé dans un *"groupement agricole d'exploitation en commun"* (GAEC) n'est pas un salarié, mais vit de ce que l'on appelle le *"revenu agricole"*. Ce revenu pour simplifier, est le résultat de la différence entre ce qu'il a vendu d'une part et ce qu'il a payé pour pouvoir produire.

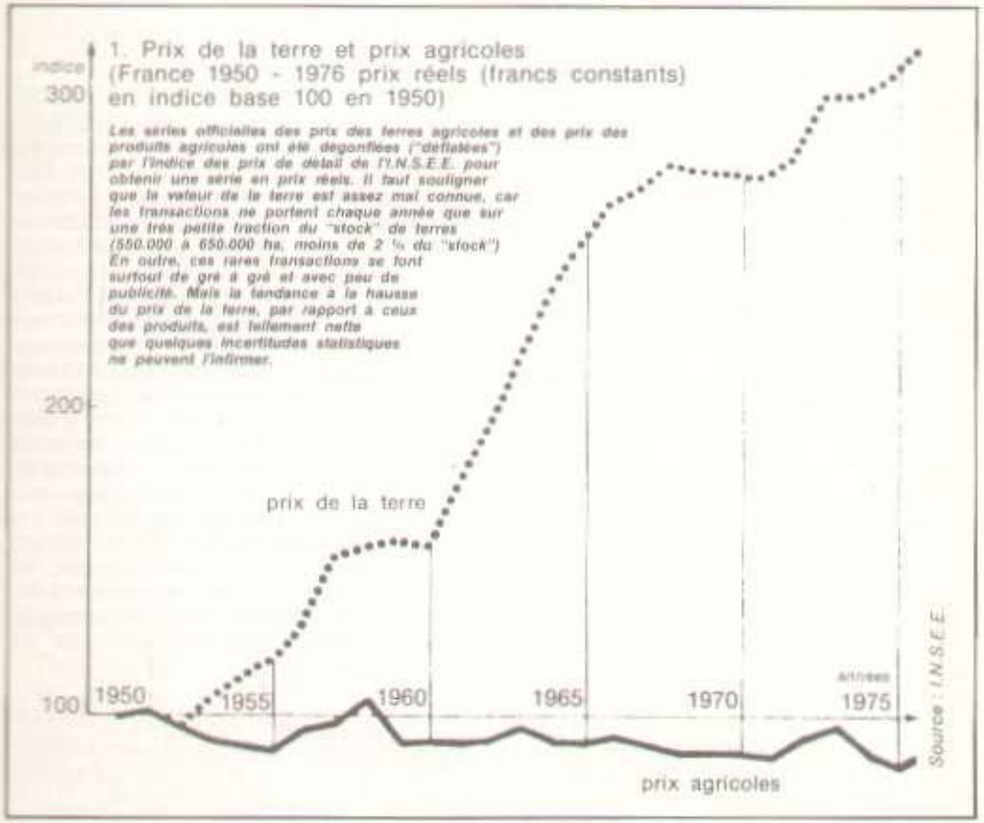
UN REVENU EN BAISSE DEPUIS CINQ ANS

Les biens nécessaires à la production agricole sont en général, quel que soient les types de productions, végétales ou animales : la terre, les bâtiments, les machines, les animaux pour les éleveurs, les semences et plantations pour les agriculteurs, arboriculteurs, viticulteurs, etc... A cela il faut ajouter un bien fictif que le producteur achète : l'argent par le jeu du crédit bancaire.

Prenons le prix de la terre comparé aux prix agricoles à la production. Si l'on prend comme base 100 en 1950 — voir schéma No 1 — en 1975, le prix des terres aura plus que triplé, tandis que les prix agricoles auront diminué. Si l'on prenait le prix de la location des terres, on obtiendrait pour la même période quasiment les mêmes résultats.

le prix de la terre a triplé

Si l'on prend l'année 1978, l'augmentation des prix des biens nécessaires à



l'agriculture et à l'élevage a dépassé 8% en moyenne, excepté les aliments du bétail qui ont stagnés. Les engrais ont augmenté de 8%, les produits pétroliers de 9%, le bâtiment — construction et entretien — de 9%, la réparation mécanique de 10%, et les frais vétérinaires de 11%.

En 1978, l'agriculture a reversé aux banques et en premier lieu au Crédit Agricole "mutuel", 6,368 milliards de francs actuels à titre d'intérêts sur prêts, ce qui constitue une augmentation de 10% par rapport à la valeur des intérêts versés en 1977. La part de ces intérêts, comparée à la valeur globale de la production agricole française, représente plus de 7%. C'est-à-dire, que plus de 7% de la valeur du travail agricole va dans les poches des banquiers à titre d'intérêts : plus que la valeur versée par les agriculteurs pour le prix du fermage et du métayage — 5,347 milliards en 1978, soit 6% de la valeur agricole produite l'an passé.

Et il faut souligner que ces chiffres ne sont que des moyennes et ne tiennent pas compte des différences économiques et sociales au sein même de la paysannerie. Les coûts de production sont en effet relatifs à la productivité par hectare et donc à la surface des exploitations. Plus une exploitation est petite, et plus le coût des investissements est élevé à l'hectare et inversement pour les grandes exploitations.

Toutes les études faites ces dernières années par les experts même du ministère de l'Agriculture montrent que la part du travail agricole dans la valeur de la production agricole finale tend à diminuer au profit des biens intermédiaires (machines, aliments, énergie, etc...). Cette situation est le résultat de la modernisation rapide de l'agriculture ces vingt dernières années.

Or, si l'on examine l'évolution de la valeur de la production agricole et donc des prix agricoles payés réellement aux producteurs, on observe dans l'ensemble une stagnation relative, notamment dans les secteurs de l'élevage et des fruits et légumes.

La commission des comptes de l'agriculture après de très savants calculs a donné en janvier dernier son "verdict" sur l'évolution du revenu agricole brut par exploitant et en francs constants : il aurait augmenté de moins de 1%.

Mais ce chiffre ne constitue qu'une moyenne double. Double parce que sont confondus tous les secteurs de production d'une part, et parce que sont confondues de la plus petite à la plus grosse exploitation, d'autre part.

La commission des comptes a établi des chiffres approximatifs pour les différents secteurs de production. Ainsi, on apprend que les revenus des grandes cultures n'ont une fois de plus pas à se lamenter puisque leur revenu serait en hausse en moyenne de 14%. Mais les producteurs de lait voient leur revenu rester au niveau de 1977, les éleveurs bovins enregistrent une baisse de 4% en moyenne et les éleveurs porcins de 8% en moyenne.

La cause de cette crise : l'écart toujours croissant de la fourchette prix des moyens de production/prix agricoles.

Depuis 1974, les prix des moyens de production ont augmenté de 64% et les prix agricoles de 42%.

Il est clair que les paysans des petites et moyennes exploitations connaissent une situation extrêmement difficile, et que la situation est quasiment intenable pour les plus petits et les plus pauvres d'entre-eux.

prix agricoles et prix alimentaires

Si les prix agricoles stagnent pour l'essentiel, il n'en est pas de même pour les prix alimentaires à la consommation. Ces derniers, notamment les années passées ont augmenté au rythme de l'inflation monétaire. En moyenne depuis 1960, si les prix agricoles à la production ont augmenté de 5% l'an en moyenne, les prix alimentaires à la consommation augmentaient de 5,80% l'an en moyenne ; cela fait un écart moyen de 13,6% en 17 ans.

En pratique, cela signifie que la politique du grand capital et de l'Etat, visant à faire pression sur les prix agricoles pour maintenir, au plus bas, le prix de la force de travail des salariés, est en partie détournée par le capital agro-alimentaire qui ne ménage pas ses profits. Cela d'autant mieux, que certains secteurs de la production agro-alimentaire sont dans les mains d'authentiques groupes monopolistes qui ont un contrôle quasi total du marché et font régner leur loi.

Un revenu en baisse pour des milliers de paysans, et cela, depuis plusieurs années, ne peut qu'aboutir à une paupérisation massive de beaucoup d'entre eux.

Les jeunes, fils ou filles de petits exploitants, ont devant eux toutes sortes d'obstacles économiques et administratifs leur bloquant tout avenir quant à la succession de leurs parents. Le nombre de jeunes s'installant, notamment dans les régions pauvres (montagne) atteint un seuil critique pour l'avenir même de l'agriculture et l'élevage. Et ce n'est pas faute d'essayer. Des études récentes ont fait remarquer que plus de 50% des jeunes agriculteurs quittent l'agriculture au bout de quelques années.

la paupérisation

La paupérisation se manifeste par ces milliers d'agriculteurs âgés qui essayent de se maintenir jusqu'à la "retraite" dans des conditions souvent extrêmement difficiles. N'ayant pas de perspectives de succession, ces exploitants ne parviennent à survivre qu'en grignotant petit à petit leur propre moyen de production, sans aucun avenir de renouvellement et encore moins de développement.

La paupérisation se manifeste encore par l'augmentation importante du travail à l'extérieur. Le salaire tiré d'un travail en usine ou ailleurs permet une survie plus ou moins prolongée de l'exploitation. Le nombre de ces agriculteurs dits "double actifs" est en augmentation constante depuis le début des années soixante, et ce mouvement s'est accéléré ces dernières années. Ils représentent aujourd'hui plus de 25% du nombre total d'agriculteurs, et, bien sûr, se situent sur les surfaces agricoles les plus petites de leur région (85% d'entre-eux sont sur moins de 20 ha).

Bien sûr, la situation de la paysannerie travailleuse aujourd'hui dans notre pays est directement liée au régime capitaliste. Mais dire cela ne suffit pas. Encore faut-il expliquer comment dans le concret se traduit, par une politique d'Etat bien précise, cette domination du grand capital.

"LE PÉTROLE VERT DE LA FRANCE"

La France capitaliste est depuis 1974 dans la tourmente d'une crise économique directement liée au blocage des débouchés sur le marché mondial. Tout produit confondu, la France exporte 40% de ce qu'elle produit. D'un autre côté, suite aux luttes persévérantes des pays du tiers monde, pour plus de justice dans les échanges, le prix des matières premières s'est considérablement renchéri, entrainant pour l'Etat monopoliste français de graves problèmes d'équilibre au niveau commercial et monétaire.

Suivant la logique capitaliste, la politique prônée par l'Etat et le gouvernement peut se résumer ainsi : concentration et développement des secteurs économiques dits "concurrentiels" (par rapport au marché international), et exploitation.

Dans ces plans, l'agriculture tient une place de choix. La raison en est simple : du fait de condition géo-climatique et du niveau de productivité agricole déjà atteint, l'agriculture est selon les grands commis d'État, la *"chance de la France"*. En quelque sorte, la France est un réservoir de matières premières agricoles potentielles, et il n'y a qu'à se servir de cela pour compenser le déficit de la balance des paiements extérieurs. Il faut donc produire plus, en abaissant encore les coûts, pour exporter plus, non seulement en Europe, mais sur d'autres continents.

Dans sa définition, cette politique n'a rien de nouveau. Elle a déjà été inaugurée dès le début des années soixante sous forme de loi d'orientation agricole. Loi que l'on doit en partie au sieur Pisani, alors ministre de l'agriculture de De Gaulle, et aujourd'hui, sénateur du Parti socialiste. A l'époque, les experts du ministère et leur complice à la direction de la FNSEA et du CNJA, faisaient miroiter le *"vaste marché européen"* qui s'offrait aux agriculteurs, pourvu qu'ils s'engagent dans la bataille de la modernisation des *"structures"* et de la production. On connaît le résultat de cette politique : en vingt ans, trois millions d'actifs agricoles (un sur deux) ont quitté l'agriculture, et comme nous l'avons vu plus haut, le sort de la majorité des restants est loin d'être enviable.

Fondamentalement la politique de Giscard, définie dès son arrivée à l'Elysée, est exactement la même. Concrètement, elle est redéfinie dans les conditions nouvelles des cinq dernières années. C'est la politique dite du *"pétrole vert"*. Elle part du principe que l'agriculture constitue une importante richesse nationale qu'il convient d'utiliser au mieux des intérêts à court et moyen termes du capital monopoleur, notamment en ce qui concerne les échanges et les équilibres monétaires.

Cette politique est d'ailleurs non seulement une politique de développement de l'agriculture, mais aussi de ce que certains appellent aujourd'hui *"l'agro-business"*, c'est-à-dire le complexe agro-industriel. Contrairement aux déclarations fantaisistes et surtout démagogiques de la direction du PCF, la politique agricole de Giscard-Barre n'est pas une politique contraire au développement de l'agriculture française. Il s'agit d'une politique *"cohérente"*, correspondant aux intérêts du moment du capital financier dans le cadre de la crise économique mondiale actuelle. Mais bien sûr, comme nous le verrons plus loin, cette "cohérence" est tout à fait limitée, et implique l'existence de contradictions qui ont leur source dans la nature même du régime actuel.

Le 16 décembre 1977, Giscard d'Estaing devait annoncer à Vassy (Calvados) la mise en chantier d'une nouvelle loi-cadre d'orientation de la politique agricole de l'Etat pour les quinze années à venir. L'agriculture française selon Giscard doit être une *"agriculture de conquête"*, de conquête des marchés étrangers s'entend. La France n'a pas de pétrole, elle doit disposer de *"pétrole vert"* autrement dit d'une matière première qui ne coûte pas trop chère à l'achat, mais que l'on peut revendre en Europe ou ailleurs au meilleur prix pour renflouer le déficit chronique de la balance des paiements.

Les maître-mots de cette politique n'ont rien de nouveau dans le fond : *"restructuration"*, *"modernisation"*, *"exportation"*. La loi-cadre sera discutée ce printemps 1979 au Parlement. Elle comporte quatre volets :

■ **L'organisation économique** des producteurs c'est surtout la question des distributions des subventions et prêts. Pour aller dans le sens voulu par Giscard, il faut sélectionner les agriculteurs rentables des autres, et ne soutenir que les premiers.

■ **Le foncier** aborde les questions de la redistribution des terres des petits paysans laissées libres et qu'il faut surtout donner aux "rentables", et l'insoluble problème du renchérissement permanent du prix des terres qui absorbe trop de capitaux.

■ **La politique sociale** proposée suit la même voie : faire payer moins aux gros et grignoter les garanties — déjà minces — pour les petits.

■ Quant à **l'aménagement rural,** aucune solution n'est apportée aux problèmes concrets des zones défavorisées : routes, écoles, électrification.

l'horizon 80

Le but de cette loi-cadre c'est d'arriver pour *"l'horizon 80"* à dégager du secteur agro-alimentaire un excédent pour le commerce extérieur de 20 milliards de francs par an, c'est-à-dire un peu plus de la moitié de l'excédent (38,8 milliards) prévue pour l'industrie en 1980. Pour donner une idée de ce que cela représente comme *"bond en avant"*, il faut noter qu'en 1974 l'excédent du commerce extérieur agro-alimentaire était de 10 milliards de francs — et c'était un record. En 1975 et 1976, il atteignait respectivement 4,3 à 3,3 milliards. En 1977, il était carrément déficitaire avec - 3,7 milliards de francs, pour ne revenir que légèrement excédentaire (environ 2 milliards) en 1978.

Si le marché des pays de la CEE a largement profité aux exportations agro-alimentaires de la France, le solde ne progresse plus depuis 1972. Les exportations à destination de la CEE ont augmentées en valeur de 430% de 1965 à 1972.

Ainsi la CEE (à six) qui absorbait 60 à 62% des ventes à l'extérieur de l'agro-alimentaire pour la période 1970-1972, ne représente plus que 53% (CEE à six pays) pour la période 1975-1977 ; la diminution étant compensée par l'entrée de la Grande-Bretagne dans le marché commun. La part de la CEE à neuf est de 64% pour les années 1975-1977. Les raisons de cette stagnation tiennent au développement de l'agriculture dans les pays de la CEE, ainsi qu'à des distortions monétaires.

Pour parvenir à dégager l'excédent de 20 milliards, comme le veut Giscard pour les années à venir, de nouveaux grands bouleversements sont nécessaires au niveau de l'agriculture française.

Il s'agit ni plus, ni moins d'accélérer la liquidation de dizaines de milliers de petites exploitations jugées peu productives et donc peu rentables pour l'industrie agro-alimentaire et le Crédit Agricole, et donc aussi peu rentables pour l'Etat.

Depuis la première loi d'orientation de 1960-62, diverses mesures avaient été prises, présentées sous un jour "social", pour empêcher les successions sur les petites exploitations, libérant ainsi des terres pour les moyennes et grosses exploitations.

La prochaine loi ne fera qu'imiter de telles mesures. Et déjà certains organismes — comme la Mutualité sociale agricole — préparent l'opinion publique à de telles mesures. Ainsi, ces gens viennent dire "innocemment" que 30% des actifs agricoles occupant 4 milliards d'ha touchent une retraite. Autrement dit, 4 millions d'ha qui pourraient servir à agrandir les exploitations "rentables" ou en passe de le devenir pour les meilleurs profits de la politique giscardienne.

des contradictions insolubles

Bien sûr, tout serait parfait pour Giscard et ses amis Debatisse et consort, s'il ne s'agissait que de liquider des exploitations occupées par des vieux paysans proches ou déjà à la retraite. Seulement, la grande majorité des petits paysans est encore loin de la retraite, sans compter les jeunes qui sont encore nombreux sur les petites exploitations.

La politique de Giscard-Barre, par toutes sortes de mesures économiques et administratives, s'en prend globalement à toutes les petites exploitations. Ce qui aura pour effet déjà bien connu de renforcer le nombre de chômeurs et de dépeupler encore plus les zones les plus défavorisées, notamment les zones de montagne.

Or la différence avec les années soixante, c'est que premièrement la France capitaliste connaissait une période d'expansion rapide pour l'industrie et le commerce et pouvait absorber la main d'œuvre rurale ; ce qui bien sûr n'est plus le cas, et deuxièmement des zones rurales sont déjà largement dépeuplées et atteignent des taux de désertification inquiétant pour l'équilibre géo-physique de régions entières.

Ce sont là des contradictions quasiment insolubles pour les capitalistes quand bien même, ils prendraient des mesures pour limiter les effets de la liquidation de la petite exploitation agricole qu'ils accélèrent par ailleurs.

La bourgeoisie monopoliste a des besoins urgents pour équilibrer ses échanges et sa monnaie. L'agriculture selon leurs vœux doit être en bonne place pour y contribuer. Rien ne pourra être appliqué par elle qui risquerait de faire échouer ses plans, si ce n'est forcée par la lutte sociale des paysans menacés.

la collaboration des dirigeants de la f.n.s.e.a.

La ligne de collaboration suivie par les Debatisse et C° n'est pas plus nouvelle que les "grandes idées" de Giscard sur l'agriculture. Debatisse a conquis la présidence de la F.N.S.E.A. au cours des années soixante parce qu'il s'était montré particulièrement zélé pour appliquer et faire appliquer la ligne de la première loi-d'orientation. Soyons sûrs, qu'il saura marchander de nouveaux postes en remerciement des services rendus à Giscard pour le rôle joué par la direction de la F.N.S.E.A. dans la mise en pratique de la future loi-cadre.

Lorsque Giscard à Vassy avait déclaré : "*J'invite l'agriculture nationale à franchir une nouvelle étape dans le développement de la production et de la productivité*", Debatisse et ses lieutenants ont répondu "présent", à l'appel, et ont participé à tous les groupes d'études ministériels et "séminaires" pour la mise au point de la nouvelle loi-cadre agricole.

Cette collaboration à la politique des grands monopoles capitalistes de la part des dirigeants de la F.N.S.E.A., ne va pas sans qu'une prise de conscience large de cette trahison ne naisse et grandisse au sein même des fédérations départementales et spécialisées. La contestation des dirigeants et de la ligne Debatisse se manifeste aujourd'hui ouvertement, sous de multiples formes et avec ampleur. Le dernier exemple public fut la manifestation de Vassy (Calvados) le 18 décembre 1978 où les dirigeants de la F.N.S.E.A., son secrétaire général, Guillaume, en tête, furent copieusement conspués par des milliers de paysans pour leur politique de collaboration avec Giscard - Barre.

La Fnsea soutient la politique giscardienne pour une "agriculture de conquête" comme en témoigne la propagande à l'exportation de "l'information agricole"

OÙ EST L'AVENIR

Un bilan de ces vingt dernières années, comme un examen attentif de ce que prépare la grande bourgeoisie pour les vingt prochaines, montre clairement quel avenir le capitalisme réserve à la paysannerie laborieuse dans notre pays. Guidés par la soif du profit, les monopoles capitalistes et leurs commis d'Etat modèlent petit à petit l'agriculture en fonction des besoins immédiats de leur économie.

Que des milliers de petites exploitations disparaissent, que les jeunes paysans aillent allonger les files d'attente à l'agence pour l'emploi, que ceux restant connaissent mille difficultés ; peu importe pourvu que les coffres de ces messieurs restent bien garnis.

L'avenir pour les milliers de petits et moyens agriculteurs se trouve-t-il du côté des dirigeants du P.C.F. ? L'avenir n'appartient pas aux menteurs. Bien sûr, ces derniers peuvent abuser les honnêtes gens quelque temps, mais cela ne saurait durer éternellement.

Les dirigeants de ce Parti ont acquis un certain art dans la manière de mêler le vrai et le faux, de tout mélanger, pour essayer d'en tirer le meilleur parti. Cette façon d'agir est particulièrement flagrante en ce qui concerne la présentation que le P.C.F. fait de la situation de la paysannerie.

sauvegarder l'agriculture française ?

Si l'on peut résumer la politique agricole de Giscard par "*tout va bien, merci*", on peut résumer celle du P.C.F. par "*tout va mal*". Le thème favori des dirigeants du P.C.F. après leur échec cinglant de mars 1978, c'est ce qu'ils appellent "*la politique de déclin de la France de Giscard*". Leur raisonnement, si l'on peut parler de raisonnement, est le suivant : si rien ne va plus pour les "exploitants familiaux", c'est parce que la politique agricole actuelle est une politique de déclin de l'agriculture. Or, comme nous avons essayé de le montrer plus haut, il est clair, que l'on peut qualifier la politique agricole de Giscard de tout ce que l'on veut, mais pas de politique de déclin.

Les dirigeants du P.C.F. mélange le vrai — la situation dramatique de milliers de producteurs à l'avenir incertain —, et le faux — une soi-disant politique de déclin de l'agriculture.

Cette présentation mensongère de la réalité n'a qu'un but : justifier un programme politique d'aménagement du capitalisme en France et non un programme d'édification du socialisme.

Dans la situation faite à la paysannerie laborieuse en France, il y a deux causes : la première, et qui est une cause fondamentale, est dans le régime capitaliste lui-même ; la seconde, se situe dans la politique immédiate d'un gouvernement capitaliste.

Les dirigeants du P.C.F. inversent le rapport, et font mine de présenter comme cause fondamentale, la seule politique giscardienne, à la situation difficile que connaissent les travailleurs de la terre. En disant que les paysans connaissent des difficultés parce que l'agriculture est en "*déclin*", ils essayent ainsi de justifier leur programme de "*sauvegarde de l'agriculture*". Et le tour est joué.

Dès juin dernier, le groupe parlementaire du P.C.F. à l'Assemblée Nationale déposait un projet de loi "*tendant à la sauvegarde et au développement de l'agriculture française*". Ce projet de loi, dans l'esprit de ces auteurs était présenté comme la

bonne alternative à la loi-cadre Giscard.

On trouve de tout dans ce projet. Autant le fond de la politique giscardienne — compétitivité et exportations — que déclarations d'intentions en faveur des "exploitants familiaux". Quant aux mesures concrètes on pourra chercher longtemps, on ne trouvera rien de précis.

Pas plus qu'ils n'ont d'avenir avec Giscard, les travailleurs de la terre n'ont un avenir avec la ligne et le programme de Marchais.

Faut-il parler de la ligne avancée par les dirigeants socialistes ? Citons un député du P.S. lors du débat sur la loi-d'orientation, le 14 décembre dernier à l'Assemblée Nationale. M. Ch. Laurissergues déclare tout net : *"que l'intérêt national exige que l'agriculture puisse jouer un rôle capital pour l'équilibre du commerce extérieur grâce à l'augmentation de nos exportations agro-alimentaires, nous en sommes convaincus"*. C'est une déclaration que n'auraient renier ni Giscard, ni d'ailleurs Marchais.

l'unité, l'action et l'organisation

Le P.C.M.L. considère aujourd'hui qu'une très large unité peut et doit se réaliser à la campagne — mais aussi à la ville — dans l'action concrète contre le programme agricole de la bourgeoisie monopoliste exprimé dans la nouvelle loi-cadre.

Ce programme de la loi-cadre signifie dans le concret, une lourde menace pour les petits et moyens agriculteurs, dans pratiquement toutes les régions et pour l'essentiel des secteurs de production.

Ces dernières années, les agriculteurs ont de plus en plus pris conscience que ce n'est pas en ignorant les difficultés de leur voisin qu'ils se verraient épargnés par l'exploitation et la spoliation. L'unité des petits et moyens producteurs est absolument nécessaire pour empêcher la liquidation de nouvelles exploitations et permettre aux jeunes de s'installer, notamment sur de petites exploitations. Comme l'ont montré de multiples luttes paysannes ces dernières années, l'unité est une force contre l'Etat, le capital agro-alimentaire, le Crédit Agricole, ou les gros propriétaires fonciers. Elle seule permet l'action de masse capable de faire reculer le pouvoir, et de bénéficier d'un large soutien dans les masses populaires.

L'organisation des petits et moyen producteurs est également indispen sable pour obtenir des succès et le consolider par la suite.

Dans les syndicats, comme l F.N.S.E.A. ou le C.N.A., il faut réaliser l plus large unité contre la nouvelle lo cadre, et ainsi isoler la poignée de riche paysans à la tête des fédérations qu entendent faire collaborer les paysans leur propre perte.

Il faut promouvoir là où c'est possibl dans les communes et les cantons, voir au niveau départemental, l'unité su cette base entre les divers syndicats pou des actions concrètes ayant des objectif clairs et compréhensibles par la mass des agriculteurs concernés.

Il faut mener cette lutte au sein de tou les organismes, syndicaux o professionnels, sans exclusive, pou s'opposer à la politique anti-paysanne d la nouvelle loi par des action multiformes, ponctuelles ou prolongée

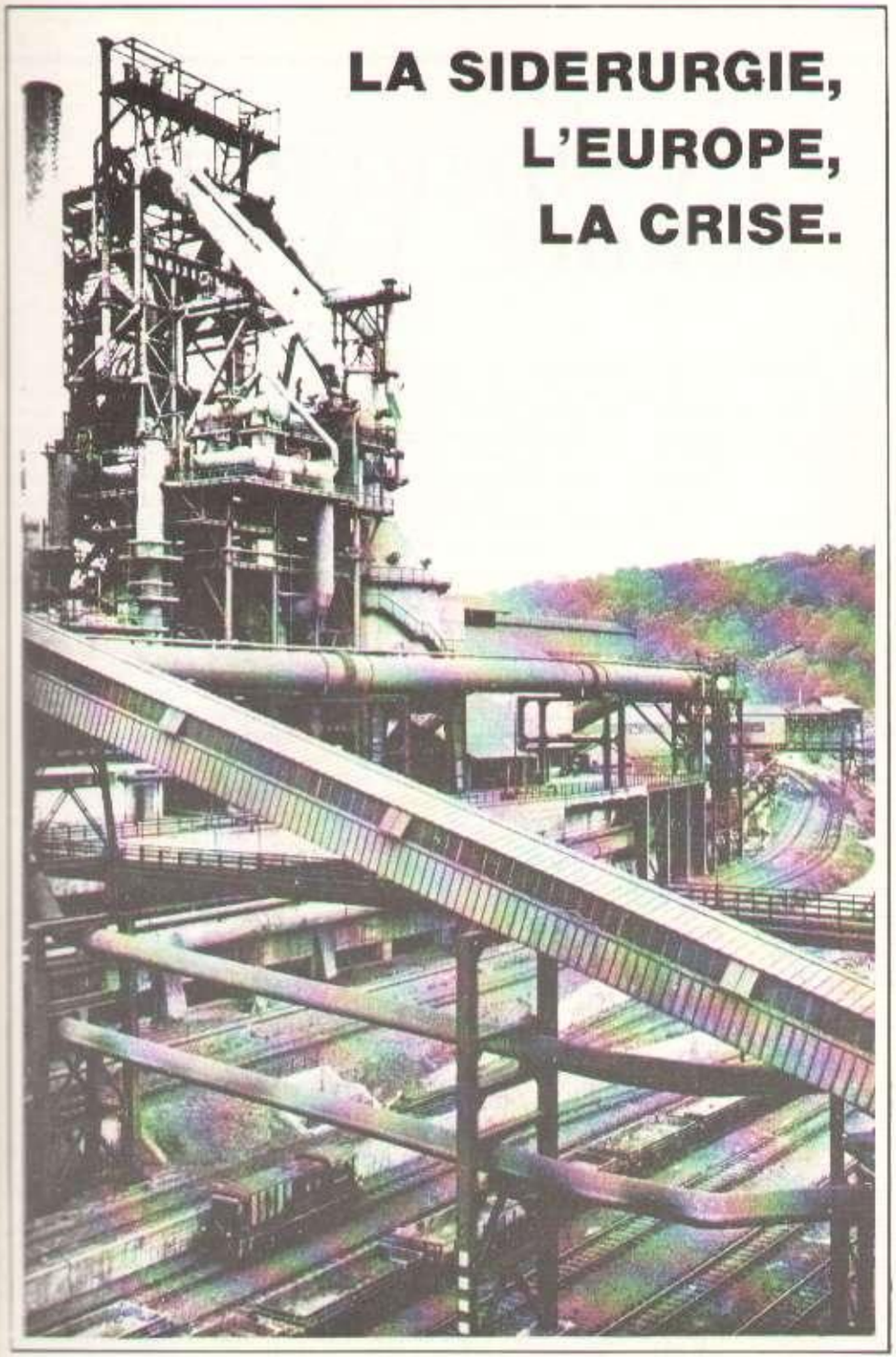
L'avenir immédiat de milliers de peti et moyens exploitants est dans ce fron anti-loi-cadre qui doit et peut avoir l'appu de la classe ouvrière et des travailleur des villes.

Notre Parti, ses militants paysans, se cellules rurales, développeront un larg travail pour engager dans cette voie, tou les agriculteurs concernés, membres d syndicats ou non, autour d'eux, e renforceront à cette occasion la diffusio de masse du bimensuel du Parti "L *Faucille*".

Notre Parti est convaincu, que si un telle voie est suivie par la paysanneri laborieuse, si elle reçoit le soutien de l classe ouvrière, un frein peut être mis à l politique de liquidation paysanne défin par Giscard - Barre dans la nouvelle loi cadre.

Cela signifie-t-il qu'il faille en rester là, e ne pas regarder plus loin encore dan l'avenir ? Bien sûr que non, car tout victoire remportée contre le programm agricole de la bourgeoisie, ne rem nullement en question le pouvoir de cett classe. Si bien qu'elle cherche systématiquement à reprendre c qu'elle a cédé sous la pression d l'action unie des masses. C'est pourquo le P.C.M.L. place cette lutte dans une plu vaste perspective : le combat ant capitaliste pour une société nouvelle o les usines seront aux ouvriers et la ter à ceux qui la travaillent : le socialism

Lucien NOUVEAU



LA SIDERURGIE L'EUROPE, LA CRISE

Restructuration, démantèlement, licenciements : depuis plusieurs années la tourmente s'est abattue sur la sidérurgie française, les maîtres de forge développant contre les travailleurs une gigantesque offensive, une attaque brutale sans précédent. C'est Denain qu'on veut tuer ; c'est Longwy qu'on assassine... Pourtant certains prétendent que les responsables doivent être recherchés à l'étranger, pire : on nous dit que l'Etranger est responsable de *"la casse de l'acier français"*. Et l'on invite les sidérurgistes à détourner leurs coups contre l'Europe, contre Bruxelles. Et l'on transforme le combat anti-capitaliste des sidérurgistes en une lutte *"patriotique"*... Cette orientation a ouvert le chemin de la division, du Nord à la Lorraine. L'étude suivante a pour objet de rétablir les faits et d'y rechercher la vérité.

A l'issu du redressement économique des pays capitalistes qui a suivi la guerre, la sidérurgie a connu un rythme de développement élevé que l'on a coutume d'apprécier par décennie. La décennie cinquante a vu la production mondiale d'acier brut passer de 202 millions de tonnes (1949) à 300 (1959), la décennie soixante de 300 millions de tonnes à 600 millions de tonnes (344 en 1960, 592 en 1970). Les estimations de l'Institut International de l'Acier (I.I.S.I.) prévoyaient des tonnages supérieurs à 700 millions de tonnes à compter de 1978 après une décrue établie sur les trois années 1975, 1976 et 1977.

De 1950 à 1972, la progression de la production a été moyenne de 5,5 % par an. (5,9 % par la décennie 1960 - 1970), de telle sorte que de 1954 à 1974, la production mondiale s'est accrue de 214 %. La crise, dont les premiers effets se manifestent à l'automne 1974, allaient donner un coup d'arrêt à cette progression, casser son rythme et provoquer des chutes importantes de production.

Voici quelques chiffres en ce qui concerne l'Europe :

Chute de production de 1974 à 1976
(en millions de tonnes)

R.F.A.	**— 10,8**
France	**— 3,8**
Italie	**— 0,4**
Belgique	**— 4,1**
Pays-Bas	**— 0,7**
Luxembourg	**— 1,9**

L'EXTINCTION DES HAUTS-FOURNEAUX UNE CRISE CAPITALISTE INTERNATIONALE

De ces premiers éléments, nous pouvons tirer deux conclusions :

- D'abord, la crise que connaît la sidérurgie capitaliste est une crise classique de surproduction, typique de l'économie fondée sur l'extorsion de la plus value.
- Ensuite, son caractère international est évident puisqu'elle s'enracine dans la crise mondiale de l'impérialisme.

Rappelons ici une indication importante formulée dans le *"Rapport sur la situation intérieure"* présenté à la VII[e] session du comité central du P.C.M.L. (*) :

"La crise ouverte depuis 1974 a été marquée les deux premières années par une chute de la production, un important chômage (qui s'est poursuivi depuis). Le quadruplement du prix du pétrole servit de détonateur après une longue accumulation quantitative des contradictions inhérentes au système capitaliste (*). La crise ne peut en effet se comprendre sans faire référence aux bouleversements que connaît la situation mondiale et, en particulier, la rivalité accrue des deux superpuissances, le fait que le tiers-monde a surgi comme une force motrice révolutionnaire s'opposant au pillage impérialiste, la France pays du second monde étant aujourd'hui un vieil impérialiste qui maîtrise de moins en moins le tiers-monde. Cette crise s'inscrit dans la crise mondiale de l'impérialisme dont l'approfondissement est particulièrement important, surtout depuis la seconde guerre mondiale".

l'émergence du tiers-monde.

De fait l'émergence du tiers-monde est un facteur important d'approfondissement de la crise générale de l'impérialisme : Un commentateur de l'économie capitaliste peut ainsi faire remarquer : *"Les courants commerciaux se sont modifiés au cours des dernières décennies. Pour simplifier, on peut dire que les caractéristiques de cette évolution sont les suivantes : tandis que jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les pays traditionnellement producteurs d'acier couvraient pratiquement les besoins du monde entier, depuis les années soixante, les jeunes pays en voie d'industrialisation ont de plus en plus entrepris de subvenir aux besoins de leur propre région". (*).*

Cette situation contribue en retour à aggraver la concurrence que se livrent les géants de l'acier à l'échelle du globe car *"les parts du marché"* ont tendance à se restreindre.

Ainsi, le Brésil qui produisit 3 millions de tonnes d'acier brut en 1965 en a produit 8 millions en 1974 et 12,1 millions en 1978. Durant la même période, la production du Mexique passe de 2,5 millions de tonnes à plus de 5 millions de tonnes puis à 6,8 millions de tonnes. Celle de l'Argentine passe de 1,3 million de tonnes en 1965, à 2,4 millions en 1974... Cette tendance, irréversible, caractérise plusieurs pays du tiers-monde. Le dynamisme de l'industrie sidérurgique chinoise est, à cet égard, impressionnant : 1972 : 20 millions de tonnes, 1974 : 26 millions de tonnes ; 1978 : 31 millions de tonnes... Après le passage à vide des années 1974/1976, l'objectif a été fixé : atteindre les 60 millions de tonnes d'acier-lingot pour l'horizon 1985 (*).

Au total, le tiers-monde produit aujourd'hui 72 millions de tonnes d'acier selon les statistiques de l'I.I.S.I., soit 10% de la production mondiale. Un commentateur notait à ce propos : *"A l'horizon 1990, le jeu cumulé de ces pourcentages élevés finit par modifier la carte mondiale des producteurs d'acier : en tonnage, la part des pays en voie de développement devrait passer de 10% (...) à quelque 24/25% (*).* D'autres commentateurs de l'économie capitaliste prévoient qu'*"à la fin du siècle, une tonne d'acier sur trois sortira des aciéries du tiers-monde. On n'en est pas encore là, mais le sens du mouvement est clair". (*)*

A la suite de l'émergence du tiers-monde sur la scène mondiale et de sa lutte solidaire pour un nouvel ordre économique international, contre le pillage impérialiste, les bourgeoisies monopolistes ont développé depuis le début des années soixante la sidérurgie *"les pieds dans l'eau"*. La capacité des usines littorales a augmenté ainsi de 13% par an dans la communauté européenne de 1971 à 1974, contre 3% environ pour les implantations à l'intérieur des terres. Le phénomène ne pourra que s'accentuer (*). Bien entendu à la faveur de cette transformation, les maîtres de forges liquident d'anciennes installations ou des installations récentes mais jugées peu rentables, ce qui provoque des milliers de licenciements. Prenons l'exemple de la Grande-Bretagne : les maîtres de forges ont développé sur une vaste échelle leur programme de restructurations et de licenciements. C'est en 1973, juste avant l'entrée dans le Marché Commun, que le gouvernement britannique a établi un plan décennal pour l'ensemble de la sidérurgie du pays. Ce plan qui coûtera environ 10 milliards de livres sterling (le financement est assuré à part égale par l'Etat et la British Steel) prévoit la liquidation des *"usines anciennes" (*)* et l'aménagement de grands complexes intégrés au bord de l'eau, comme celui de Hunterston, sur la côte ouest de l'Ecosse, où la British Steel est en train tout à la fois de s'offrir un port pouvant accueillir les navires de gros tonnages amenant le minerai et une aciérie intégrée de 9 millions de tonnes d'acier brut de capacité annuelle (en fin de travaux). Cela ressemble comme deux gouttes d'eau à l'opération Usinor menée à Dunkerque.

A côté du surgissement du tiers-monde, il convient de mentionner un autre facteur de la crise mondiale de la sidérurgie capitaliste : nous voulons parler de la rivalité qui oppose les deux superpuissances et, dans le cadre de cette rivalité, l'inquiétante domination de la sidérurgie soviétique. L'URSS qui produisait 102,2 millions de tonnes d'acier brut en 1967

(contre 114,2 pour la CEE et 115,1 pour les Etats-Unis), en produit 147 millions de tonnes dix ans plus tard en 1977 (contre 125,4 pour la CEE et 113,1 pour les Etats-Unis). De plus, si l'on ajoute la production soviétique à celle des pays du Comecon qu'elle contrôle économiquement, on obtient pour 1977, le chiffre de 194,8 millions de tonnes (contre 127,9 en 1967)... Cette vigoureuse montée de la puissance sidérurgique soviétique (9) — nécessitée par les besoins d'une économie de guerre et d'une politique mondiale impérialiste — est un facteur supplémentaire de la rivalité acharnée.

En effet, l'URSS est parvenue, en dix ans, à arracher la première place aux Etats-Unis dans le domaine de la production d'acier brut. Quand on sait que la puissance sidérurgique est une base essentielle de toute politique impérialiste, on mesure ainsi parfaitement l'ambition soviétique.

chutes de production...

Le tableau précédent nous montre que la crise affecte plus profondément les sidérurgies allemandes et belges qui, pourtant, selon le PCF, auraient *"accru"* leur puissance ces dernières années sur *"les ruines"* de la sidérurgie française. Cette situation apparaît avec une netteté plus grande encore si l'on examine en pourcentage cette baisse de production provoquée par la crise capitaliste. En 1975, première année des effets de la crise, la baisse de production d'acier brut était de 28,6% pour la Belgique, de 28,3% pour le Luxembourg, de 24,1% pour la RFA et de 20,3% pour la France. De 1974 à 1977, la baisse de production est répartie de la manière suivante :

Belgique et Luxembourg	**31%**
R.F.A.	**26,8%**
France	**18,2%**
Grande-Bretagne	**8,8%**
Italie	**3,1%**

Les pays les plus touchés sont la Belgique, le Luxembourg, la RFA et la France. En 1977, ils ne retrouveront que 75% des tonnages de 1974. C'est encore la sidérurgie française qui résiste le mieux. (80%).

Ceci dément les affirmations du PCF selon lesquelles la sidérurgie française serait devenue exangue tandis que prospéraient les sidérurgies allemandes et belges.

Ces chiffres doivent être complétés par quelques indications sur l'ampleur des licenciements effectués dans cette branche industrielle. La CEE comptait 751.663 sidérurgistes à la fin de décembre 1975 ; ils ne sont plus que 687.061 à la fin mai 1978 (durant les seuls cinq derniers mois de l'année 1978, 19.000 licenciements ont été opérés dans la sidérurgie européenne. (10).

... et cascade de licenciements.

Cette baisse d'effectif se répartit comme suit :

BAISSE DES EFFECTIFS DE DECEMBRE 1975 A MAI 1978

	en %	Nombre
Luxembourg	— 19,11 %	— 4.021
Belgique	— 16,76 %	— 9.949
Pays-Bas	— 15,69 %	— 3.985
France	— 10,77 %	— 16.758
R.F.A.	— 7,16 %	— 15.249
Grande-Bretagne	— 7,15 %	— 13.251
Italie	— 1,65 %	— 1.465

En valeur absolue, les suppressions d'emplois les plus élevés ont eu lieu en France (— 16.700) et en Allemagne de l'Ouest (— 15.200). En pourcentage, les suppressions d'emplois ont surtout affecté le Luxembourg, la Belgique et les Pays-Bas.

Si l'on considère la situation depuis la première année de la crise (1974) la réalité est encore plus noire. Prenons trois exemples :

- Depuis 1974, la sidérurgie belge a perdu plus de 13.000 emplois dont 5.700 pour la seule année 1977. Le plan de restructuration adopté par le gouvernement belge le 24 novembre 1978 prévoit 6.000 nouveaux licenciements (chiffres d'après le rapport annuel du *"Gouvernement des Hauts Fourneaux et Aciéries Belges"*. (11).
- L'Arbed a licencié 8.700 travailleurs dans ses trois usines de la Sarre (Burbach, Volklingen et Neunkirchen) sur un effectif de 21.000 personnes. Dans ses usines luxembourgeoises qui comptent 18.900, l'Arbed a supprimé 5.000 emplois depuis 1974 (2.000 licenciements ont été réalisés dans la seule année 1977), sans compter les licenciements opérés depuis 1977 dans la société d'Athus-Budange (contrôlée par l'Arbed) : plus de 4.000...

Pourtant l'on nous raconte une étrange histoire dans notre pays : *"Est-ce un effet du hasard si le plan Davignon favorise l'extention du trust Arbed, mais massacre la Lorraine et le Nord de la France"* (12).

- Les maîtres de forges allemands ont, quant à eux, licencié 42.000 personnes depuis 1974,

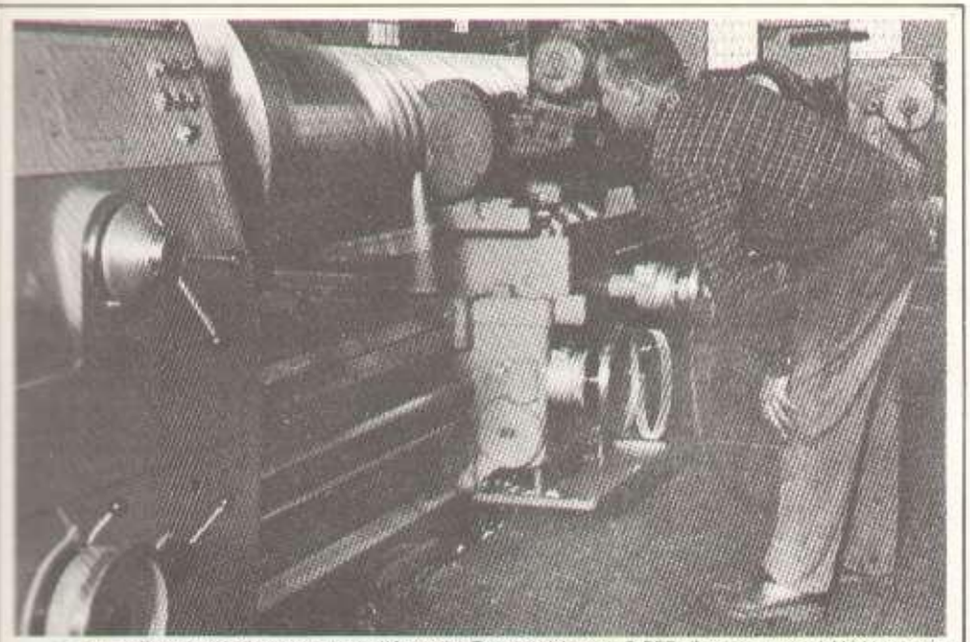


PHOTO ARBED

Un travailleur luxembourgeois de l'Arbed à Dommeldange. 5.000 d'entre eux ont été licenciés depuis 1974.

soit un huitième environ des effectifs de la sidérurgie d'outre-Rhin, et ils annoncent leur intention de liquider 15 % des capacités encore existantes. (Chiffres donnés en novembre 1978 par Günther Klotzbach, Président de l'Association des Sidérurgistes Allemands) (11).

Il faut savoir que 70.000 à 150.000 nouveaux licenciements interviendront d'ici 1980 dans la sidérurgie de la communauté européenne, ce qui signifie une suppression de 20 à 40 % des effectifs par société ! Autant dire que le combat des sidérurgistes est appelé à se poursuivre durant les années qui viennent.

déjà dans les années trente...

Mais ce n'est pas la première crise que traverse la sidérurgie des pays capitalistes. Le tableau suivant est, à cet égard, très parlant. Les chutes de production révèlent le caractère cyclique des crises dans la sidérurgie provoquant cette évolution en dents de scie. (13).

Ce tableau révèle notamment l'ampleur de la crise de 1929-1933 durant laquelle l'industrie sidérurgique française fut violemment atteinte : en 1929, la France produisait 9,7 millions de tonnes d'acier. Ce chiffre descendra à 9,4 en 1930, puis à 7,8 en 1931 et 5,6 en 1932 (soit en dessous du niveau de 1913) pour, ensuite, remonter lentement. Les maîtres de forges liquidèrent de nombreux hauts-fourneaux puisque la France en comptait 154 en 1929 (et 95 fours électriques) et 81 en 1932 (et 82 fours électriques). En quelques années, soixante-douze hauts-fourneaux furent détruits !... Comme on l'imagine, les patrons de l'acier licencièrent à tour de bras, attaquant l'emploi dans les bassins du Nord et de la Lorraine (13).

Source : I.I.S.I. (VII[e] congrès - Johannesburg 1972) (14)

Pourtant nul ne pourrait prétendre que l'Europe était alors la cause des mesures anti-

La crise de 1929 hier, comme la crise de la sidérurgie aujourd'hui est une conséquence du capitalisme

Paris, mai 1931. une foule de chômeurs attend la soupe populaire.

ouvrières des maîtres de forges. Dès lors, on peut légitimement s'interroger sur le silence du PCF à propos de cet aspect historique du problème. Il est vrai qu'il révèle une idée force que toute la propagande du PCF s'attache, dans les faits, à nier : LA CRISE DE LA SIDERURGIE TROUVE SA SOURCE DANS LE CAPITALISME LUI-MEME, elle est une partie constitutive de la crise de l'impérialisme. En d'autres termes, ainsi que le soulignait le camarade Henri Jour : *"Les licenciements, le chômage ne sont pas une conséquence directe de l'Europe en tant que telle. Ils sont une conséquence directe des lois du capitalisme. Avec ou sans l'Europe – et peut-être cela aurait-il été plus rapide sans l'Europe – la crise mondiale rejaillit en France avec tout ce que cela entraîne"*. (16).

une "solution nationale" ?

Si le PCF nie avec autant d'aplomb le caractère CAPITALISTE en premier lieu et INTERNATIONAL en second lieu, de la crise, c'est pour faire passer son idée-force : *"Il existe une solution nationale et démocratique de la crise de la sidérurgie"* (17).

Or, tant que l'on demeure dans le cadre du régime capitaliste, il ne peut y avoir de solution nationale à la crise de la sidérurgie comme à la crise du capitalisme en général. Une solution dans un cadre national cela suppose un changement fondamental, non pas seulement de gouvernement, mais, plus profondément de régime : l'instauration du pouvoir ouvrier-paysan, la dictature du prolétariat. Oui seul le socialisme est à même de mettre un terme, sur le plan national, à la crise. Quant à la *"solution démocratique"* que préconise le PCF, elle n'introduit aucun élément décisif de rupture avec le capitalisme. La *"sidérurgie nationalisée"* dont on nous vante les mérites existe déjà en Grande Bretagne (la Bristish Steel C°) et en Italie (la Finsider), ce qui n'a pas empêché ces pays de licencier respectivement 13.000 et 15.000 travailleurs entre décembre 1975 et mai 1978.

A notre avis, la crise de la sidérurgie nécessite deux réponses : Aujourd'hui, la lutte pied à pied dans les bassins pour mettre en échec des plans de licenciements et défendre le droit au travail pour tous.

Demain, le socialisme libérateur qui expropriera les maître de forges et placera l'industrie sidérurgique dirigée par la classe ouvrière au service de la nation.

LE PLAN DAVIGNON, UN PLAN CAPITALISTE POUR SAUVER L'ACIER EUROPEEN

Le tapage suscité par la direction du PCF autour du Plan Davignon repose sur une incroyable omission : ce plan n'a jamais été intégralement et historiquement présenté aux lecteurs de la presse communiste. Vous aurez beau chercher, vous ne trouverez nulle part un exposé précis, détaillé sur le contenu de ce Plan ; vous ne trouverez au mieux que des présentations disons *"condensées"*. A tel point, que les militants du PCF sont bien embarrassés lorsqu'on leur demande : *"Mais que contient le Plan Davignon, que dit-il au juste ?"*. Dès lors, il devient possible de dire vraiment n'importe quoi à propos de ce plan. Il est d'ailleurs remarquable de constater qu'il existe, en quelque sorte, deux discours parallèles sur ce point : le premier possède un habillage théorique (préfabriqué, certes) et manifeste une certaine retenue. C'est le cas, par exemple, du document publié par la Fédération du PCF de Meurthe et Moselle - Nord dans le titre : "Acier : Bruxelles programme les liquidations" (18). Le second discours infiniment plus répandu (celui des interventions publiques dans les meetings, les réunions, les assemblées de militants, celui de la presse aussi quotidienne du PCF) développe un chauvinisme du meilleur cru et accommode le Plan Davignon (et à travers lui l'Europe) à toutes les sauces. Dans sa propagande au jour le jour, le PCF en arrive ainsi à lancer des formules chocs et des raccourcis saisissants pour s'efforcer de faire entrer la réalité dans ses schémas.

le plan simonet...

Voyons donc ce fameux Plan Davignon qui, d'ailleurs, à l'origine, n'est pas l'œuvre du vicomte Davignon mais celui de son prédécesseur : Simonet (19).

C'est le 21 juillet 1976, que la commission de la CEE adopte le plan *"anti-crise"* acier (intitulé : *"la politique sidérurgique communautaire"*). Ce plan a été élaboré sur requête de la commission de Bruxelles par celui qui était alors le commissaire européen chargé des questions de l'acier : Simonet. Ce plan qui doit entrer en vigueur le 8 décembre 1976 prévoit essentiellement l'instauration de "programmes prévisionnels" par pays et par entreprises : les bourgeoisies européennes décident d'un commun accord la fixation de quotas de production et de livraison d'acier.

La commission justifie ce plan en déclarant que l'état de crise est manifeste car les trois *"clignotants"* retenus sont allumés : les carnets de commande sont nettement inférieurs aux possibilités de production, l'importation des pays tiers est trop forte et le taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie sidérurgique européenne n'est que de 70 %. De fait, la crise capitaliste commence à faire rage et les monopoles européens de l'acier s'efforcent de s'unir face à la concurrence internationale pour sauvegarder leurs intérêts (20).

Evidemment cette entente de capitalistes n'est qu'entente de brigands et elle contient à ce titre des mesures de surveillance et de contrôle réciproque. En effet, la Commission déclare que si aucun résultat ne devait être obtenu — si les firmes n'en font qu'à leur tête, si des pays violent les consignes communes — elle pourrait être amenée à publier des prix minima de référence pour tous les producteurs du Marché Commun, avant le recours éventuel à des prix minima obligatoires... en vérité, le plan Simonet sera sans effet.

Bref, puisque le bateau de la sidérurgie européenne prend l'eau, les maîtres de forges de l'Europe sont solidaires pour écoper (21). Néanmoins, l'on se surveille mutuellement, chacun espérant qu'à la faveur de la tempête, un concurrent finira bien par basculer par dessus bord et se noyer...

... pour affronter la concurrence internationale

Le 8 décembre 1976, donc, le plan Simonet entre en application pour une période initiale de quatre mois mais au terme de laquelle il

doit être reconduit après réexamen des quotas. Selon les termes du plan, la Communauté européenne négocie des accords d'auto-limitation des importations avec les pays tiers en vue de protéger la sidérurgie européenne de ses concurrents. Ainsi un accord est signé avec le Japon limitant les exportations en Europe d'acier japonais à 1,2 million de tonnes en 1977, soit une diminution de 25% (22). Des pourparlers sont établis avec l'Espagne, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Corée du Sud ainsi que la Tchécoslovaquie, la Hongrie, etc.

Deux mois plus tard, lors de la réunion hebdomadaire du 4 février 1977, la Commission de la CEE manifeste ouvertement sa volonté protectionniste vis-à-vis du marché communautaire. Une enquête anti-dumping est ouverte au sujet de l'importation d'acier laminé (ronds à béton) en provenance d'Afrique du Sud. Parallèlement, les négociations — conduites par Etienne Davignon — se poursuivent avec les pays tiers en vue de les amener à limiter leurs importations d'acier en Europe. Des accords bilatéraux analogues à celui signé avec le Japon sont établis avec un grand nombre de pays. Ceux-ci s'engagent à limiter leurs tonnages de livraison, la référence étant le tonnage livré en 1976 avec une réduction de 9% pour tenir compte de la baisse de la consommation d'acier en Europe.

En ce qui concerne les prix de l'acier importé, la CEE accorde aux exportateurs étrangers une *"marge de pénétration"* qui leur permet de vendre leur acier sur le marché européen à des prix légèrement inférieurs aux prix européens (jusqu'à 6% de différence pour les aciers courants et 4% pour les aciers spéciaux). Mais, il importe de souligner que ce libéralisme est compensé car la marge de différence est calculée sur le *"prix vendu"*, autrement dit sur un prix incluant le coût de transport qui, comme l'on s'en doute est fort élevé lorsqu'il s'agit de productions en provenance du Japon ou de l'Afrique du Sud... Ce qui permet de pénaliser fortement de gros concurrents éloignés et de pénaliser moins les concurrents européens du Sud (Espagne) ou de l'Est.

Bref, toutes ces mesures qui font partie intégrante du plan *"anti-crise"* Simonet visent à défendre l'acier européen contre les géants internationaux de l'acier. Ainsi que le souligne Henri Jour : *"L'Europe pour les grosses entreprises capitalistes des pays européens est un moyen pour affronter la concurrence internationale qu'ils n'auraient pas pu affronter sans la construction européenne"*. (23).

Après une année en quelque sorte expérimentale, le plan *"anti-crise"* est à nouveau *"consolidé"* en décembre 1977 sous la haute autorité d'Etienne Davignon devenu depuis lors le Commissaire européen des affaires industrielles. Ce qui autorise, à tort, nombre de commentateurs à affirmer que le plan dit *"Davignon"* date du 20 décembre 1977. Quoiqu'il en soit, il est nécessaire de rapporter ce qui se passe en cette fin d'année 1977.

l'adoption du plan davignon

Le 16 décembre 1977, au cours d'une conférence de presse, Etienne Davignon déclare ne pas vouloir instaurer de *"droits compensatoires"* sur les importations d'acier en provenance de pays tiers, ainsi que le réclamait les maîtres de forges français par la bouche de Jacques Ferry président de la Chambre Syndicale de la Sidérurgie française. Pour Davignon, il faut se contenter de renforcer le plan sans recourir à des méthodes protectionnistes : *"Je ne veux pas introduire les méthodes de la politique agricole commune dans le domaine de l'acier"* déclare-t-il. Il demande la prorogation pour 1978 des régimes de *"prix minima obligatoires"* pour les ronds à béton et de *"prix d'orientation"* pour les autres principales catégories de laminés. Autre mesure annoncée : un relèvement par étape de 15% des prix de l'acier. Davignon insiste sur la nécessité d'une discipline des maîtres de forges de la Communauté, en 1978 face aux géants américains et japonais. *"Ce ne sont pas les mesures prises par un pays qui permettront de sortir plus facilement de la crise"*. Autrement dit : capitalistes de l'acier, serrons-nous les coudes.

Mais les monopoleurs français de l'acier ont des exigences qu'ils entendent faire accepter par leurs partenaires européens. Le 19 décembre 1977, le jour même où s'ouvre à Bruxelles le Conseil des Ministres des "Neuf", Raymond Barre reçoit Jacques Ferry pour un certain entretien *"privé"*. Dès la fin de l'entretien, Jacques Ferry déclare, menaçant, à l'adresse de Bruxelles : *"Monsieur Raymond Barre m'a tenu des propos extrêmement fermes : ou bien le Conseil des Ministres de la Communauté prendra des mesures destinées à sauvegarder l'ensemble de la sidérurgie européenne, ou bien le gouvernement français prendra des mesures unilatérales provisoires, seul moyen d'amener nos partenaires à une meilleure compréhension"*.

Comme on le voit, il ne s'agit de rien d'autre que d'un chantage à l'adresse de Bruxelles et de sa Commission : cédez devant les exigences françaises ou bien nous faisons bande à part. Au Conseil des Ministres des Neuf, le représentant de la bourgeoisie française, Jean-François Deniau s'élève violemment contre les importations des pays tiers à des prix inférieurs de 40 à 50% des prix européens. Finalement à côté de deux décisions attendues (le relèvement des prix à 15%, l'établissement de prix minima contrôlés par les ronds à béton, les laminés marchands et les coils - larges bandes à chaud), le Conseil cède au chantage français et décide d'appliquer des *"droits compensatoires"* (c'est-à-dire une taxation) sur les importations d'acier des pays tiers (Espagne, pays de l'Est, Japon, Finlande, Tiers Monde), du moins d'une manière provisoire jusqu'à la fin des négociations d'accords bilatéraux avec ces pays (24).

Bien entendu, le coup de poing sur la table de la France et son résultat satisfont les commentateurs de la grande presse... française. L'un d'entre eux note avec exaltation : *"Les Neuf viennent de prouver qu'ils étaient capables de s'entendre pour sauver leur sidérurgie"*, et Jacques Ferry déclare : *"Les décisions doivent conduire à l'élimination du désordre qui règne actuellement sur le marché communautaire du fait de la concurrence sauvage de certains pays tiers"*.

De fait, la commission venait d'être court-circuitée par le Conseil des Ministres, qui, en réalité, venait de décider — en le modifiant — du contenu du Plan Davignon.

Cet épisode nous montre que la bourgeoisie monopoliste française loin de pratiquer une *"politique d'abandon national de la sidérurgie"* (17) ainsi que l'affirme la direction du PCF, sait parfaitement se battre contre ses *"partenaires"* quand il en va de la santé de ses coffres-forts.

quand les maîtres de forges d'europe s'unissent...

Ainsi, dans une atmosphère de rivalité et de chantage, de pression et de coups bas, le plan Davignon était adopté par les Neuf. On aurait cependant tort de croire que, de la sorte, tout va pour le mieux entre les partenaires du Marché Commun. Certes, les monopoles de l'acier européen et les Etats nationaux sur lesquels ils ont la haute main, font bloc face au Japon, aux Etats-Unis, face à la concurrence internationale. Néanmoins, ils ne cessent de se disputer entre eux pour la conquête des marchés. Ce qui explique tout cet appareillage de contrôle mutuel sur lequel est bâti le plan anti-crise : certificat de conformité, prélèvement de caution, système de cautionnement, commission de contrôle...

La discipline communautaire exigée de la part de chacun des membres de la CEE et de chacune des firmes sidérurgiques, présente un double aspect :

— le respect des quotas de livraison (fixation des tonnages de production) ;

— le respect des prix (fixation de prix minima pour certains produits sidérurgiques comme les ronds à béton et de prix dits "d'orientation" pour les autres).

La mise en application de cette double contrainte devient l'œuvre du vicomte Davignon qui, remplaçant Simonet au poste de Commissaire des Affaires Industrielles de la Communauté Européenne, est le maître d'œuvre du plan anti-crise *"renouvelé et renforcé"* adopté en mai 1977 par la commission de Bruxelles, par le Conseil des Ministres des Neuf. Désormais Etienne Davignon présidera à l'application du plan *"anti-crise"* auquel son nom demeurera lié.

Ce plan nécessite, on l'a vu, que les producteurs européens limitent leurs productions en fonction de plans prévisionnels trimestriels. Mais les maîtres de forges ont multiplié les coups fourrés en s'efforçant de *"tourner"* la réglementation communautaire, chacun craignant d'être éliminé par l'autre. Le cas le plus célèbre est celui des "Bresciani" — nom désignant 80 à 100 sociétés sidérurgiques italiennes de la région de Brescia — qui comptent *"parmi les producteurs qui ont le plus fréquemment et le plus gravement enfreint la discipline des prix"*. (Chambre syndicale de la Sidérurgie Française). Le 20 avril 1978, une rencontre devait même être organisée avec les "Bresciani" — dans le cadre de la CEE — qui aboutit à la signature d'un accord. Les Italiens acceptaient de limiter leurs ventes de laminés marchands aux partenaires de la CEE. Afin de s'assurer que ces contingents étaient respectés, Eurofer tente de mettre en place un système central de contrôle, mais celui-ci est rejeté par les "Bresciani" en mai 1978. La commission de Bruxelles riposte aussitôt en instituant un *"comptoir de ventes spécial"* destiné à filtrer les importations des "producteurs indépendants" italiens de ronds à béton et produits laminés, comptoir habilité à établir les documents administratifs exigés par la commission de Bruxelles. Cette mesure s'avère à nouveau en partie inefficace.

Il faut savoir que la plupart des pays européens outrepassent les limitations de

production fixées par les plans prévisionnels. Ainsi durant le 1er trimestre 1977, les Neuf avaient produit 64,8 millions de tonnes d'acier brut. Sur cette base, la Commission avait décidé de réduire la production à 61,4 millions de tonnes pour les six premiers mois de l'année 1978. Or, durant cette période, les Neuf couleront 68,2 millions de tonnes, soit plus de 11 % par rapport à l'objectif imposé.

la guerre des gangs de l'acier

Voici un tableau de ces écarts (les pays sont classés selon le degré de leur "*indiscipline communautaire*") pour le premier semestre 1978.

Différence entre les prévisions de la commission de Bruxelles et la production effective.
(en millions de tonnes)

ITALIE	+ 19 %
FRANCE	+ 14,6%
ALLEMAGNE	+ 13,5%
BELGIQUE - LUXEMBOURG	+ 11,6%
GRANDE-BRETAGNE	— 1,3%
PAYS-BAS	— 1,8%
DANEMARK-IRLANDE	— 9,3%
TOTAL	+ 11 %

Dès que ces chiffres furent connus, le vicomte Davignon s'en plaignit amèrement devant le Conseil des Ministres des Neuf, invoquant de "*graves périls*" pour l'avenir du Marché Commun...

En ce qui concerne les prix cette fois-ci, la Commision de Bruxelles, à la fin de ce même mois de mai 1978, décida de prendre une première série de mesures disciplinaires contre ceux qui, en 1977, n'avaient pas respecté les prix fixés par la Communauté. Ces sanctions frappent quatre sociétés italiennes appartenant aux "Bresciani" et une société française : Usinor (25). Car bien sûr, on aurait tort de croire que les monopoles français se tiennent à l'écart des "*indisciplines communautaire*", ce qui devrait vraisemblablement réjouir la direction du PCF qui se plaint des baisses "*forcées*" de production d'acier dans notre pays. (26).

Les contrôles des échanges d'acier intra-communautaires sont effectués sur la base de "*certificats de conformité*" ; lorsqu'un produit sidérurgique franchit une frontière entre deux pays de la CEE, il doit être accompagné d'un document — le certificat de conformité — indiquant l'origine, la destination du produit et les prix facturés. Si le document est inexistant ou incomplet, ou s'il est falsifié, les services de douane du pays importateur prélèvent d'office une somme égale à 25 % de la valeur de la marchandise : c'est le système du "*cautionnement*". Après enquête la caution peut être restituée à l'expéditeur ou, au contraire, conservée par l'importateur.

A la mi-juillet 1978, un incident — que ne renierait pas la direction du PCF — se produisit à la frontière franco-italienne. Les services douaniers français bloquèrent une cinquantaine de wagons chargés de 2000 tonnes de laminés italiens en provenance de la région de Brescia : le certificat de conformité faisait défaut... La riposte italienne a été immédiate : le gouvernement a soutenu ses capitalistes et a pris des mesures de rétorsion contre les coils (27) français qui entrent en Italie.

Davignon et la commission de Bruxelles ont dû intervenir et s'engager à assouplir le système des certificats de conformité et des prélèvements de caution. Lors du Conseil des Ministres des Affaires Etrangères des Neuf à Bruxelles, à la fin de septembre 1978, le principe de cautionnement a été reconduit mais assoupli, le ministre italien réclamant pour sa part la suppression complète d'un système qui est une "*pénalisation des entreprises les plus rentables*". Comme on le voit, tout comme leurs homologues français, les bourgeois italiens savent défendre avec acharnement la santé de leurs profits.

On pourrait encore prendre l'exemple des Britanniques : durant l'été 1978, la British Steel Corp. a pris le mors aux dents en attaquant violemment ses partenaires d'outre-Manche accusés de brader sur le marché anglais des tonnages excessifs de tôle à froid et galvanisés. Les Britanniques menaçaient les autres producteurs de la CEE de "*représailles*". On le voit, il y a bien deux aspects au problème : d'une part, chaque bourgeoisie monopoliste européenne prise à part rivalise avec ses partenaires pour sauvegarder ses propres profits et son industrie nationale ; de l'autre, au sein de la CEE, les bourgeoisies monopolistes s'unissent pour la défense de l'acier européen contre la concurrence brutale des deux supergrands et du Japon.

Bref, la guerre des gangs de l'acier se poursuit âprement en Europe, et les ententes communautaires ne parviennent pas à supprimer ces rivalités entre pays capitalistes et groupes monopolistes (28). L'on voit clairement à ce niveau que la propagande chauvine du PCF pour la défense de l'acier français contre l'acier étranger, pour la limitation des importations de produits sidérurgiques, pour la fermeture de certains marchés, n'entre pas du tout en contradiction avec certaines conceptions des monopoles français de l'acier.

Pratiquer des ententes en rivalisant, cela constitue les deux tendances contradictoires du capitalisme, particulièrement à son stade impérialiste où le monopole aggrave la concurrence en restreignant les marchés.

Les travailleurs ont certes mieux à faire que de prendre partie pour "*leurs*" capitalistes nationaux contre les capitalistes étrangers, de défendre "*l'acier français*" contre "*l'acier allemand*". Ce combat, les monopoles de l'acier de chaque pays s'en chargent eux-mêmes pour assurer la bonne santé de leurs coffres-forts et tenter de casser les concurrents. Quant à la classe ouvrière, elle a pour tâche de développer l'unité et la combativité des classes ouvrières européennes — et notamment des sidérurgistes — contre les licenciements, le chômage, les plans de restructuration, pour du travail pour tous.

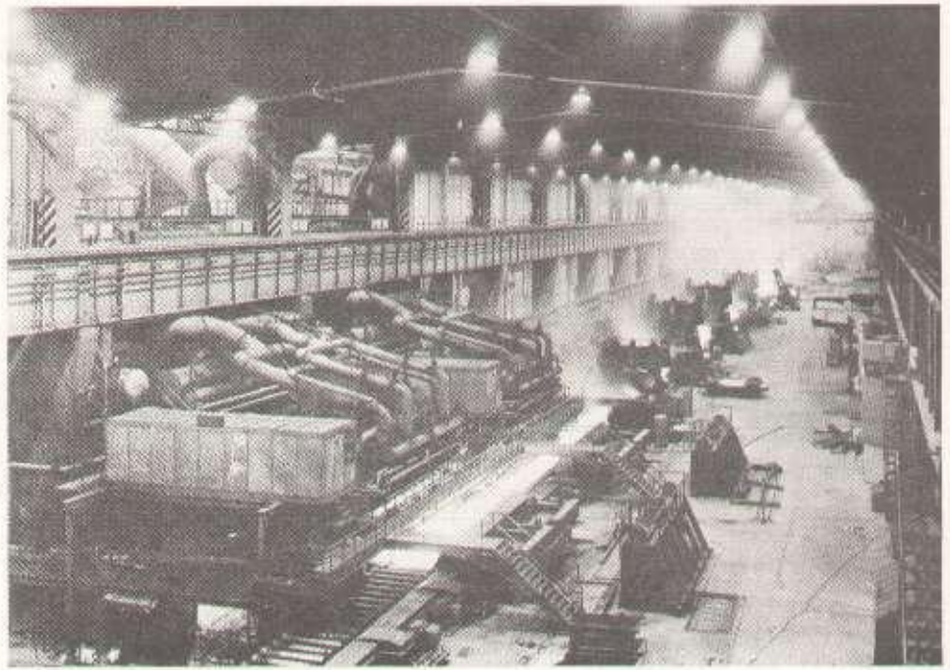
AUX MAITRES DE FORGES DE PAYER LEUR CRISE

A côté de la protection du Marché Communautaire, de la fixation des prix et des tonnages au sein de la CEE, le plan Davignon comporte un troisième volet : il vise à développer la complémentarité des productions sidérurgiques européennes par une spécialisation accrue de la production. L'objectif recherché est la mise en place par paliers d'une sidérurgie européenne capable d'affronter en position de force la concurrence japonaise, de supplanter le rival américain et de tenir tête au formidable développement de la sidérurgie soviétique. A la faveur de l'Europe, les milliardaires de l'acier des Etats monopolistes européens se lancent ainsi dans une restructuration tout azimuth pour sauvegarder leurs profits et conserver de bonnes positions.

PHOTO ROTE FAHNE

"Solidarité avec les sidérurgistes français" proclame cette banderolle lors d'une manifestation du 1er mai à Brême (R.F.A.).
Développer l'unité des travailleurs d'Europe, plutôt que de défendre "notre" acier, telle est la voie des marxistes-léninistes.

Tous les sidérurgistes européens subissent la violence de ces attaques. Prétendre que *"l'acier allemand"* domine le marché européen, c'est se placer du point de vue des maîtres de forges français qui rivalisent avec leurs concurrents ouest-allemands pour dominer l'Europe sidérurgique. Se placer du point de vue de la classe ouvrière, c'est reconnaître que les sidérurgistes allemands sont, eux aussi, durement frappés par la restructuration et les licenciements ; qu'ils payent, eux aussi, de leur emploi, les batailles acharnées que se livrent les géants européens de l'acier. C'est mettre en avant la solidarité et l'unité des classes ouvrières d'Europe.



Un train de laminage continu à chaud.
Les restructurations favorisent la production de "produits plats"

Oui ! Plus que jamais, face au chauvinisme secrété par le capital, un mot d'ordre doit claquer : unité et solidarité des sidérurgistes européens de l'acier, contre la crise capitaliste, contre la politique de restructuration, le chômage et les licenciements.

En France, la politique de spécialisation de la production sidérurgique — qui conduit à des restructurations et à des cascades de licenciements — se traduit par un développement de ce qu'on appelle *"les produits plats"* (tôles minces en feuilles, tôles minces en bobines, tôles fortes, feuillards...) au détriment de ce que l'on appelle les *"produits longs"* (ronds à bétons, billettes, cornières, poutrelles, gros ronds à tubes, palplanches...). Le ministre de l'Industrie, André Giraud déclarait : *"(Il faudra) entreprendre des rationnalisations de production tendant à généraliser la coulée continue, à favoriser la consommation de ferrailles, à faire évoluer la transformation de l'acier vers des produits plus nobles, c'est-à-dire réduire la part des produits longs au profit des produits plats..."* ([29]).

La mise en route d'Usinor-Dunkerque (1963), le Plan Dherse (1971), l'extension d'Usinor-Dunkerque par le démarrage de l'aciérie N° 2 (fin ...1972) et la mise à feu du H.F. 4 (mai 1973), la sortie des premières tonnes de bobines sur le laminoir à froid à 5 cages d'Usinor-Mardyck (septembre 1973), le démarrage des trains à larges bandes de la Solmer à Fos (octobre 1973), les liquidations de Louvrail et de Thionville (1976-1977) ont révélé — bien avant la mise en œuvre du plan Davignon — ce mouvement de restructuration engagé par les maîtres de forges depuis le début des années soixante. Cette restructuration s'est toujours accompagnée de concentrations à la faveur desquelles les monopoles ont manifesté leur mainmise sur l'Etat. Soulignons par conséquent combien il est absurde (ainsi que le fait le PCF) de faire démarrer la restructuration de la Sidérurgie au plan Davignon ou pire encore de présenter le plan Davignon comme un *"plan de restructuration supranational"* ce qui revient tout bonnement à nier l'aggravation de la concurrence que se livrent, d'un pays à l'autre, les monopoles de l'acier. Ceux-ci restructurent en fonction de leurs propres intérêts (se placer de la meilleure façon possible dans l'arène de la concurrence internationale) : il s'agit d'une politique délibérée, impulsée, planifiée par les Etats monopolistes de chaque pays et non de décisions prises par dessus leurs têtes ou contre leur consentement. Quand la bourgeoisie monopoliste française (représentée par de Gaulle lors de la convention Etat - Sidérurgie de 1966 et du V[e] Plan ; par Pompidou pour le VI[e] Plan, par Giscard-Barre depuis 1974) décide de restructurer son industrie sidérurgique, c'est pour sauvegarder ou accroître ses profits, et non pour faire plaisir à Brandt ou Davignon ! Cela se conçoit, semble-t-il, aisément.

Mais il en va autrement pour la direction du PCF si l'on en juge par ses analyses fantaisistes sur le gouvernement qui serait engagé dans une *"politique d'abandon national de la sidérurgie"*... les monopoles français de l'acier abandonneraient donc la source de leurs profits ? Allons donc ! Ils veillent sur elle jalousement, et, très précisément, c'est pour mieux défendre leurs profits qu'ils pratiquent une restructuration à marche forcée, démantèlent des unités de production et jettent des milliers de travailleurs à la rue.

une découverte bien tardive

Nous l'avons vu, le plan *"anti-crise"* acier est mis au point en juillet 1976 et entre en application à la fin de 1978. Or, le PCF n'engagera sa propagande sur le plan Davignon qu'au début de cette année 1979, plus précisément le 31 janvier 1979, date de la publication de l'appel du Comité central du PCF : *"Halte à la casse. La sidérurgie française doit vivre !"*, appel lançant officiellement la campagne sur *"l'acier français"*.

Ainsi une constatation s'impose, immédiate et bien surprenante : le PCF a donc mis deux ans à découvrir l'existence du Plan Davignon. Une question se pose : Pourquoi ?

Au moment où le plan Acier est élaboré à Bruxelles, le PCF dépose devant le parlement sa *"proposition de loi de nationalisation de la sidérurgie"*. Dans la bataille pour les municipales de mars 1977, le PCF axera sa propagande en direction des sidérurgistes sur la nationalisation de la sidérurgie. Usinor vient de décider la liquidation de son entreprise de Thionville après le démantèlement à Louvroil et à Trith-St-Léger, et le 19 avril 1977, les sidérurgistes de Lorraine et du Nord montent à Paris à l'occasion du débat parlementaire sur la sidérurgie. Car l'illusion a été répandue que les travailleurs pouvaient espérer quelques choses de bon des conversations du Palais Bourbon : *"Ce débat à l'Assemblée Nationale les intéresse, il les intéresse tous"* écrivait alors l'éditorialiste de *"Liberté"* dans un grand élan mystificateur de crétinisme parlementaire.

Dans son discours au Parlement, le PCF met en avant la nationalisation, le programme commun. Du plan anti-crise de la Commission de Bruxelles il n'en est pas question.

Voici venir la campagne des législatives. Le thème des nationalisations est toujours au centre de la propagande du PCF qui, à présent, s'en prend à son partenaire socialiste lequel ne souhaite pour sa part qu'une prise de participation de l'Etat, majoritaire, au capital.

Dans le *"Grand programme acier* (1978-1983)" ([30]) présenté en juin 1977, il n'est pas encore question de *"l'Europe allemande"* et des Konzerns qui prospèrent sur la misère des travailleurs français. Ce document se contente d'exiger *"l'abrogation des dispositions (du) plan anti-crise tendant à réduire la production par l'établissement de quotas"*, mais souligne par ailleurs que, dans le cadre de la CECA *"des relations économiques se sont organisées, qu'on ne saurait remettre simplement en cause aujourd'hui"*... Un mois avant les élections de mars 1978, le PCF centre encore ses analyses sur la nationalisation que le PS est accusé de combattre : *"Sidérurgie : le PS contre la nationalisation"* titre Juliette Piette dans une étude que publie la revue "Economie et Politique".

Il faudra attendre le Comité central des 27 et 28 septembre 1978 où est lancée officiellement la nouvelle orientation (*"contre le déclin de la France"*, *"contre l'Europe germano-américaine"*) pour que la thèse de la nationalisation de la sidérurgie soit supplantée par le discours sur *"la casse de la sidérurgie française"*.

On cesse dès lors de présenter les maîtres de forges comme la cible de combat de classe, celui-ci devenant une "lutte patriotique".

Cela est manifeste dans le changement de langage :

■ *"C'est bien tout l'avenir du Nord et de la Lorraine qui a été mis en cause, brutalement, par les décisions des barons de l'acier".* Régis Lemoine, *"Liberté"* du 19 avril 1977.

□ *"C'est l'étranger qui commande aux destinées de la sidérurgie française"* Régis Lemoing, *"Liberté"* du 31 janvier 1979.

En 1977, les barons de l'acier sont les responsables des restructurations et des licenciements. En 1979, c'est la faute de l'Europe... Et encore.

■ *"Nous dénonçons le véritable démantèlement du potentiel industriel moderne de la France par les grandes sociétés capitalistes, industrielles et financières"* Henri Krasucki, déclaration du 18 avril 1979.

□ *"Nous avons dit et constatons amèrement aujourd'hui que le Plan Davignon en cours d'application, qui fut élaboré dans le cadre de la Communauté économique européenne à Bruxelles, consacre la liquidation de la sidérurgie française à l'avantage des trusts de l'acier de RFA"*

Georges Seguy, déclaration du 30 janvier 1979.

changement de langage

On le voit, il y a plus qu'un simple glissement de sens. C'est la signification politique elle-même qui dérape. Le changement de langage consacre la nouvelle orientation violemment opposée à l'Union européenne obstacle à l'hégémonisme soviétique et à ses menaces militaires.

Comment de telles transformations ne prouvent-elles pas de légitimes interrogations chez les militants communistes et parmi les travailleurs de la sidérurgie ?

Ainsi la ligne du Parti communiste sur le problème de la sidérurgie est-elle transformée : de la défense du projet de nationalisation (aujourd'hui mis de côté car la perspective de l'accession au pouvoir s'est éloignée), on est passé à la lutte contre l'Union européenne. Cette nouvelle orientation qui s'enracine dans les décisions du Comité central de septembre 1978 (rapport Fiterman) est prise en charge dans la propagande révisionniste par plusieurs thèmes imbriqués. Examinons-les pour y apporter notre réponse.

■ *"Le plan Davignon dicte de Bruxelles la liquidation de notre sidérurgie"* (affiche du PCF collée à Denain). C'est là un thème de base diffusé par la propagande du PCF avec plusieurs variantes (dont la fameuse chanson : *"C'est le plan Davignon qui liquide nos régions"...)* qui se ramènent toutes à la même signification, fondamentale : les licenciements sont causés par l'Union européenne. A cela nous répondons sur la base de toute l'analyse qui précède :

Premièrement : les licenciements, le chômage ne sont pas une conséquence directe de l'Europe en tant que telle, ou pour être plus précis, de l'Union européenne. Ils sont une conséquence directe des lois du capitalisme : avec ou sans Europe, le capitalisme signifie crises, licenciements, chômage. A preuve les réductions massives des effectifs dans la sidérurgie des pays capitalistes durant la crise économique des années trente. A preuve les licenciements aujourd'hui aux Etats-Unis, ou dans les pays n'appartenant pas à la Communauté européenne (Autriche).

Deuxièmement : Les décisions de restructuration — liées à la course au profit maximum — sont le fait des maîtres de forges et du gouvernement bourgeois à leur service. A preuve la *"Convention Etat-Sidérurgie"* du 29 juillet 1966 MISE AU POINT par Jacques Ferry (président de la Chambre syndicale de la Sidérurgie française) et de De Gaulle, qui se traduira, à terme, par 15.000 suppressions d'emplois... c'était plus de dix années avant le plan Davignon !

La propagande du PCF produit des effets pratiques que l'on aurait tort d'oublier. Elle conduit notamment à détourner le combat des sidérurgistes de sa cible réelle (les maîtres de forges, le gouvernement Giscard-Barre) vers une mauvaise cible (l'Europe). Ce qui au niveau de l'action de masse se traduit par une division de la classe ouvrière. Nous ne considérons pas, en effet, qu'insulter les travailleurs socialistes (comme cela a été fait lors de la manifestation de Denain du 10 mars 1979) soit favorable à l'unité de la classe ouvrière.

Notre parti considère pour la sidérurgie, qu'il y a un effet combiné de la politique de la bourgeoisie monopoliste française et de son Etat (plan de février 1977 de restructuration, et de septembre 1978 de "sauvetage") et des nouveaux moyens permettant de l'appliquer (Plan Davignon). Le Plan Davignon est : UN MOYEN pour cette bourgeoisie d'appliquer une politique monopoliste qu'elle a décidée et planifiée en fonction de ses intérêts de classe.

C'est la raison du mot d'ordre de notre parti : *"Contre la politique de restructuration, d'oppression des masses populaires pratiquées par les bourgeoisies européennes* (Prolétariat N° 19).

Banderolle du PCF en Lorraine : sans commentaire

■ *"La sidérurgie française est bradée au profit des Konzerns allemands"* (L'Humanité). C'est un thème complémentaire du premier. Il possède lui aussi plusieurs variantes dont la signification essentielle est le chauvinisme. Ainsi le slogan qui se trouvait sur des banderoles en Lorraine : *"1870, 1914, 1940 : çà suffit ! La Lorraine ne sera pas bradée aux grands Konzerns allemands !"*

LA PREMIÈRE ARMÉE CLASSIQUE

La Bundeswehr, c'est aujourd'hui, avec 490 000 hommes, 2 700 chars, 24 escadrilles de bombardiers, 32 millions de marks, l'armée classique la plus moderne, la mieux équipée, la plus richement dotée de l'Europe des Neuf.

Imaginez ce que cette armée deviendrait si elle obtenait, comme le veulent ses chefs, l'arme atomique !

Et la création d'une armée européenne intégrée la lui donnerait.

1958, 1,24 F en 1967, 2,51 F en 1979.

Et la fondation de la monnaie européenne fait officiellement de l'Allemagne le banquier de l'Europe. Un banquier, ça pose ses conditions.

Ce que les capitalistes allemands qui mirent Hitler au pouvoir n'ont pu obtenir par la guerre, cette Europe le leur livre sans coup férir. Le meilleur chemin pour ... l'Allemagne, comme dit Giscard, ce n'est sûrement pas, comme fait Giscard, d'enchaîner la France aux décisions de Bonn.

Vu dans un journal électoral du PCF

A cela nous répondons :

Premièrement : L'Europe constitue une entente entre pays capitalistes et groupes monopolistes de développement inégal face aux deux superpuissances et au tiers monde. Loin de supprimer les rivalités entre ces pays, ces groupes, l'Europe contribue — en partie — à les aviver. Selon les branches industrielles et les secteurs économiques, c'est tour à tour tel ou tel pays (donc tel ou tel groupe monopoliste) qui domine l'Europe et, si l'on veut, celle-ci est donc, tour à tour, *"allemande"*, *"française"*, *"italienne"*, etc.

Deuxièmement : La crise de la sidérurgie est une partie intégrante d'une crise économique internationale : celle du capitalisme. Toutes les sidérurgies des pays capitalistes sont touchées, en Europe, au Japon, aux Etats-Unis. Partout on assiste à des liquidations d'entreprises, à la fermeture des hauts fourneaux, à des milliers de licenciements. Les

baisses de productions frappent tous les pays européens. Il faut savoir, que dans chaque pays, la bourgeoisie développe depuis près de deux années une propagande chauvine : aux Etats-Unis, la grande presse d'argent rend *"les européens"* responsables des difficultés de la sidérurgie américaine (les maîtres de forges américains sont, eux, blancs comme neige...). Au Japon, c'est le même refrain anti-européen. En Europe même, des groupes de presse au service du capital participent à la dénonciation de *"l'étranger"* qui saboterait *"l'économie nationale"* (les Bresciani n'ont jamais manqué de supporters dans la grande presse italienne lorsque la commission de Bruxelles les menaçait de mesures anti-dumping).

La propagande du PCF appelant à *"sauver l'acier français"* s'inscrit parfaitement dans toutes ces campagnes idéologiques chauvines que la grande bourgeoisie développe pour se dédouaner vis-à-vis de la classe ouvrière en rendant *"l'étranger"* responsable de tous les maux et pour faire payer la crise aux travailleurs.

Lisez attentivement ces phrases : *"Le problème de la sidérurgie française se pose en termes simples : La France a-t-elle besoin d'une industrie sidérurgique ? Laissera-t-on l'Allemagne pratiquement seule en Europe dominer le marché de l'acier ? On peut disserter sur la division internationale du travail, la redistribution du jeu économique, la politique des créneaux, on n'échappe pas à cette évidence : l'existence d'une sidérurgie forte est une condition de l'indépendance nationale"*.

Qui a écrit cela ? Non ce n'est pas extrait de *"France Nouvelle"* de *"l'Humanité"* ou d'*"Economie et Politique"*. C'est tiré de la brochure publiée par la Chambre Syndicale (Patronale) de la Sidérurgie française en septembre 1978 sous le titre : *"La vérité sur la sidérurgie"* (1).

On le voit, la propagande sur la défense de *"l'acier français"* contre son concurrent allemand au nom de *"l'indépendance nationale"* n'a pas été inventée par le Bureau politique du PCF. Elle a été mise au point par les maîtres de forges français pour escamoter leurs responsabilités dans l'attaque anti-ouvrière et pour appeler à l'union sacrée des exploiteurs et des exploités contre *"l'ennemi"* de l'étranger.

C'est pourquoi notre parti a formulé le juste mot d'ordre : **"Unité et solidarité des classes ouvrières d'Europe".**

Le 1er mai 1979 Rémi DAINVILLE

la petite bibliothèque chinoise

ETUDIONS L'ECONOMIE POLITIQUE

- LE CAPITALISME -

★

Marchandise, valeur, plus-value, taux de profits, crise cyclique, impérialisme... On entend couramment ces concepts, mais quelle est leur signification exacte ?

Ce traité d'économie politique marxiste en présente une explication claire dans le cadre d'une analyse globale du système capitaliste.

★

242 pages

L'exemplaire : 22.00 F

★

En vente dans les bonnes librairies

E 100
24, RUE PHILIPPE DE GIRARD
75010 PARIS

NOTES

(1) Voir *l'Humanité Rouge* daté du 25 avril 1974.

(2) En ce qui concerne notre problème — la sidérurgie — on pourrait rappeler que l'on a coutume d'appeler *"la mauvaise gestion"* pratiquée par les maîtres de forges : les gaspillages fabuleux qu'ils réalisèrent durant des années à coups de milliards, l'endettement qui finit par devenir leur credo... Mais il ne peut en être autrement en régime capitaliste, l'objectif du capital a toujours été la course au profit maximum et non la satisfaction des besoins et de développement harmonieux de l'économie, des branches industrielles et des régions. En d'autres termes, la crise de la sidérurgie ne relève pas d'un problème de *"mauvaise gestion"* : le développement anarchique de la production étant la règle sous la domination du capital.

(3) Gerhard Fischer : *"L'industrie sidérurgique en Europe"*, revue *"Euro-Coopération, études économiques européennes"*, No 18 mars 1977.

(4) Voir : *"Le bond en avant de la sidérurgie chinoise"* par Gilbert Etienne dans *"le Monde de l'économie"* du 20 juin 1978.

(5) Jean Roume : *"Sidérurgie : les nouveaux producteurs"* *L'Usine nouvelle* du 1er février 1979 : Article repris sous le titre *"Perspectives de l'industrie sidérurgique dans le monde"* dans *Problèmes Economiques* No 1613 du 17 mars 1979.

(6) Voir l'article : *"La guerre mondiale des industries - sidérurgie : la grande lessive"* paru dans *"L'expansion* de novembre 1976.

(7) Voir Gerhard Fischer ; étude déjà citée.

(8) La British Steel a déjà réduit, depuis 1971, 16 % des effectifs de ses 200.000 salariés. Une nouvelle diminution d'un quart se produira d'ici la fin 1980.

(9) La fringale d'acier de l'U.R.S.S. peut actuellement être satisfaite par trois éléments : l'exploitation intense des travailleurs soviétiques, la domination et le pillage de ce marché bien intégré qu'est le Comécon et, enfin l'aide des puissances capitalistes occidentales. Ainsi à Koursk, à... 400 km au sud-ouest de Moscou, la RFA vient de commencer la construction (pour plus de cinq milliards de D.M.) d'un vaste combinat électrométallurgique qui sera le premier complexe sidérurgique au monde fonctionnant sans haut fourneau ni cockerie.

(10) Nous parlons ici de la sidérurgie des pays de la Communauté européenne. Mais les autres pays européens sont également touchés, bien que de manière inégale. En Autriche par exemple (pays qui n'appartient pas à la CEE), la Vöest Alpine (la sidérurgie autrichienne qui est sous le contrôle de l'Etat des monopoles autrichiens) a supprimé 5600 emplois depuis 1974. Les mesures de restructuration prévues par les maîtres de forges (concentration de la production sur deux ensembles Linz pour les produits plats et Donawitz pour les produits longs, en liquidant toute une série d'installations) provoqueront à n'en pas douter des licenciements en cascade dans cette industrie autrichienne occupant aujourd'hui 78.800 personnes.

(11) Se reporter au No 2 (nouvelle série) de décembre 1978 de la revue *"Actualités Industrielles du Nord"* que publie la Chambre Syndicale (patronale) de la sidérurgie du Nord de la France.

(12) Jacques Estager, dans *"Liberté"*, quotidien du Nord-Pas de Calais du PCF. Cette formule pour le moins frappante aura sans nul doute réjoui les sidérurgistes de la Sarre et du Luxembourg. Ceux-ci apprenaient de la sorte, et avec la stupeur qu'on imagine, qu'ils étaient prémunis contres les malheurs qui frappent les sidérurgistes du Nord et de la Lorraine.

Par de telles formules, on le voit, le PCF ne prend pas pour base la situation et les intérêts des travailleurs concernés - en l'occurrence sarrois et luxembourgeois - mais la situation des monopoles qui, effectivement, prospèrent sur la misère ouvrière. Où est l'internationalisme prolétarien là-dedans ?

(13) *"Le cycle conjoncturel de l'acier est caractérisé par de fortes oscillations"* note sur ce point Gerhard Fischer. Voir note 2.

(14) Se reporter à *Actualités Industrielles du Nord*, No 101, décembre 1973 qui reproduit la brochure éditée par l'International Iron and Steel Institute : *"La situation de la sidérurgie dans le monde en 1973"*.

(15) Voir Eugène Varga *"La crise"*, 1935 Editions Sociales 1976 pages 149 et 150.

(16) Prolétariat No 19, page 12.

(17) Voir l'étude de la fédération du PCF de Meurthe et Moselle-Nord : *"Acier : Bruxelles programme les liquidations"*, revue *Economie et Politique* No 290 septembre 1978.

(18) Voir Note 17. Article proprement stupéfiant puisque les auteurs s'avèrent incapables de prouver l'affirmation contenue dans le titre ! Après avoir montré que la crise était européenne, ils émaillent leurs conclusions de quelques affirmations bien tranchées, contradictoires par rapport à l'analyse, et, de fait, complètement plaquées sur celle-ci.

(19) Le vicomte Etienne Davignon étant lié au trust sidérurgique Arbed, le PCF a construit là-dessus toute une explication. Dans un article publié en décembre 1978 dans *"Liberté"* par le directeur de ce journal, Jacques Estager, on peut lire en effet : *"Comment le Commissaire industriel chargé par la CEE de la restructuration de la sidérurgie européenne peut-il avoir son indépendance de jugement quand sa famille a de puissants intérêts dans l'acier ?.. Est-ce un effet du hasard si le plan Davignon favorise l'extention du trust Arbed mais massacre la Lorraine et le Nord de la France"*. Rappelons simplement ici qu'en 1977, l'Arbed a produit 4 millions de tonnes d'acier tandis qu'Usinor en produisait le double (8 millions de tonnes) et Sacilor - Sollac 7 millions de tonnes... Quant

au massacre du Nord et de la Lorraine, nous pensions que c'était là une politique délibérée de la bourgeoisie monopoliste française depuis le Vᵉ plan, politique accentuée par le plan Dherse (1971) et par les décisions de *"restructuration"* et *"d'assainissement"* de la sidérurgie prises en février 1977 et en septembre 1978 par le gouvernement Giscard-Barre.

(20) Dans une étude déjà citée (voir note 3), Gerhard Fischer souligne *l'exacerbation de la lutte pour la conquête des marchés mondiaux"* qui se produit à la faveur de la crise : *"La lutte pour la conquête ou la défense des positions s'est intensifiée sur les marchés mondiaux. Etant donné le ralentissement du rythme d'expansion de la consommation d'acier en Europe, en Amérique du Nord et récemment aussi au Japon, la pression de la concurrence augmente nettement non seulement sur les marchés non européens mais aussi à l'intérieur de la communauté européenne"*.

(21) Bien entendu, en réalité, ce sont les travailleurs qui... écopent !

(22) Dans le même temps, les importations d'acier japonais sur le marché américain augmentaient de 36 %, ce qui ne manqua pas d'aviver les contradictions entre la superpuissance américaine et les pays du second monde (Europe et Japon). En février 1977, la Gilmore Steel, dans une plainte auprès du Département du Trésor américain, exigeait que soient prises des mesures anti-dumping à l'égard de la société Nippon Steel. Sept mois plus tard, c'était au tour de l'U.S. Steel, le premier producteur d'acier US de déposer une plainte analogue contre 6 grands groupes sidérurgiques japonais. Ainsi dès les premiers effets de la crise, la guerre de l'acier allait bon train entre les monopoles US et les monopoles nippons. Signalons qu'aux Etats-Unis, les capitalistes de l'acier ont financé toute une campagne de presse chauvine pour accuser les importations étrangères — notamment japonaises — d'avoir entraîné la suppression de 100.000 emplois sidérurgiques. Bien entendu, les patrons américains, eux, n'étaient en rien responsables de ces licenciements... Comme on le voit la direction du PCF n'a rien inventé. (Voir *"La crise de la sidérurgie oppose Etats-Unis, Japon et Europe"*, le Monde des 9 et 10 octobre 1977).

(23) Prolétariat No 19 p 13. Les Américains ont adopté des mesures de style protectionniste pour limiter la pénétration de leur marché par les concurrents japonais et européens. C'est le système des *"trigger prices"* — prix gachettes — mis en place depuis le début de l'année 1978. Ce ne sont plus les tonnages qui sont contrôlés mais les prix : l'importation doit respecter un prix minimum pour chaque catégorie de produit au risque de se voir imposer automatiquement une taxe perçue par les services douaniers. En avril et mai 1978, les maîtres de forges américains étaient ainsi parvenus à faire baisser de 30 % les tonnages d'acier importés. Il faut savoir qu'outre Atlantique, la bourgeoisie monopoliste s'en prend violemment aux capitalistes de l'acier européen accusés de pratiquer le *"dumping du marché américain"*.

(24) L'instauration de droits compensatoires sur les importations d'acier de pays tiers constitue une véritable taxe à l'importation frappant l'étranger. La *"Commission"* justifiera celà en déclarant vouloir *"prévenir toutes perturbations"* : en fait il s'agit pour les européens de disposer d'un efficace instrument de pression sur les négociateurs étrangers.

(25) Usinor a dû payer une amende de 476.000 F. *"Les amendes infligées aux tricheurs ne font ni chaud ni froid à leurs destinataires qui, de toutes façons sont sans le sou"*, note avec ironie un commentateur de l'économie capitaliste (*"Sidérurgie : la grande lessive"*, *L'Expansion* de novembre 1978).

(26) Dans son *"Grand Programme d'Acier* (1978 - 1983)" présenté le 7 juin 1977, le PCF, on le sait, affirmait que la production française d'acier brut pouvait être portée à 35 millions de tonnes en 1983. Ce qu'il ne faut pas oublier c'est la réalité profonde de ce genre d'affirmation : *"Les calculs effectués montrent que pour un objectif de production de 35 millions de tonnes en 1987* (il faut établir) *une productivité considérablement améliorée, correspondant à 8 heures de travail à la tonne en moyenne"* (*Economie et Politique* No 276-277, juillet - août 1977). Et oui, on ne le répétera jamais assez, la fameuse *"relance de la production d'acier"* dans le cadre du capitalisme passe obligatoirement par des efforts supplémentaires de la part des travailleurs, par une exploitation plus intense des sidérurgistes.

(27) Coils : produit sidérurgique.

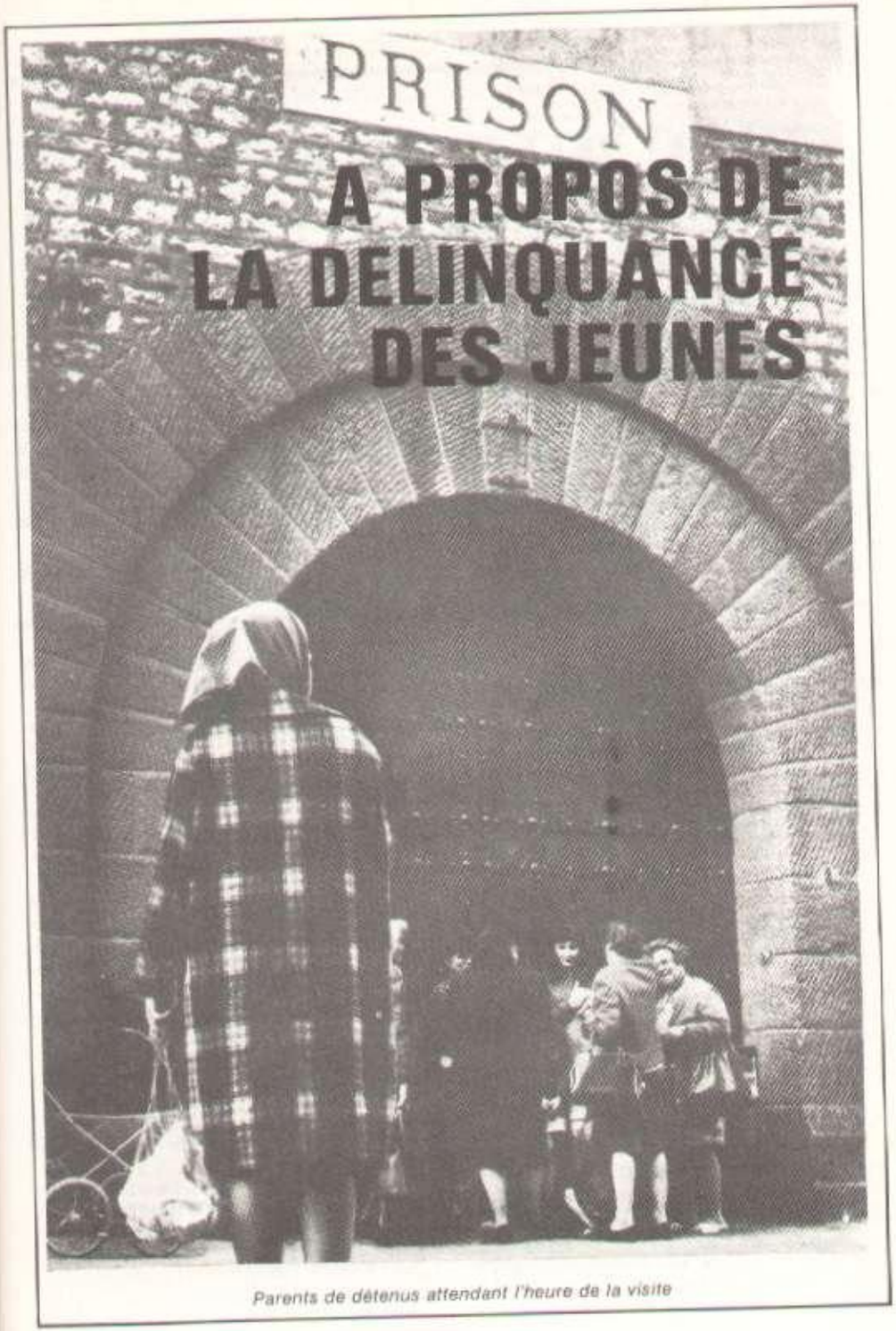
(28) A côté des transgressions illégales des règlements communautaires, il existe mille et une combines pour tourner les règles du plan Davignon en *"respectant la loi"*. Premier exemple : le délai de livraison du produit sidérurgique n'est (volontairement) pas respecté par le producteur qui s'est, au préalable, entendu avec son client européen étranger : ce dernier peut alors réclamer une *"indemnité de retard"*. La marchandise est donc vendue au deçà du prix minimum imposé. Autre exemple : la facture est établie pour une marchandise de qualité inférieure, au passage des frontières, les douaniers ne peuvent distinguer entre des types d'acier différents appartenant à une même gamme de produit. Le destinataire, dès réception, *"se plaint"*, de *"défauts de fabrication"* que le producteur évidemment s'empresse de reconnaître afin d'établir un rabais sur la facture. Encore une fois le prix est cassé.

Un journaliste économique notait à ce propos : *"La discipline communautaire s'effiloche et menace le plan anti-crise destiné à sauver la sidérurgie européenne. La désobéissance n'est plus le seul fait des Bresciani producteurs italiens adeptes du système D. "Mêmes les maîtres de forges allemands et français ne respectent plus les prix" accusent les Britanniques qui eux-mêmes sont tenus en suspicion par les continentaux. Les engagements les plus solennels peuvent être remis en cause, comme celui de ne produire que 29 millions de tonnes d'acier au cours du 3e trimestre de cette année et 27 millions de tonnes durant les trois derniers mois de 1978"* (*La vie Française* No 1732 du 21 avril 1978, *"sidérurgie : croissance zéro"*).

(29) *Le Nouvel Economiste* du 25 septembre 1978 : *"Acier : la fin des maîtres de forges"*.

(30) *Economie et Politique*, juillet - avril 1977.

(31) Le texte est publié intégralement dans le No 1 (nouvelle série) d'octobre 1978 de la revue *"Actualités Industrielles du Nord"*.



Parents de détenus attendant l'heure de la visite

A PROPOS DE LA DELINQUANCE DES JEUNES

Le "*casse de St-Lazare*" qui s'est produit récemment, tombait à point pour fournir à la police un prétexte à d'indécentes manifestations exigeant "*sa sécurité*" ; c'est-à-dire le droit de violence unilatérale et permettre à Giscard de relancer, une nouvelle fois, la campagne ininterrompue sur "*l'insécurité des citoyens*".

Parallèlement, une certaine presse s'est empressée de ranimer la hantise des "*voyous*", la haine pour le délinquant et la suspicion envers les jeunes...

Cette question "*complexe*" de la délinquance des jeunes, nous l'avons examinée et nous livrons à nos lecteurs ces quelques élements de réflexion.

Lorsque l'on parle de la délinquance des jeunes, il faut savoir avec précision de quoi il est question et, en premier lieu, il convient de la distinguer non seulement de la grande criminalité (le grand bandistisme) mais aussi de la moyenne criminalité (qui se caractérise, essentiellement, par les cambriolages).

La délinquance des jeunes recouvre un certain nombre de conduites qui sont, pour la plupart, le fait de groupes, de *bandes de jeunes*, occasionnant des délits (au sens que la loi bourgeoise donne à ce mot) et dont les auteurs ont de 7 à 20/25 ans (1).

D'emblée, il est donc utile de détruire une illusion couramment répandue, notamment, par la presse du scandale.

La délinquance des jeunes, et plus particulièrement celle commise par des bandes, ne nourrit pas la grande délinquance et le banditisme ; elle n'en constitue même pas la "*phase embryonnaire*" ou préparatoire.

La délinquance juvénile est un phénomène *passager*. Avec l'entrée dans l'âge adulte et la stabilisation découlant du mariage, d'un emploi stable (*note 2*) etc, la délinquance cesse et les bandes disparaissent.

LA DÉLINQUANCE DES JEUNES, PRODUIT DU CAPITALISME...

Bien entendu, trouver un emploi stable devient quasiment impossible dans un pays qui compte 1.700.000 chômeurs parmi lesquels une moitié de jeunes de moins de 25 ans. Nous reviendrons sur ce point car, on le voit déjà, la crise capitaliste *entretient* la déliquance des jeunes.

Les statistiques examinent la délinquance des jeunes sous trois rubriques.

"Les atteintes aux biens".
"Les atteintes aux personnes".
"Les atteintes aux mœurs". (2)

D'emblée, il faut distinguer fortement la première rubrique qui vient très largement en tête pour le nombre de délits commis.

Ainsi, les atteintes aux biens représentent-elles 81,6% des actions délinquantes des moins de 13 ans, 67,5% pour les jeunes entre 16/18 ans et 46,6% pour ceux entre 18/20 ans.

Première remarque donc : *La délinquance des jeunes, c'est essentiellement l'infraction contre des biens, c'est-à-dire le vol.*

Bien plus, pour ce type d'infraction, on compte 27% (soit 1/5ème de l'ensemble de la délinquance des mineurs pénaux) de vols/emprunts de *véhicules à moteurs* : automobiles, motos, mobylettes... ce qui nous permet de compléter utilement notre première remarque. Les jeunes délinquants le sont, en majorité, pour le vol d'une voiture (ou d'une moto).

A cet égard, les statistiques font apparaître que ce phénomène est apparu particulièrement à partir du début des années soixante.

On recensait, en 1963, 10.206 vols de véhicules à moteur par des moins de 21 ans, 15.751 en 1967, 20.604 en 1971.

Cela révèle donc bien la corrélation étroite existant avec le développement de la société dite "de consommation" où "la bagnole" conformément à l'image publicitaire créée par ceux qui en tirent profits, doit être objet de convoitise et symbole de "puissance".

satisfaire des besoins créés artificiellement.

Les autres types de vol concernent, dans l'ordre :

— Le chapardage dans les grands magasins qui représente 20% de la délinquance des jeunes contre les biens et 13% de l'ensemble de la délinquance.

— Le vol dans les habitations (18% des infractions contre les biens et 12% de l'ensemble de la délinquance des jeunes).

— Le vol à la roulotte (8% des infractions contre les biens et 6% de l'ensemble de la délinquance).

Ensuite, on trouve 20% de vols divers dont les vols d'accessoires de véhicules (poignées, rétroviseurs etc...) à relier à la première catégorie, les vols à l'arraché et les vols chez l'employeur.

On ne peut qu'être frappé par l'importance du vol de marchandises et objets dans les grandes surfaces. Les statistiques font ici remarquer que ces vols particuliers, contrairement aux emprunts de véhicules, sont plutôt le fait de filles. Ils constituent 40% des vols commis par des jeunes filles de 13 à 16 ans et 27% de 16 à 18 ans.

Il a été observé "*que les objets dérobés correspondaient aux besoins des jeunes ; disques, transistors, vêtements, livres, friandises, apéritifs, etc... Ils sont conservés ou donnés mais très rarement vendus.*" (3)

D'où deuxième remarque qui vient heurter quelques idées fausses : *Ce n'est pas pour se nourrir que les jeunes volent.*

C'est très précisément ce qui distingue la délinquance des jeunes du XIXème siècle qui était, elle, essentiellement alimentaire, de celle que nous connaissons aujourd'hui sous le capitalisme développé à sa phase monopoliste.

Par le vol, les jeunes comblent un besoin entièrement suscité par la bourgeoisie (par exemple, la possession du dernier disque d'un tel, d'un vêtement à la mode etc...) besoin qu'ils ne peuvent satisfaire autrement, en raison de l'absence d'argent.

un point de vue "de gauche" à rejeter

Il existe une critique "de gauche" de la petite délinquance qui ne veut voir dans celle-ci qu'une répartition, en quelque sorte, légitime des biens produits par la société.

Puisque certains peuvent accumuler ces biens tandis que d'autres en sont dépourvus, la délinquance viendrait remédier à cette injustice. Mais lorsqu'il s'agit de petits possédants, qui ne sont ni ne seront une cible de la révolution, on risque de voir une partie importante de la population (dont une fraction de la classe ouvrière) se ranger du côté de l'ennemi qui lui aurait promis protection. Lorsqu'il s'agit de classes sociales ne tirant ni leurs revenus, ni leurs biens de l'exploitation (commerçants, artisans, retraités...) ce point de vue de gauche ne fait qu'accroître les difficultés d'unité entre classes populaires.

Parmi "les atteintes aux biens", les actes de vandalisme, les destructions gratuites. (Essuies-glaces arrachés, boîtes aux lettres fracturées, destruction de cabines téléphoniques publiques etc.) ne constituent

PHOTO AFP

La grande délinquance, les atteintes contre les personnes dont la presse parle à profusion sont relativement stables ; alors que les variations concernent les atteintes aux biens.
Photo : J.C. Willoquet baptisé "l'ennemi public No 1" par la presse.

que 7 %, soit 5 % de l'ensemble de la délinquance. Ce chiffre est fourni par les relevés statistiques judiciaires. Par conséquence, il se comptabilise par les simples constats des faits et procès-verbaux. De plus, le "chiffre noir" est ici sans doute assez important.

Ce type de délinquance a pourtant tendance à s'accroître. Par exemple, dans la région du Nord, il y avait 8.120 faits de ce type en 1977 et 9.003 en 1978, soit une hausse de 11 %.

Néanmoins, et ce sera notre troisième remarque, *les destructions gratuites (que monte en épingle une certaine presse) ne représentent qu'une faible partie de la délinquance* (au pire 1/10ème).

Il est évident que ces destructions manifestent une sorte de rage opposée à la société représentée par des objets "sociaux" (boîte aux lettres, cabine téléphonique, banc public, etc.).

un phénomène de "masse".

Le "chiffre noir", c'est-à-dire la quantité de délits supposés mais non comptabilisés en raison, soit de l'absence de plainte, soit de l'absence de passage devant la justice (juge des enfants, tribunal pour enfants, tribunal de police ou correctionnel, cour d'assises) est vraisemblablement très élevé en ce qui concerne les atteintes aux biens.

De toute manière, il est bien supérieur au chiffre noir concernant les atteintes aux personnes (agressions etc.) qui font plus facilement l'objet d'une plainte et d'une action judiciaire.

En d'autres termes, *ce type de délinquance des jeunes que sont "les atteintes contre les biens" est EXCESSIVEMENT REPANDU dans les sociétés capitalistes.*

De plus, l'on fait remarquer qu'il s'accroît de manière importante lors des guerres et des crises économiques. Ainsi, en 1913, la France comptait 13.324 jeunes délinquants ayant déjà eu maille à partir avec la justice. Ils seront 21.235 en 1919 pour retomber à 11.495 en 1923.

Même chose pour la seconde guerre mondiale : 13.310 délinquants en 1938, 34.811 en 1942 et 17.944 en 1950.

Il faut noter que ces variations concernent les atteintes aux biens et non les atteintes contre les personnes pour lesquelles il y a relative stabilité.

De plus, si l'on prend une région comme le Nord, violemment frappée par la crise capitaliste, on remarque que les délits constatés sont nombreux : 81.381 faits de délinquance en 1978 qui mettent en cause 4.899 mineurs soit 17,11 % de la population délinquante (plus qu'en 1977).

De la simple étude des faits de délinquance recensés, les atteintes aux biens sont nettement majoritaires et parmi elles, la prédominance des vols est très nette et accusatrice pour le régime capitaliste.

Les jeunes soumis à une intense provocation sociale par le cinéma, la télévision, les revues et illustrés, la publicité veulent posséder des biens qu'ils ne peuvent acquérir.

Par ailleurs, les racines sociales de la délinquance sont connues : bas salaires, chômage, misère etc... (4).

OUI, la délinquance des jeunes est une création du capitalisme et, particulièrement, à son étape agonisante impérialiste où elle révèle le pourrissement et la dégradation économique, politique et idéologique du régime fondé sur l'exploitation et sur l'oppression.

A QUI SERT LA DÉLINQUANCE

Un commerçant tire sur son voleur, un videur de bal tire sur des resquilleurs...

Dans de nombreux cas de ce genre mis en avant par la presse, il n'y a pas d'opposition de classe entre le commerçant et le videur, d'une part, le voleur et le resquilleur, de l'autre. Il n'y a pas un bourgeois contre un prolétaire. Ainsi, si nous condamnons sans réserve le coup de feu (qu'il se veuille mortel ou d'intimidation), nous ne devons pas pour autant approuver (ou le laisser croire ce qui serait alors de la démagogie) le vol ou la resquille.

Une bande de jeunes fait du chahut dans un café ; quelques verres se cassent, une chaise est renversée : Ce n'est pas grave, mais le patron du café n'a aucun moyen de l'empêcher, aucun moyen de convaincre si on ne l'écoute pas. Il voit dans la scène un très grand risque ; son matériel est en danger et l'honorabilité de son établissement, en jeu. Il peut être tenté de faire appel à la police mais celle-ci n'y répondra pas. Ces défenseurs de l'ordre n'ont aucune envie de prendre un mauvais coup. Le patron du café se débrouillera donc seul... avec une arme à feu.

C'est à peu de choses près l'affaire du café "Le Narval" à la Courneuve, qui fut à l'origine, une action de "légitime défense", ou encore l'affaire Godart de Dieppe.

Ces patrons de café ne sont pas des ennemis de classe. Certes, dans une période de développement pacifique du capitalisme, peut-être seront-ils davantage tentés par la bannière de l'ennemi que par la notre.

Mais, si nous pouvons oublier que des gens issus d'autres classes ou couches sociales que la classe ouvrière sont des alliés potentiels, la bourgeoisie se charge très vite de nous le rappeler. Quand USINOR DENAIN ferme, c'est tout DENAIN qui ferme : bistrot, coiffeur, boulangerie... Ces petits commerçants là sont directement intéressés par une victoire dans la bataille pour l'emploi, et leur solidarité est acquise à la classe ouvrière.

qui sont les jeunes délinquants ?

Les jeunes délinquants ne sont pas non plus des ennemis de classe, bien au contraire. Certes, ils se montrent, en général indifférents aux combats de classe et sont plus prompts à proposer un *"tout casser"* qu'à envisager un combat collectif long et difficile avec ses nécessaires contraintes.

Leur origine sociale nous est, à ce propos, fort utile à connaître avec plus de précision. Voici cinq données :

- Dans 50% des cas enregistrés, le jeune ayant commis un acte de délinquance appartient à une famille où la mère travaille, ce qui donne à penser (lié au fait que, dans les mêmes proportions, la famille compte quatre enfants ou plus) qu'il s'agit de familles populaires.
- Dans 65% des cas, *"le jeune délinquant"* a été considéré, à l'école comme un inadapté scolaire (mauvais résultats, chahuts, disputes, chaparda-

ges etc.) La plupart de ces jeunes sont rejetés de l'école à la fin de leur scolarisation obligatoire.

J.P. Montaron, fait observer que sur 1.500 jeunes incarcérés dans le bâtiment D2 de Fleury-Mérogis, on comptait : 1% d'illettrés, 45,8% qui ne possédaient qu'un C.E.P. et 7,7% le B.E.P.C.

78% de ces jeunes détenus n'avaient poursuivi que des études primaires dont 52,2% qui n'étaient même pas parvenus à obtenir le CEP.

Sur les 21,8% ayant poursuivi des études secondaires, 58,3% ne sont pas parvenus à obtenir le B.E.P.C...

("Les jeunes en prison" Ed. du Seuil 1977 p. 66).

■ Un grand nombre de jeunes qui passent en correctionnelle occupent un emploi subalterne (30% de manœuvres). Les autres sont, en général, chômeurs.

J.P. Montaron, note à propos de la jeune population incarcérée à Fleury-Mérogis et Fresnes *"65,5% de ces jeunes n'ont reçu aucune formation professionnelle* (livre précitée, page 118).

■ La plupart des jeunes délinquants passés en correctionnelle sont issus de quartiers ou de zones d'habitations pauvres : proportion élevée de chômeurs, faibles salaires, absence de qualification professionnelle chez les actifs, forte immigration... Jean Pierre Montaron écrit : *"Ce sont les défavorisés (milieu familial, social, échec scolaire, professionnel...) qui se retrouvent en prison. Comment s'étonner que les plus déshérités, les plus méprisés de notre société, les fils d'immigrés, soient, en grand nombre, à Fleury ? Les travailleurs étrangers représentent 10* % du nombre des salariés en France. 21% *des jeunes incarcérés sont de nationalité étrangère".* (Les jeunes en prison - page 93).

Il faut ajouter à cela que 21% des jeunes délinquants habitent dans des grands ensembles. Les sociologues font observer que la création d'une ZUP s'accompagne d'une *"flambée de délinquance en groupe"*. D'ailleurs, cette forme de délinquance croît en fonction de l'importance de l'agglomération.

■ Les taux de délinquance les plus élevés se trouvent dans les régions économiquement et industriellement les plus développées (Paris et région, Lyon, Nord).

En 1977, le Nord occupait la cinquième place pour l'indice de la criminalité et Lille, la 4me place des villes de plus de 100.000 habitants pour le *"taux"* (c'est-à-dire le total des crimes et délits pour 1.000 habitants). Roubaix occupait la 7ème place pour le taux. A Lille, on recense annuellement 1 délit pour 20 habitants.

(Ces chiffres concernent aussi la grande criminalité et la moyenne criminalité).

Immigrés, fils d'ouvriers ou de petits employés : tels sont les jeunes délinquants. Bien entendu, la crise économique et son cortège de souffrances et de misère pour les masses populaires, relancent et aggravent le phénomène de la délinquance des jeunes.

A cet égard, il est utile de souligner que "le capital" n'hésite pas à saccager des régions en exigeant l'exil de leur main-d'œuvre vers d'autres régions (par exemple, les sidérurgistes du Nord et de la Lorraine que l'on invite à aller s'embaucher à Dunkerque ou à Fos-sur-Mer...) et que la mobilité professionnelle qui en résulte est à la base de 23% des actes délinquants des jeunes.

Ces déracinements forcés que la bourgeoisie provoque par des mesures de restructuration de son capital et qu'elle justifie par sa propagande, constituent une des sources de la délinquance. (5).

de l'agression...

La bourgeoisie suscite la peur chez une partie de la population en présentant *"les agressions contre les honnêtes citoyens"* comme un phénomène grandissant qui représenterait une proportion importante (sinon dominante) de la délinquance de jeunes.

Or, cela est faux.

Les atteintes aux personnes constituent 8% de la délinquance des jeunes si on laisse de côté les "infractions *involontaires*" contre les personnes (c'est-à-dire les accidents de la route) pour ne considérer que les coups et blessures volontaires.

Et encore, ce chiffre de 8% ne concerne-t-il que la classe d'âge des 18/20 ans. De 16 à 18 ans, on chute à 6,8% et de 13 à 16 ans à 5,20%.

En d'autres termes, les "sensationnelles" photos de "Paris Match" montrant de braves gens tracassés dans les couloirs du métro par des "loulous" en vadrouille visent moins à refléter une réalité qu'à en exagérer l'importance et ce, afin de

PHOTO A.F.P.

Le renforcement de l'arsenal répressif a pour seul objectif la "protection" de la bourgeoisie et de son Etat.
Ci-dessus : arrestation lors d'une manifestation pour l'emploi à Nantes (9/2/79).

rendre crédible le discours sur "la sécurité des Français".

... à la sécurité de l'état

Quand la bourgeoisie parle de *"sécurité des Français"*, c'est à sa propre sécurité (au sujet de laquelle, elle nourrit, à juste titre quelque inquiétude) qu'elle pense.

Il lui est tout à fait indifférent de savoir que des gens, par millions, craignent pour le lendemain et que des familles entières passent de la difficulté à l'impossibilité de se nourrir, se loger, se chauffer, s'habiller...

Par contre, la bourgeoisie comprend qu'il est de son intérêt de s'appuyer sur la délinquance pour justifier le renforcement de son arsenal répressif. C'est à ce titre que la soi-disante lutte contre la délinquance joue un rôle analogue à celui du racisme.

"Mes chers amis, nous dit la bourgeoisie, moi aussi j'ai peur de rentrer le soir chez moi, et voilà d'où vient le mal. Tous ensemble, nous briserons les os de ces délinquants !".

But : Faire croire aux gens qu'il leur est plus profitable de se mettre sous la

"protection" de la bourgeoisie et de son Etat. Car, rapidement, la lutte contre la délinquance devient un appel à la sécurité de l'Etat.

Et, il faut bien s'en convaincre ; si les mesures que le gouvernement met en place sont parfaitement incapables d'assurer une quelconque sécurité, ni économique, ni morale, ni physique, elles sont par contre tout à fait adaptées à son combat de classe. L'îlôtage est une preuve vivante de cette affirmation (6).

notre réprobation s'appuie sur l'intérêt du prolétariat

La petite délinquance commise par des gens du peuple est l'affaire du peuple. C'est lui qui a, et aura, à la régler.

Et, création du capital, la délinquance est, sans doute, l'un des problèmes que seul le socialisme pourra régler définitivement.

Si la délinquance a, quant au fond, les *mêmes* racines que le mouvement révolutionnaire des masses, c'est-à-dire l'existence de l'exploitation et de l'oppression brutales du capitalisme, il n'en possède pas le même but.

NON, nous ne pouvons approuver la délinquance, plaie du capitalisme au même titre que le chômage. Naturellement, notre réprobation ne prend pas pour référence la loi bourgeoise car celle-ci n'a pas de valeur morale hors du régime fondé sur le profit.

Si les petits délinquants sont très sévèrement punis, la bourgeoisie protège et encourage les plus énormes crimes dont le pire est incontestablement le vol légal, chaque jour et à grande échelle, de plus-value à la classe ouvrière.

Notre réprobation s'appuie sur l'intérêt du prolétariat.

La petite délinquance, de même manière que le racisme, *est une source d'oppositions et de divisions (parfois graves) au sein du peuple.*

C'est en ce sens que, provoquée par l'injustice même du système capitaliste, elle le sert finalement en étant l'un des freins à l'unité au sein de la classe ouvrière et autour d'elle.

Serge GALLOIS

NOTES

(1) L'âge de 7 ans constitue la limite en dessous de laquelle on ne peut plus être considéré comme un délinquant. Encore s'agit-il d'un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation du 13 décembre 1956 car la loi française ne comporte aucune disposition à cet égard.

Par ailleurs, depuis 1906, la minorité pénale a été relevée dans notre pays à l'âge de 18 ans. L'abaissement de l'âge de la majorité n'a donc fait que sanctionner une réalité pénale ancienne.

(2) Les statistiques bourgeoises sont particulièrement confuses puisqu'elles considèrent les accidents de la route comme les atteintes contre les personnes au même titre que les agressions, les bagarres etc...

Par contre, les viols sont considérés comme des "atteintes aux mœurs" et ne sont pas rangés dans la catégorie des atteintes aux personnes. Remarquons, en outre, que les avortements sont considérés comme des atteintes contre les personnes.

(3) Henri Michard, directeur du Centre de Formation et de recherche de l'Education Surveillée " *La délinquance des jeunes en France*" (Documentation Française 1973).

(4) *"Il y a énormément d'alcoolisme chez les jeunes de la rue. En principe, les boissons alcoolisées sont interdites aux mineurs non accompagnés. Mais elles sont moins chères que les autres et de plus, il y a souvent "connivence" entre la police et les patrons de bars ou les garçons de café qui sont parfois des indicateurs... Alors, on ferme les yeux sur les débits de boissons ouverts jusqu'à trois heures du matin à des mômes de 14/15 ans ! On ne peut dire qu'on les pousse ainsi à l'alcoolisme et à la délinquance", et encore : "Au fond, la violence principale, la voilà : c'est celle du fric. Et les jeunes y sont pris eux-mêmes. On leur fait miroiter mille choses à la gueule et ils sont incapables de les atteindre. Ce supplice de Tantale de la consommation forcée, forcenée et toujours insatisfaite, c'est une des causes importantes de la violence. Logements inhumains, salaires insuffisants, familles déchirées, école inadaptée, formation professionnelle nulle... toutes ces conditions se trouvent réunies pour que fermente la révolte et que fleurisse la délinquance."*

Extraits de *"Un prêtre chez les loubards"* de Guy Gilbert - Stock Ed. 1978.

(5) La question de la jeunesse délinquante pose aussi le problème du sous-prolétariat ou du *"moyen prolétariat"*. On sait qu'une enquête établie en 1970 considérait que celui-ci représentait 17 % de la population active du pays soit 3 millions et demi de travailleurs dont un million vivant dans *"un état de misère profonde"* (enquête du Centre de Recherche et de Documentation sur la consommation CREDOC).

(6) Ilôtage : politique d'implantation de commissariats dans les quartiers populaires et d'intégration "d'agents de la force publique" (responsables d'îlot) dans les grands ensembles pour assurer la "sécurité des personnes et des biens".

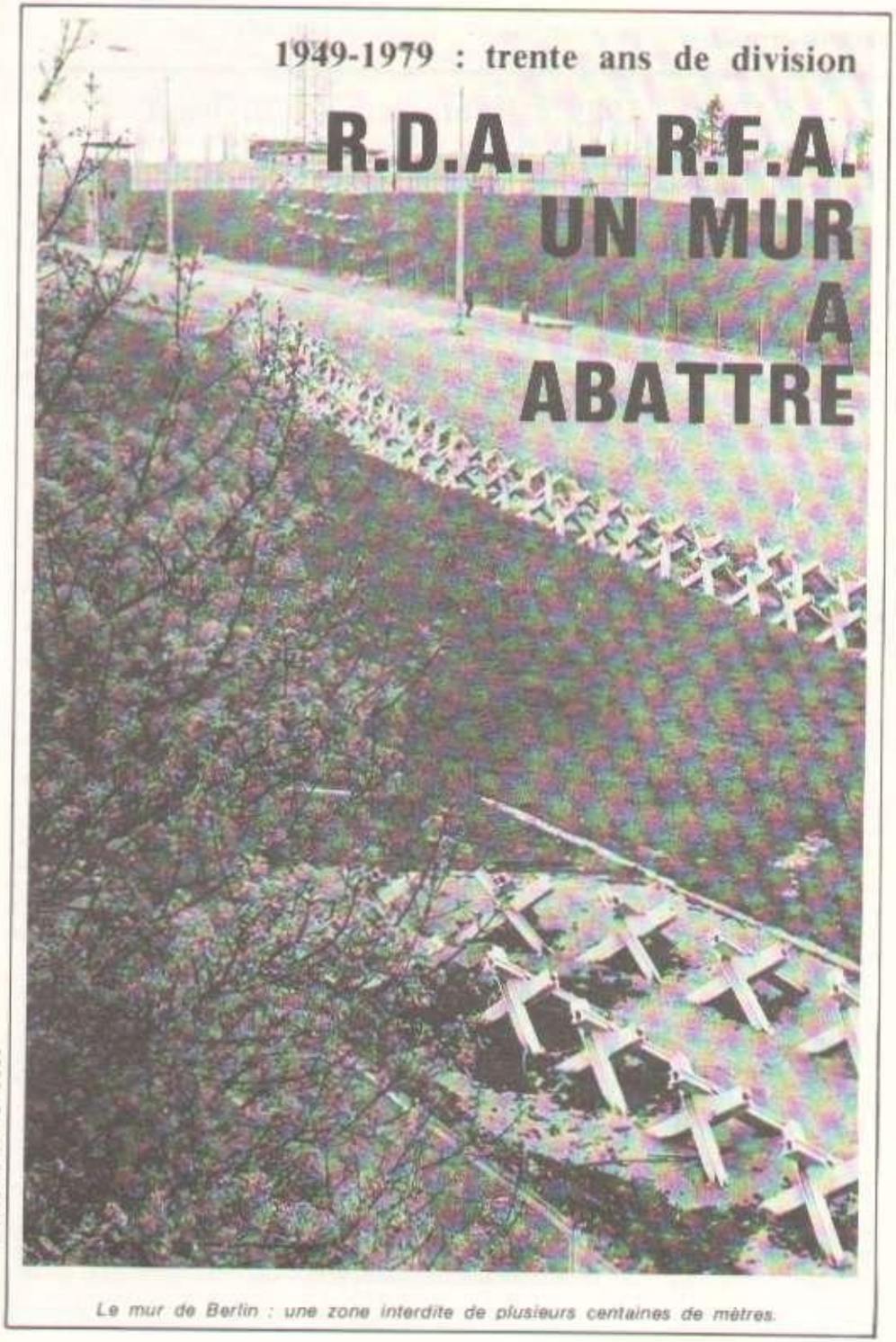


PHOTO HUMANITE ROUGE

Le mur de Berlin : une zone interdite de plusieurs centaines de mètres.

1949 - 1979 : trente ans de division

R.D.A. - R.F.A. UN MUR A ABATTRE

Imaginez Paris coupé en deux par un mur qui longerait, par exemple, le boulevard Saint-Michel, traverserait la place du Châtelet — un côté appartement à l'Est, l'autre à l'Ouest. Coupé en deux aussi, le boulevard de Sébastopol, le trottoir côté pair appartiendrait à Paris-Est, le trottoir côté impair à Paris-Ouest... Et imaginez qu'on ne puisse pas se rendre, sans formalités compliquées, de Paris-Ouest à Paris-Est — de l'Etoile à Belleville, ou du Louvres à l'Hôtel de Ville. Les lignes de métro, du bus, elles aussi, seraient coupées en deux... Plus aucune communication directe de Paris-Est à Paris-Ouest... Et tout autour de Paris-Ouest, le long du boulevard périphérique, il y aurait aussi un mur et des barbelés...

Vision cauchemardesque, irréaliste, impossible ?

Et pourtant...

Telle est bien, sans exagération aucune, la situation d'une autre capitale européenne, à mille kilomètres de Paris — la situation à Berlin, depuis 1961. Telle est aussi la situation de l'Allemagne divisée depuis trente ans.

Tout le territoire de Berlin-Ouest est entouré d'un double mur encadrant une zone interdite. Sur l'un des murs, haut de 2,50 mètres, un tuyau de béton lisse — pour que des mains de fugitif ne puissent s'y agripper. Dans la zone interdite, large de plusieurs dizaines de mètres et éclairée la nuit par de puissants projecteurs, des mines, des chevaux de frise, des miradors, et les patrouilles constantes des soldats frontaliers de l'Allemagne de l'Est.

Des rues entières ont été détruites pour permettre l'installation de cette zone interdite, et des façades entières ont été murées.

Si, par hasard, les soldats frontaliers de l'Est aperçoivent quelqu'un qui tente de fuir à l'Ouest, ils ont ordre de lui tirer dessus, pour le ramener coûte que coûte, vivant — ou mort : 70 personnes ont été ainsi assassinées depuis 1961.

Ceci, c'est à Berlin. Mais entre l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est, les autorités orientales ont fait mettre en place le même dispositif qu'autour de Berlin-Ouest, donc sur 559 kilomètres. Les deux murs y sont simplement remplacés par des barbelés. Et sur 160 kilomètres, il y a des armes qui se déclenchent automatiquement dès que vibre un fil invisible. Côté Est, tout le long de la frontière, une zone spéciale, de cinq kilomètres de large, dans laquelle on ne peut aller qu'avec un laisser-passer spécial...

Imagine-t-on bien ce que cette division signifie pour les Allemands ?

Pour les Berlinois de l'Ouest, il est impossible de se déplacer dans un rayon de plus de trente kilomètres sans visa. Il n'est pas rare qu'un Berlinois de l'Ouest ait un frère, une sœur, un père, une petite amie... de l'autre côté — et pour lui rendre visite, que de complications !

Quant aux Allemands de l'Est, sauf les retraités (dont les autorités voudraient bien se débarrasser car ils ne font que coûter de l'argent), et sauf dans des cas exceptionnels pour les non-retraités, ils n'ont pas le droit d'aller voir leurs parents et leurs amis de l'autre côté de la frontière.

Les Allemands de l'Ouest et les Berlinois de l'Ouest peuvent aller à l'Est un maximum de trente jours par an. Il n'en fut pas toujours ainsi : de 1966 à 1972, aucun Berlinois de l'Ouest ne put aller à l'Est... Pour passer de l'autre côté du mur, il faut accomplir de nombreuses formalités — au moins cinq contrôles d'identité et de douane, payer 5 mark de visa (11 F), changer au moins 6,50 Mark (14 F) si on reste un jour (bien plus pour plusieurs jours), risquer d'être refoulé, d'être fouillé — et la fouille corporelle, bien que rare, n'est pas exclue. — Tout cela pour aller d'un quartier de Berlin à un autre.

Pour aller du quartier de Kreuzberg à la Gare de l'Est, on mettrait dix minutes à pied, peut-être — s'il n'y avait pas le mur. Mais actuellement, le temps d'aller au poste-frontière, de subir les différents contrôles, il faut plus d'une heure...

La nation allemande se trouve ainsi coupée en deux dans toute sa vie économique, politique, culturelle, humaine. Les barbelés, les murs et les miradors divisent, depuis bientôt trente ans, le patrimoine accumulé par le peuple allemand depuis des siècles et des siècles.

Comment en est-on arrivé là ?

LES ORIGINES DE LA DIVISION

Il faut remonter à l'année 1945, quand l'Allemagne vaincue fut occupée par les forces armées alliées de l'URSS, des USA, de la Grande-Bretagne et de la France.

Depuis deux ans déjà, les Alliés discutaient de ce que devait devenir l'Allemagne après l'anéantissement des armées nazies. En novembre 1944, ils adoptèrent à Londres le principe de la division de l'Allemagne en *"zones d'occupation"* et la création d'un organisme commun de contrôle de tout le pays. Berlin lui-même, situé au cœur de la zone attribuée à l'URSS, devait être administré en commun — toute décision devant être prise à l'unanimité des représentants des quatre pays alliés ; mais il fut aussi divisé en "secteurs" où les puissances alliées devaient stationner leurs troupes.

Toutefois, tant selon la lettre que selon l'esprit des accords de l'époque, cette division devait être provisoire — jusqu'à la conclusion d'un traité de paix. Lors de la Conférence de Potsdam qui réunit en juillet 1945 les *"trois Grands"* (Staline pour l'URSS, Truman pour les USA et Attlee pour la Grande-Bretagne), Staline défendit fermement le principe de l'unité de l'Allemagne. Et les accords signés à l'issue de ces négociations stipulèrent explicitement que l'Allemangne "devait être considérée comme une entité économique unique".

Mais très rapidement, des divergences apparurent entre Soviétiques et Occidentaux.

Les Soviétiques soutenaient sans réserve les forces démocratiques allemandes et souhaitaient détruire, conformément aux Accords de Potsdam, le pouvoir des monopoles qui avaient financé la guerre hitlérienne. Ils impulsèrent

Churchill, Truman, Staline à la conférence de Potsdam en juillet 1945.

Les U.S.A. veulent faire de la R.F.A. la vitrine des sociétés "libérales".

Septembre 1959 : le chancelier allemand Adenauer reçoit le président américain Eisenhower.

vigoureusement la dénazification et la démocratisation de la vie économique et politique.

Au contraire, les Américains, suivis des Britanniques et des Français préfèrent entraver la dénazification et la démocratisation pour transformer au moins la partie de l'Allemagne qu'ils contrôlaient — les trois zones occidentales — en un bastion politique, économique et militaire dirigé contre l'Union soviétique et les pays de démocratie populaire.

On en arriva ainsi très rapidement à une division de l'Allemagne et de Berlin en deux — et ce torpillage de l'unité allemande fut sans conteste à l'initiative des Alliés occidentaux.

1949 : création de deux états.

En janvier 1947, les zones d'occupation américaine et britannique fusionnèrent sur le plan économique en une bizone, à laquelle s'adjoignit la zone française en avril 1949 : ce fut la trizone. Le 23 mai 1949, cette trizone se constitua en *"République fédérale d'Allemagne"* (RFA). Et en réplique à la création de cet *"Etat séparé"* à l'Ouest, la zone soviétique se transforma le 7 octobre 1949 en *"République démocratique allemande"*.

La division de Berlin fut la conséquence de la division de l'Allemagne.

Certes, l'ancienne capitale du Reich se trouvait au cœur de la zone soviétique, et elle en était inséparable à tout point-de-vue (approvisionnement, évacuation des ordures, eau, électricité, communications, etc.).

Il aurait donc été raisonnable que les mesures adoptées en zone soviétique fussent également adoptées dans tous les secteurs de Berlin. Mais les Alliés occidentaux voulaient intégrer les secteurs de Berlin qu'ils contrôlaient dans la vie de l'Etat occidental. Le 20 juin 1948, ils y procédèrent à une réforme monétaire, contre le véto soviétique. Et ce fut le début de la division institutionnelle de Berlin. Berlin-Ouest devint de fait, mais pas de droit, une partie de la République fédérale d'Allemagne. Berlin-Est de fait la capitale de la République démocratique.

Entre les deux Etats, les autorités orientales instaurèrent une frontière strictement contrôlée, mais à Berlin, on put néanmoins circuler librement entre les deux parties jusqu'en 1961.

La RFA fut redressée sur le plan économique avec les capitaux américains et transformée en un bastion contre le camp socialiste ; Berlin-Ouest joua le rôle de tête-de-pont occidentale en plein cœur de la RDA.

En RDA eurent lieu de profondes transformations économiques, politiques et sociales, notamment avec la nationalisation de l'industrie, la collectivisation de l'agriculture et de l'artisanat. Sans aucun doute, le niveau de vie de la population s'y développa nettement moins vite qu'en RFA. Sur tous les plans, il s'ensuivit un déséquilibre important entre les deux parties de l'Allemagne divisée.

Pour mettre un terme à ce flot de régugiés qui créait en RDA une dramatique pénurie de main d'œuvre, les autorités de Berlin-Est prirent, en accord avec le Pacte de Varsovie, la décision de fermer la frontière entre les deux parties de Berlin et de construire un mur tout autour de Berlin-Ouest.

1961 : le mur

Le 13 août 1961, toute circulation entre les secteurs occidentaux et le secteur oriental de Berlin fut brutalement interrompue.

Cette date marque un tournant fondamental du problème allemand.

Le 13 août 1961 la milice est-allemande barre l'accès à la porte de Brandebourg. Quelques heures plus tard elle sera remplacée par le mur.

Jusqu'en 1961, entre 3 et 4 millions d'Allemands de l'Est profitèrent de la frontière ouverte à Berlin pour passer à l'Ouest. Certains avaient des motivations directement politiques ; ils refusaient le régime oriental et préféraient la "liberté" occidentale. D'autres étaient attirés par le plus haut niveau de vie à l'Ouest. D'autres enfin voulaient tout simplement rejoindre à l'Ouest l'autre partie de leur famille.

Jusqu'alors, c'étaient les Occidentaux qui avaient tout fait pour diviser l'Allemagne et en garder au moins une partie dans leur camp. A partir de 1961, l'Union soviétique prend le relais des puissances occidentales pour consolider et approfondir la division et affermir leur domination sur *"leur"* Allemagne.

Nul doute que l'Etat est-allemand profita de cette division, d'une part parce

que son économie n'était plus perturbée par une émigration massive, d'autre part parce que l'influence de la bourgeoisie occidentale y régressa : les gens ne pouvaient plus espérer la réunification rapide du pays sous la houlette de Bonn, et ils devaient s'accommoder d'un Etat que, dans leur majorité, ils n'appréciaient pourtant pas : car malgré son titre "*ouvrier et paysan*", le pouvoir n'y était pas exercé par les travailleurs, mais par une couche privilégiée de nouveaux bourgeois d'Etat.

Pendant les années soixante, la division de l'Allemagne s'approfondit donc. Les contacts entre la population des deux parties devinrent difficiles et rares : les Berlinois de l'Ouest n'eurent pas l'autorisation de se rendre une seule fois à l'Est de 1966 à 1972. Pour téléphoner de Berlin-Est à Berlin-Ouest (ou vice-versa), il fallait passer par le central téléphonique de Francfort, à 600 kilomètres de là, et attendre des heures et des heures, etc.

le dégel

Au niveau politique, la situation ne commença à se débloquer qu'à partir de 1966, et ce pour plusieurs raisons.

D'une part, l'impérialisme ouest-allemand avait pansé ses blessures de guerre et aspirait à jouer un rôle croissant en Europe de l'Est — ne fût-ce qu'en raison des immenses marchés qu'il y convoitait. Sur le plan politique, il aspirait à rivaliser avec l'Union soviétique pour la domination en Europe de l'Est, et espérait pouvoir miser sur certaines tendances de résistance à l'URSS qui apparaissaient dans plusieurs pays, notamment en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

D'autre part, les dirigeants soviétiques eux-mêmes manifestèrent de l'intérêt pour des relations avec l'Allemagne de l'Ouest, dans la mesure où elles pouvaient lui apporter la technologie et les équipements nécessaires pour combler son retard économique face à l'Ouest.

Des premières tentatives de contact direct entre les deux Etats allemands échouèrent en 1966-1968, et ce ne fut qu'après la formation à Bonn d'un gouvernement à majorité sociale-démocrate dirigé par Willy Brandt que les choses commencèrent à changer. Ce fut le début de *l'Ostpolitik* (politique à l'Est) de l'Allemagne de l'Ouest (1969).

Le 19 mars 1970 eut lieu une première rencontre inter-allemande au sommet, à Erfurt (RDA) entre les deux chefs de gouvernement — les deux "*Willy*" : Willy Brandt et Willy Stoph. Elle n'aboutit à rien, mais elle concrétisait néanmoins l'amorce du dégel.

Mais la clef des relations inter-allemandes se trouva d'abord à Moscou. Le Kremlin voulait profiter le premier des relations avec Bonn et, vu sa domination sur Berlin-Est, c'était avec lui qu'il fallait d'abord traiter.

Le 12 août 1970 était signé à Moscou le traité soviéto-ouest-allemand. Par delà le détail du traité, sa signature marquait un fait nouveau : les dirigeants soviétiques avaient renoncé à leur exigence antérieure de reconnaissance diplomatique préalable de la RDA par la RFA. Ils s'étaient permis de négocier avec la RFA par-dessus la tête des dirigeants est-allemands, et en sacrifiant les intérêts d'Etat de la RDA.

Pour eux, certes, c'était tout bénéfice, car ils purent presque immédiatement signer d'importants contrats avec les monopoles ouest-allemands et obtenir ainsi de gros équipements lourds (notamment des tuyaux pour un pipe-line géant).

Mais cela suscita une opposition sourde de la part du numéro un est-allemand, Walter Ulbricht, qui s'opposa opiniâtrement à toute concession que souhaitaient faire les Soviétiques sur le dos de l'Etat qu'il dirigeait. Aussi les négociations ouvertes le 26 mars 1970 entre les quatre puissances (URSS, USA, Grande Bretagne, France) ne purent-elles aboutir qu'après la démission de Walter Ulbricht (bien sûr "pour raisons d'âge et de santé"...) et son remplacement par Erich Honecker (3 mai 1971).

Le 5 septembre suivant, les Quatre paraphaient un accord sur Berlin-Ouest.

Il ne restait plus aux deux Etats allemands qu'à se mettre d'accord sur les dispositions concrètes d'application de ces accords — ce fut fait le 8 novembre 1972 avec la signature du "*Traité fondamental*" RFA — RDA et l'échange de différents documents annexes.

Les relations actuelles entre les deux parties de l'Allemagne reposent sur ces accords. Que stipulent-ils donc ?

■ Les quatre puissances (URSS, USA, Grande-Bretagne, France) restent toujours responsables pour l'Allemagne dans son ensemble, conformément aux dispositions prises à la fin de la guerre, et jusqu'à la signature d'un Traité de paix.

■ **"La République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne développent entre elles des relations normales de bon voisinage sur la base de l'égalité."** (Article 1 du Traité fondamental). Il ne s'agit pas d'une reconnaissance diplomatique : chaque Etat allemand n'a dans la capitale de l'autre qu'un représentant permanent et non un ambassadeur.

■ **Berlin-Ouest n'est pas "partie intégrante" de la RFA,** mais les liens entre eux sont reconnus et doivent être développés. (Accord quadripartite).

■ Tout un ensemble de réglementations sont adoptées — ou prévues — en marge du Traité fondamental pour les différentes formes de coopération entre les deux Etats et le développement de leurs relations :

— transit de RFA à Berlin-Ouest ;
— visites des ressortissants ouest-allemands en RDA ;
— visites des Berlinois de l'Ouest à Berlin-Est et en RDA ;
— communications dans tous les domaines (postes, santé, culture, sport, presse, etc.).

Ces accords et traités ne constituent pas une solution définitive de la question allemande, ils n'entérinent pas non plus sa division. Ils permettent simplement une normalisation et un développement des rapports entre les deux Etats existants, à tous les niveaux. Extrêmement compliqués dans leur détail, leur esprit et leur lettre, ils vont donner lieu à de multiples querelles qui ne sont pas simplement juridiques, mais réellement politiques. Pour ne prendre qu'un exemple : quelle est la nature exacte des relations entre Berlin-Ouest et la RFA ? S'agit-il de *"Bindungen"* (liens étroits) ou de *"Verbindungen"* (relations vagues) ? Les textes officiels restent flous à ce sujet. Les autorités est-allemandes et soviétiques, qui souhaitent détacher Berlin-Ouest de la RFA, parlent de Verbindungen — les autorités ouest-allemandes et ouest-berlinoises de Bindungen. A peine les accords signés, la polémique se développe donc sur leur interprétation. Et en s'engageant à les *"respecter strictement et à les appliquer intégralement"*, les deux gouvernements allemands n'ont rien résolu du tout.

Ceci dit, ces accords ouvrent une nouvelle page des rapports inter-allemands. Et ceci apparaît jusque dans les termes qu'on emploie pour désigner l'autre partie. Jusqu'à la fin des années soixante, on parlait officiellement, à l'Est de la *"République fédérale ouest-allemande"* — pour bien souligner qu'elle ne représentait pas toute l'Allemagne ; maintenant on dit simplement *"RFA"*. A l'Ouest, on ne parlait jamais de la RDA, mais uniquement de la *"zone soviétique"*, de la *"zone"*, du *"régime de Ulbricht"*, de la *"soi-disante RDA"* ou de la *"RDA"* (avec guillemets) — maintenant la plupart des grands journaux — hormis ceux du groupe Springer — écrivent *RDA* sans guillemets...

LES POSITIONS DES DIFFERENTES PARTIES CONCERNEES

Voyons maintenant la position et la politique des différentes parties concernées sur la question nationale allemande, dans la situation issue des accords de 1970-72.

la bourgeoisie ouest-allemande

L'objectif officiellement proclamé de la bourgeoisie monopliste allemande réfugiée à l'Ouest au lendemain de la guerre n'a au fond pas varié depuis 35 ans : elle veut toujours récupérer ce qu'elle a perdu à l'Est — c'est-à-dire à la fois dans l'actuelle RDA et dans les territoires arrachés à l'Allemagne en 1945 et maintenant incorporés à la Pologne et à l'Union soviétique. Cet objectif a été réaffirmé explicitement en 1973 par le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe. La base juridique de cette position est le fait que les décisions prises en 1945, notamment sur le transfert à la Pologne et à l'URSS de territoires allemands, n'ont jamais été présentées explicitement comme définitives, mais seulement comme provisoires jusqu'à la signature du traité de paix.

Mais le désir est une chose, la réalité en est une autre. Depuis 1945, l'impérialisme n'a jamais été de taille à agir efficacement dans ce sens. Si, vers le milieu des années soixante, il caressait le rêve de s'infiltrer en douceur en Europe de l'Est, l'intervention brutale des chars soviétiques à Prague en août 1968 lui a prouvé que l'URSS n'était pas disposée à abandonner ne fût-ce qu'une parcelle des positions acquises par elle au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Le seul moyen d'*"expansion à l'Est"* des monopoles ouest-allemands est donc le commerce avec les Etats tels qu'ils sont — ce qui suppose la reconnaissance préalable des réalités existantes. Et ce commerce est trop important pour qu'une fraction quelle qu'elle soit des monopoles puisse y renoncer.

C'est la raison pour laquelle l'ensemble des représentants politiques de la bourgeoisie a accepté bon gré mal gré la politique à l'Est du chancelier Willy Brandt, même si l'opposition chrétienne-démocrate, dont la figure de proue est Franz-Josef Strauss, a toujours dénoncé sans relâche les concessions politiques militaires et économiques auxquelles se prête la RFA pour conquérir une part des marchés est-européens.

Et ces concessions sont très importantes. Sur le plan politique d'abord. Toute la politique à l'Est impulsée par Brandt puis, à partir de 1974, par Helmut Schmidt, est liée à la "détente" dont les dirigeants soviétiques ne cessent de vanter les bienfaits en même temps qu'ils se lancent dans une course effrénée aux armements. Les nécessités de la politique à l'Est amènent les sociaux-démocrates à soutenir bon gré mal gré les illusions les plus nocives sur l'hégémonisme soviétique, et à se soumettre dans une certaine mesure à ses exigences. Un exemple : alors que beaucoup de leaders politiques souhaitaient depuis longtemps l'établissement de relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, cela s'est fait très lentement, et après la normalisation inter-allemande seulement : les dirigeants ouest-allemands ne voulaient pas mécontenter le Kremlin et risquer de sacrifier la politique à l'Est sur l'autel de bonnes relations avec Pékin.

PHOTO A.F.P.

La politique à l'est de Willy Brandt puis d'Helmutt Schmidt n'est pas faite pour déplaire aux maîtres du Kremlin.
Le chancelier ouest-allemand reçoit Leonid Brejnev et Andreï Gromyko (mai 1978).

Ceci dit, la menace militaire soviétique est trop forte et trop proche des frontières de la RFA pour que ses dirigeants n'en aient pas conscience. Mais ils préfèrent s'en remettre aux USA et à leur parapluie nucléaire plutôt que de mener une politique de défense réellement autonome qui ferait pousser immédiatement les hauts cris à Moscou.

Les concessions à l'Est sont aussi d'ordre économique. Toutes les facilités que la RFA arrache à la RDA dans le domaine des relations entre les deux Etats sont assorties d'une forte contre-partie financière. Ainsi, la RFA a obtenu la suppression du visa obligatoire de transit pour les Allemands de l'Ouest qui vont à Berlin-Ouest et vice-versa — mais maintenant, c'est elle qui verse la somme équivalente à la RDA. Autre exemple : la RFA a proposé à la RDA la construction d'une autoroute Hambourg-Berlin pour développer le trafic avec Berlin-Ouest — et cela se fera entièrement aux frais de la RFA, bien que cette autoroute se trouve aux 4/5ème en RDA !... Pour faire libérer des prisonniers est-allemands, la RFA verse à la RDA — pour chacun — plusieurs millions de centimes...

Pour toutes ces petites choses qui sont une simple application des accords de 1972, la RFA a versé à la RDA, rien que pour l'année 1978, 755 millions de Mark, soit à peu près 180 milliards de centimes.

Certes, les dirigeants ouest-allemands tirent un bénéfice moral de cette politique, qui leur permet de se faire passer pour de véritables défenseurs de l'unité allemande, tant auprès des Allemands de l'Ouest qu'auprès des Allemands de l'Est. Mais l'apport de devises à l'Est est un soutien au moins indirect à l'hégémonisme soviétique. Et n'est-ce pas lui qui tient actuellement le plus à la division de l'Allemagne et dont provient la plus lourde menace pour la RFA ? — Une telle politique de concessions ne correspond pas, en fin de compte, aux intérêts de l'indépendance et de l'unité de l'Allemagne.

la nouvelle bourgeoisie est-allemande

Si les dirigeants est-allemands ont finalement accepté, en 1971, que les Soviétiques négocient et fassent des concessions sur leur dos, ce n'est pas sans raison.

La politique inter-allemande de l'Allemagne de l'Est suit depuis 1971 deux lignes parallèles et contradictoires.

La première est celle de *l'Abgrenzung* (littéralement : démarcation ; il s'agit de la *séparation totale* avec l'autre partie de l'Allemagne). Elle a été impulsée dans tous les domaines après le remplacement de Walter Ulbricht par Honecker à la tête du parti en mai 1971. Elle vise à la consolidation du pouvoir de la nouvelle bourgeoisie d'Etat est-allemande et implique l'approfondissement de la division de l'Allemagne.

Les partisans de l'*Abgrenzung* prétendent que la nation allemande unie a cessé d'exister et qu'il y a maintenant deux Etats nationaux en Allemagne : une nation capitaliste (à l'Ouest) et une nation socialiste (à l'Est). Entre les deux Etats nationaux, plus aucun point commun autre qu'un passé lointain. Et Honecker a poussé cette théorie à l'extrême. Toutes les institutions qui avaient le mot "Allemagne" dans leur nom ont été débaptisées : une station de radio s'appelait avant *"Radio Allemagne"* — elle a été débaptisée en *"Voix de la RDA"*. Les linguistes ont même été mobilisés pour démontrer que deux langues différentes étaient en train de naître dans les deux Etats allemands — comme si les gens d'un côté du mur avaient besoin désormais d'un interprète pour comprendre leurs parents de l'autre côté...

Cette théorie a toujours eu pour but l'affirmation de l'Etat est-allemand dans l'arène internationale, mais aussi de freiner les relations entre les Allemands de part et d'autre du mur, ainsi que la circulation des idées. C'est dans cet esprit qu'à partir de 1971, de larges catégories de gens ont été déclarées *"détenteurs de secrets d'Etat"* et qu'il leur a été décommandé, sinon interdit, d'avoir des contacts avec des parents ou avec des amis à l'Ouest.

Dans cet esprit également, les autorités est-allemandes ont soumis le travail des journalistes occidentaux à une réglementation draconienne : par exemple, ceux-ci n'ont pas le droit de réaliser d'interview de citoyen de la RDA sans autorisation, préalable ; pour se déplacer en RDA, ils ont aussi besoin d'une autorisation, etc (mesures adoptées en avril 1979).

La seconde ligne directrice de la politique inter-allemande de Honecker est exactement l'inverse de *l'Abgrenzung* : c'est le développement de larges relations économiques avec l'Ouest. Dès 1971, Honecker a misé là-dessus pour développer l'économie et aussi élever le niveau de vie de la population afin que ne se reproduisent pas en RDA des troubles sociaux analogues à ceux qui eurent lieu en Pologne en 1970-1971.

Le commerce inter-allemand est en augmentation constante depuis quelques années, de l'ordre de 6% par an. En 1978, il a atteint environ 9 milliards de Mark. Et il présente pour la RDA des avantages financiers importants : absence de droits de douane et facilités de crédits.

Mais le développement de ces relations est un engrenage sans fin dont le résultat est d'une part l'endettement croissant de la RDA envers la RFA (3 milliards de Mark en 1977), d'autre part l'aspiration croissante des Allemands de l'Est à jouir du même niveau de vie matériel qu'en RFA — et ceci interdit à Honecker de mettre un coup d'arrêt à cette politique : cela risquerait de susciter une explosion de mécontentement dangereuse pour son pouvoir.

L'Abgrenzung apparaît comme un contre-poids au développement des relations inter-allemandes, mais Honecker se trouve véritablement sur une corde raide.

les intérêts de l'union soviétique

Jusqu'à présent, l'URSS a plutôt poussé les dirigeants est-allemands dans le sens de *l'Abgrenzung*. Et ceci pour une raison évidente : l'URSS ne peut dominer solidement la RDA que si celle-ci n'est pas trop perméable à l'attraction occidentale.

Ces deux aspects sont intimement liés, et l'URSS a poussé la RDA à les inscrire dans la nouvelle Constitution adoptée en 1974. Par rapport à celle adoptée en 1968, soit six ans plus tôt seulement, celle-ci comportait deux modifications essentielles : 1) la suppression de toute référence à une quelconque unité allemande ; 2) l'affirmation de l'*"alliance éternelle et indestructible avec l'Union soviétique"*.

Depuis, on sait que l'URSS a souvent critiqué le développement intense du commerce avec l'Ouest. C'est notamment sur son insistance que les autorités est-allemandes ont été amenées, en avril 1979, à réglementer de façon draconienne la circulation et l'utilisation du Mark-Ouest en RDA.

Pourtant, les choses ne sont pas aussi simples. Car Moscou a aussi intérêt à avoir de bonnes relations avec la RFA, qui se taille la part du lion dans les importations de technologie avancée en provenance d'Europe de l'Ouest - l'URSS ne peut s'en priver. De plus, la politique à l'Est de Brandt et Schmidt est un trop précieux soutien à la fumée de la "détente" pour que Moscou puisse risquer de la mettre en danger. A plusieurs reprises, Moscou a exprimé son soutien ouvert aux sociaux-démocrates contre les chrétiens-démocrates trop critiques à son égard : en 1969, le Kremlin s'est explicitement félicité de la victoire des sociaux-démocrates aux élections. En 1972, quand le gouvernement Brandt faillit être renversé, le Kremlin souligna dans plusieurs articles les graves conséquences qu'aurait un retour au pouvoir de la démocratie-chrétienne. Et en mai 1978, Brejnev, bien que visiblement fort malade, s'est rendu une nouvelle fois à Bonn pour souligner le poids qu'il attachait à de bonnes relations avec la RFA.

A ces deux considérations s'en ajoute une troisième. Si Moscou a intérêt actuellement à une RDA forte et "séparée" de la RFA, le Kremlin se garde de fermer toute porte à une éventuelle réunification. Car sous certaines conditions, c'est-à-dire si le Kremlin pouvait y jouer un rôle décisif sinon dominant, une Allemagne réunifiée représenterait un point important marqué dans la rivalité soviéto-américaine : cela désagrégerait le flanc central de l'OTAN et laisserait donc le champ libre aux chars russes jusqu'au Rhin.

et les allemands eux-mêmes ?

Les Allemands de l'Ouest et de l'Est ont fait massivement usage des possibilités de voyages dans l'autre partie ouverte par les accords de 1972. Les chiffres sont éloquents : en 1978, 3.200.000 Allemands de l'Ouest se sont rendus en RDA, et pour les Berlinois de l'Ouest le nombre total de visites à l'Est en 1978 est de plus de 3.200.000. Dans l'autre sens 1.384.000 Allemands de l'Est retraités ont été à

l'Ouest, ainsi que 23.000 autres ressortissants est-allemands.

Par ailleurs, quelque 200.000 Allemands de l'Est ont saisi l'occasion du dégel des relations inter-allemandes pour demander l'autorisation d'émigrer à l'Ouest. Chiffre très élevé — presque 1% de la population — surtout si l'on pense à toutes les persécutions auxquelles ils s'exposent par cette simple demande : perte immédiate de l'emploi, discrimination à l'égard de toute la famille, surveillance policière constante, etc.

Les possibilités d'émigration illégale en franchissant le mur ou par les voies de transit sont de plus en plus réduites et risquées. Néanmoins, deux Allemands de l'Est par jour fuient leur pays en utilisant le transit RFA-Berlin-Ouest.

Ces chiffres en disent long sur la "popularité" du régime est-allemand...

Les rapports plus fréquents entre Allemands de part et d'autre du mur ont eu des conséquences tout-à-fait positives sur les plans politique et idéologique.

D'abord, cela a permis une meilleure connaissance réciproque.

Jusqu'en 1972, les Allemands de l'Ouest ne connaissaient guère de l'autre Allemagne que les clichés diffusés massivement par la propagande réactionnaire des mass-média. Depuis, ils ont eu l'occasion d'entendre leurs parents, leurs amis vivant à l'Est leur parler concrètement de leurs conditions de travail et de vie. Et cela a entraîné la prise de conscience qu'à l'Est et à l'Ouest, les travailleurs subissaient une même exploitation et une même oppression, même si les conditions concrètes en différaient. La conscience de ce que représente concrètement la domination soviétique s'est également développée.

Une conséquence politique immédiate en a été l'absence de toute influence réelle, et même la régression régulière du minuscule "parti communiste allemand" (DKP) pro-soviétique et pro-est-allemand à 100%. Les Allemands ont trop clairement sous les yeux la caricature hideuse du socialisme à l'Est pour faire confiance à un parti qui en prend la défense systématique.

A l'inverse, la solidarité s'est développée entre ceux qui luttaient contre le régime d'exploitation à l'Est et à l'Ouest. Cela a été particulièrement net à l'occasion de l'expulsion de RDA du chanteur contestataire Wolf Biermann, en novembre 1976, et depuis : Biermann est devenu aussi populaire à l'Ouest qu'il l'était à l'Est, et quand il se produit en public, il fait toujours salle archi-comble.

Cette solidarité s'est également manifestée avec force envers le dissident est-allemand Rudolf Bahro, condamné en 1978 à six ans de prison pour avoir écrit un livre au titre révélateur : *"L'Alternative."* Les thèses critiques de Bahro ont été l'objet d'une ample discussion dans les milieux de la gauche ouest-allemande, notamment lors d'un symposium sur Bahro à Berlin à l'automne 1978. A cette occasion, on a vu notamment Rudi Dutschke, l'ancien leader du mouvement étudiant de 1968 lancer de vibrants appels à la solidarité avec l'opposition dans les pays de l'Est.

En même temps que cette solidarité par-dessus le mur, s'est développée la conscience d'appartenir à une seule et même nation.

Pendant les années qui avaient suivi la construction du mur en 1961, le thème de l'unité nationale avait semblé disparaître des préoccupations des gens — la situation était trop bloquée pour que l'on pût faire autre chose que d'en rêver... Mais depuis 1972, les relations entre les deux parties de l'Allemagne se sont tellement développées sur tous les plans que, de nouveau, la question nationale est à l'ordre du jour. Tout y contribue : la circulation des gens, des idées et des marchandises d'une Allemagne à l'autre. Quelques exemples : la littérature est-allemande est maintenant diffusée et lue massivement à l'Ouest — le premier ouvrage de Biermann (La Harpe de barbelés) a été tiré à 80.000 exemplaires... Comme la plupart des grands auteurs est-allemands sont plus ou moins dans l'opposition, beaucoup de chefs-d'œuvre littéraires est-allemands sont imprimés seulement à l'Ouest, et, de là, réintroduits et diffusés clandestinement à l'Est... A l'Est, la télévision occidentale est plus regardée que la télévision orientale... Certains produits occidentaux jusque là introuvables à l'Est y sont maintenant en vente, comme ces poudres du docteur Oetker avec lesquelles ont fait de la crème chantilly en un tour de bras...

Tous ces "riens" réinstallent la question nationale allemande dans la vie quotidienne des gens — et comment nier dès lors que sa résolution est, reste, et n'a jamais cessé d'être un problème actuel et brûlant ?

Cela concerne en premier lieu, certes, les 80 millions d'Allemands. Mais l'histoire des trente-cinq dernières années montre aussi à quel point la question allemande est liée à la situation internationale dans son ensemble et aux rapports entre les grandes puissances, dont elle est un aspect spécifique et un problème particulier. En ce sens, la résolution de la question allemande concerne aussi le reste du monde, et les Européens au premier chef.

Dans quels termes de politique internationale la question allemande se pose-t-elle donc actuellement ?

REUNIFICATION ET DESARMEMENT

Un grand débat a éclaté dans les couloirs de Bonn, depuis l'été 1978. On a alors fait état de plans de réunification mijotés par certains leaders sociaux-démocrates, parmi lesquels Egon Bahr, qui avait été, à l'ombre de Willy Brandt, le grand artisan des accords de 1972. Ces plans prévoyaient la sortie de l'Allemagne de l'Ouest de l'OTAN en échange de garanties de non-agression de la part de l'Union soviétique. Et cette neutralisation de la RFA ouvrirait la voie à la réunification.

L'existence de tels plans fut rapidement démentie, mais n'en suscita pas moins un vif débat. Et toute l'affaire rebondit en janvier 1979 avec les déclarations fracassantes du président du groupe parlementaire social-démocrate, Herbert Wehner.

D'une part, Wehner posa à nouveau le problème d'une union des deux Etats allemands : *"On pourrait*, dit-il, *reprendre des combinaisons imaginées dans les années cinquante et soixante, par exemple celle conçue et développée, certes avec des buts inverses, par Ulbricht de l'autre côté de cette frontière qui nous sépare : une confédération ou une communauté économique."*

Mais en même temps, Wehner lia ses idées sur la réunification au problème du désarmement : il nia la nécessité pour l'Allemagne de l'Ouest de développer son potentiel militaire défensif face à l'Union soviétique, prêcha une attitude plus souple, c'est-à-dire plus conciliante, aux négociations de Vienne sur le désarmement ; et sur la question de l'Union soviétique elle-même, il déclara : *"Il y a certes une certaine philosophie selon laquelle une menace émanerait de l'Union soviétique, mais je le nie. Ce qu'elle a comme armement, il faut en discuter avec elle, lui en demander la raison et faire les comptes. Mais c'est défensif, et pas pour une agression"*.

Ces déclarations firent l'effet d'une bombe, d'autant plus que Wehner entreprit dans les semaines qui suivirent une série de voyages mystérieux dans les pays d'Europe de l'Est, en Hongrie et en Pologne.

Le gouvernement social-démocrate protesta mollement contre les assertions de Wehner sur le potentiel militaire de l'URSS, sans oser dire toutefois clairement qu'il y avait véritablement menace d'agression. L'opposition chrétienne-démocrate, elle, réagit avec vigueur. Dans une interview accordée au journal *Die Welt* le 12 février 1979, Franz Joseph Strauss déclara sans ambages : *"Par sa politique d'armement, par le développement accéléré de son potentiel militaire, par le renforcement des composantes offensives tant dans les forces terrestres qu'aériennes et maritimes, l'Union soviétique s'est acquis une capacité militaire qui lui permet tout ce qu'elle veut. C'est pourquoi c'est pure idiotie, ou peut-être offensive politique délibérée, quand Herbert Wehner prétend contrairement à la vérité que la puissance militaire soviétique est purement défensive"*.

Comme on l'imagine, la *Pravda* se félicita des déclarations de Wehner sur le caractère défensif de l'URSS, et lança de vives attaques contre les *"cercles bellicistes"* des chrétiens-démocrates. Mais elle ne réagit pas aux ballons d'essai lancés par Wehner sur des perspectives de réunification. Sans doute l'impératif de la consolidation de la RDA passe-t-il pour elle avant les hasards de la neutralisation d'une Allemagne où elle n'a peut-être pas encore suffisamment de pions pour être certaine de dominer réellement.

Quoi qu'il en soit, ce débat est en lui-même révélateur du dilemme actuel de la réunification, dans la situation où une partie de l'Allemagne est déjà dominée par l'URSS et l'autre partie convoitée par elle.

Deux modes différents de réunification sont à priori possibles :

■ ou bien la réunification par la voie de la neutralisation de l'Allemagne et, préalablement, le désarmement de la RFA ; ce mode de réunification représenterait une sérieuse victoire pour l'hégémonisme soviétique et un danger accru pour les autres peuples européens ;

PHOTO HUMANITE ROUGE

La porte de Brandebourg, symbole de la division de Berlin

■ ou bien la réunification par la voie de l'indépendance préalable des deux parties de l'Allemagne par rapport aux superpuissances, et particulièrement par rapport à l'URSS. Ceci suppose une lutte résolue contre l'hégémonisme et contre toute conciliation face à lui, et donc un refus sans ambiguité des allégations de Herbert Wehner.

Qu'en pensent les Allemands ? Un sondage d'opinion publié en août 1978 faisait ressortir avec netteté que la majorité des personnes interrogées (autour de 70%) refusaient la réunification,

— si la condition en était la présence de troupes soviétiques en Allemagne de l'Ouest, ou bien

— si la condition en était la participation au gouvernement de RFA du parti pro-soviétique DKP, ou bien

— si les élections devaient se faire "à la soviétique".

Désaveu cinglant du *"modèle Wehner"*...

En fin de compte, la question nationale allemande ne peut être résolue sans lutte contre les superpuissances, pour l'indépendance. Dans son contenu actuel, la lutte du peuple allemand pour la réunification de sa patrie divisée n'est pas différente de celle des autres peuples d'Europe et du monde contre les superpuissances, contre le danger de guerre et pour une véritable paix.

Concrètement, tout affaiblissement de l'hégémonisme soviétique signifie un pas en avant, direct ou indirect, vers la réunification de l'Allemagne — et c'est dans la creuset de ces luttes prolongées et complexes, dans le creuset de l'indispensable solidarité de tous les peuples d'Europe et du monde que se forgera l'Allemagne de demain, une Allemagne unie, indépendante, pacifique et démocratique.

Jean SCHUBERT

DOCUMENT

LE PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE RÉÉCRIT SON HISTOIRE

A lire les documents officiels albanais d'aujourd'hui comme les écrits encenseurs français du PTA, le Parti du travail d'Albanie serait le premier et le seul à avoir véritablement combattu le révisionnisme khrouchtchévien au cours de la bataille des années 60 au sein du Mouvement communiste international. Quiconque met en doute cette affirmation tombe sous le coup du qualificatif de "serpent venimeux" d'Enver Hoxha.

Encore faut-il la prouver ! Assurément, le Parti du travail d'Albanie a joué un rôle dans la lutte contre le révisionnisme moderne à cette époque. Personne ne le nie. Mais pourquoi cet acharnement à prouver qu'il est le premier ?

Nous sommes retournés aux sources, aux textes et avons étudié le texte intégral et original du Rapport d'Enver Hoxha au III^e Congrès du PTA.

Ce Congrès se tient en mai 1956, trois mois après le XX^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique. Ce fameux XX^e Congrès fut le premier pas caractérisé de la direction soviétique dans la voie du révisionnisme. Khrouchtchev y répudia Staline sous couvert de "lutte contre le culte de la personnalité" et y avança une série de thèses révisionnistes : la thèse du passage pacifique au socialisme, la conception révisionniste de la coexistence pacifique et de la "compétition pacifique", la thèse selon laquelle les guerres impérialistes ne sont plus à l'ordre du jour, etc.

Comment le PTA réagit-il à ces reniements lors de son III^e Congrès ? Voilà ce qu'en dit *L'Histoire du Parti du travail d'Albanie* éditée en 1971 (pages 427 à 443 de l'édition en français) :

"Dans tous les secteurs, le III^e Congrès décida à l'unanimité et sans la moindre hésitation de poursuivre la ligne marxiste-léniniste suivie par le parti depuis sa fondation.

*"Toutes les conclusions et les décisions du III^e Congrès du Parti du travail d'Albanie étaient pénétrées d'un esprit révolutionnaire marxiste-léniniste qui était, **en son essence**, à l'opposé de l'esprit révisionniste dont étaient empreintes les conclusions et les décisions du XX^e Congrès du PCUS.*

"Néanmoins, le III^e Congrès ne dénonça pas ouvertement les thèses antimarxistes du XX^e Congrès.

"L'essentiel était que le Parti du travail d'Albanie, à la différence de ce qui se produit dans plusieurs autres partis communistes et ouvriers, ne fit aucune concession de principe face à la pression du groupe de Khrouchtchev et n'adoptât pas comme base de sa propre ligne la ligne révisionniste du XX^e Congrès du PCUS. Il garda intacte sa ligne générale marxiste-léniniste".

Ce texte laisse entendre que la dénonciation ouverte ne fut pas faite par opportunité car il n'aurait pas été encore temps de mener la bataille à visage découvert. Et ce point de vue tactique serait tout à fait acceptable.

La vérité oblige à dire néanmoins que cette présentation des faits de 1971 n'est pas conforme au texte original de 1956 et que les historiens de l'Institut des Etudes marxistes-léninistes de Tirana ont procédé à une manipulation malhonnête de la réalité historique. C'est ce que nous voulons prouver ci-dessous par un examen attentif de l'original du III^e Congrès de 1956 et par une étude comparée de ce texte avec une réédition de 1975 dans les *Œuvres choisies* d'Enver Hoxha (Tome II, page 508).

Il existe en effet deux versions du Rapport d'Enver Hoxha au IIIe Congrès :

— le texte intégral publié après le Congrès, en 1956, dont nous possédons l'original, texte difficile à se procurer aujourd'hui ;

— une réédition en *"extraits" de 1975* (Tome II).

L'étude comparée des deux textes est édifiante, les coupures et les modifications de la réédition de 1975 donnant une appréciation du XXe Congrès du PCUS contradictoire avec celle du texte de 1956. Qu'on en juge rapidement par la comparaison des deux conclusions différentes selon les deux versions :

1975

"Notre parti marxiste-léniniste n'a pas commis d'erreurs parce qu'il a été dirigé d'une manière juste par le CC, parce qu'il a toujours été compact, parce qu'en toute chose et à chaque pas, il s'est guidé sur les intérêts supérieurs de notre peuple et a construit sa ligne générale sur les fondements du marxisme-léninisme..."

(Tome II)

1956 : le Parti n'avait pas commis d'erreurs car il a construit sa ligne générale sur :

"l'expérience du glorieux Parti communiste de l'Union soviétique, dont la politique léniniste a été et sera toujours juste, indépendamment des graves erreurs qui se sont vérifiées dans le travail de Joseph Vissarionovitch Staline".

(texte original)

Voilà un remaniement de textes qui en dit long... mais ce n'est pas le seul. De fait, les coupures, escamotages et remaniements concernent des points **fondamentaux** de la lutte contre le révisionnisme moderne : la ligne générale du Mouvement communiste international, la question de la Yougoslavie, la question de Staline.

la ligne générale du mouvement communiste international

Dans les vingt premières pages de l'original, il est traité de l'Union soviétique et de son XXe Congrès. Ces pages n'ont pas été rééditées dans le Tome II. Surtout *"en (leur) essence"*, les thèses énoncées dans ces pages ne sont pas du tout *"à l'opposé de l'esprit révisionniste"*. En voici les preuves :

■ **A propos de la coexistence pacifique :**

Sans aller jusqu'à dénoncer ouvertement la thèse de Khrouchtchev, était-il nécessaire de la louer avec tant d'enthousiasme ?

"Les questions de principe qui furent posées au XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique en ce qui concerne le développement de la situation internationale actuelle ont une grande importance historique pour l'humanité et constituent un trésor précieux qui vient s'ajouter au marxisme-léninisme dans les circonstances concrètes de la situation internationale actuelle. Le principe léniniste de la coexistence pacifique des deux systèmes, du système socialiste et du système capitaliste, a toujours guidé la politique pacifique de l'Union soviétique." (...)

"Les communistes affirment que le système socialiste triomphera du système capitaliste dans la compétition pacifique et le triomphe du communisme est inévitable en raison de la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste. Cette grande vérité a été confirmée par la vie et elle gagne des centaines de millions d'hommes."

(texte original)

■ **Les guerres impérialistes sont-elles inévitables ?**

Citons un passage de l'original non réédité :

*"Une autre thèse d'une grande importance de principe, **que le XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique vient d'ajouter au marxisme-léninisme, c'est la question de la possibilité de conjurer les guerres à l'époque actuelle.** Cette question qui préoccupe continuellement l'humanité, a reçu une réponse juste et scientifique de la part du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique. Les guerres à notre époque ne peuvent pas être fatales et inévitables ; "dans la question de savoir si la guerre aura lieu ou non, une grande importance s'attache au rapport des forces de classe, des forces politiques, au niveau d'organisation et à la volonté consciente des hommes". Les thèses marxistes-léninistes selon lesquelles les guerres sont inévitables tant qu'existe l'impérialisme, ont été formulées à l'époque où l'impérialisme était un système mondial unique et où les forces sociales et politiques opposées à la guerre étaient encore assez faibles. Tandis que, à notre époque, les forces du socialisme et de la paix dans le monde sont très puissantes. Le camp du socialisme est une force colossale et le socialisme est aujourd'hui un système mondial. La politique pacifique du camp du socialisme jouit de l'appui de centaines de millions d'hommes dans le monde et de beaucoup d'Etats pacifiques. C'est ainsi que, actuellement, existent des forces ayant des moyens moraux et matériels puissants pouvant empêcher les aventuriers impérialistes de déclencher une troisième guerre mondiale. Cependant, la thèse léniniste selon laquelle, aussi longtemps qu'existe l'impérialisme, reste aussi la base économique pour le déclenchement des guerres, garde toute sa valeur ; c'est pourquoi les forces du socialisme et de la paix doivent être toujours vigilantes.*

"Ces thèses importantes du Parti communiste de l'Union soviétique ont ouvert devant l'humanité des perspectives radieuses, ont suscité l'enthousiasme, éveillé les espoirs des peuples et renforcé leur lutte pour la défense de la paix. Les peuples du monde se rendent mieux compte à présent que la guerre ne plane pas sur leur tête comme l'épée de Damoclès et qu'ils sont en état de briser pour toujours cette épée qui a causé à l'humanité tant de catastrophes périodiques. Le monde va connaître désormais un mouvement encore plus puissant et plus vaste des partisans de la paix ; de nombreux autres Etats dans le monde vont conquérir encore leur indépendance nationale et adopteront une attitude pacifique, loin de la guerre, loin des pactes agressifs tramés par les impérialistes américains".

(texte original)

Il y a d'autres endroits dans le rapport du IIIe Congrès où le problème de la guerre est traité. Nous retrouverons ces passages sans coupures dans la réédition, en particulier : *Œuvres choisies*, page 513.

Le Parti du travail d'Albanie a adopté cette thèse révisionniste de Khrouchtchev à son IIIe Congrès et l'a conservée jusqu'à ce jour, à la différence des autres thèses khrouchtchéviennes qu'il dénonça ultérieurement. Le passage ci-dessus présente un intérêt particulier : il revendique clairement la paternité de cette thèse du XXe Congrès du PCUS. C'est sans nul doute la raison de son escamotage lors de la réédition de 1975.

■ **Sur le passage pacifique au socialisme :**

Là, Enver Hoxha fait carrément le pas :

*"La thèse sur les formes du passage des divers pays au socialisme, basée sur les célèbres thèses du grand Lénine, ouvre devant les peuples et la classe ouvrière de tous les pays des perspectives éclatantes pour le passage au socialisme par des voies diverses. La question du passage au socialisme, par la guerre civile ou sans la guerre civile, est également une grande lumière et une aide très précieuse pour les partis de la classe ouvrière et pour les peuples travailleurs, pour prendre le pouvoir en main, pour réaliser les transformations sociales, **pour transformer le parlement bourgeois, là où la bourgeoisie n'est pas en mesure de recourir à la violence** et d'opposer la force, en un moyen de la véritable volonté populaire, pour assurer le passage des principaux moyens de production entre les mains du peuple".*

(texte original)

Pour camouler le soutien objectif du IIIe Congrès aux thèses du XXe Congrès du PCUS, la réédition est obligée de supprimer les deux paragraphes publiés ci-dessous :

"Pour passer au socialisme, le recours ou non à la violence et à la guerre civile ne dépend pas tant du prolétariat que de la bourgeoisie. Pour le passage au socialisme, les partis communistes et ouvriers auront toujours en vue les enseignements de Lénine, qui souligne que "pour toutes les formes de transition au socialisme, la direction politique de la classe ouvrière, avec en tête son avant-garde, est une condition indispensable, la condition majeure. Sinon, il est impossible de passer au socialisme".

"Ces thèses qui enrichissent le marxisme-léninisme ouvrent devant la classe ouvrière et les masses travailleuses des pays

capitalistes, coloniaux et semi-coloniaux, ***des perspectives éclatantes*** *pour réaliser l'unité de la classe ouvrière, à laquelle incombe la tâche de rassembler sous sa direction la paysannerie travailleuse, les intellectuels et tous les hommes honnêtes,* ***pour opérer les transformations radicales dans la voie vers le socialisme****, vers la conquête du pouvoir et l'effondrement des forces réactionnaires capitalistes qui dominent à l'heure actuelle les peuples de ces pays. C'est précisément pour tout cela que le XX^e^ Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a suscité un enthousiasme indescriptible dans le monde entier, c'est précisément pour cette raison que les documents du XX^e^ Congrès sont étudiés avec le plus grand soin et sont devenus le phare éclairant tous les hommes d'action et de bonne volonté qui luttent pour la paix et pour une vie meilleure".*

(texte original)

Et ce ne sont pas les seuls passages qui glorifient le XX^e^ Congrès. Il y en a d'autres.

Mais ceux-ci ont une signifcation politique nullement ambiguë.

le parti du travail d'albanie et la yougoslavie

Dans la préface au Tome II, il est écrit :

"En un temps où sous l'influence du PCUS la plupart des partis communistes et ouvriers avaient cessé leur lutte contre le révisionnisme yougoslave, le PTA continuait sa lutte sans répit et avec la plus grande âpreté, non seulement parce que ce courant était l'ennemi du marxisme-léninisme et constituait un danger pour l'ensemble du Mouvement communiste et ouvrier international, mais aussi parce que son propre combat contre ce courant contribuait puissamment à la lutte contre toute forme de révisionnisme, surtout contre les thèses antimarxistes du XX^e^ Congrès du PCUS".

Or, là encore, il faut un escamotage malhonnête dans la réédition de 1975 pour pouvoir établir le caractère *"sans répit"* et la *"plus grande âpreté"* de la lutte antititiste du PTA.

Qu'indique le Tome II quant aux relations albano-yougoslaves à cette période ?

"Nos relations amicales avec les peuples frères de Yougoslavie sont entrées dans la voie normale et elles se renforcent de jour en jour... Nous avons conclu et mis en œuvre avec la RPFY plusieurs accords dans l'intérêt commun et établi avec elle des relations commerciales et culturelles."

(texte du Tome II)

Autrement dit, l'édition de 1975 laisse entendre qu'il s'agit là uniquement de relations d'Etat à Etat, alors que la lutte antititiste se développe *avec âpreté* et *sans répit*.

Telle n'est pas la vérité cependant. Les pages 35, 36 et 37 de l'édition originale de 1956, pudiquement remplacées en 1975 par des points de suspension, méritent d'être lues avec attention. Les voici :

"Le peuple albanais et le Parti du travail d'Albanie ont salué avec enthousiasme et ont pleinement approuvé la déclaration de Belgrade signée entre les dirigeants de l'Etat soviétique et de l'Etat yougoslave au mois de juin 1955 et se sont beaucoup réjouis de la normalisation des relations entre l'Union soviétique et la Yougoslavie. La même voie de normalisation et d'amélioration ont suivie aussi les relations de notre peuple et des peuples des autres pays de démocratie populaire avec les peuples de Yougoslavie. C'était là un grand succès pour nos pays et un échec pour les plans de l'impérialisme et de son agent Béria qui avait monté la grande provocation diabolique, laquelle a causé le désaccord amer entre nos pays et la Yougoslavie.

(...) (1)

"La déclaration de Belgrade a été également un tournant radical pour les relations de notre Etat avec la Yougoslavie. Les relations entre le Parti communiste albanais et le Parti communiste yougoslave, comme on sait, ont été cordiales dès avant la libération. Après la libération se sont établies entre nos Etats des relations plus larges. Durant cette période, dans ces relations se sont vérifiées des erreurs et des déformations de principe qui devaient être corrigées par la voie normale ; mais, malheureusement, elles n'ont pas été corrigées. Il faut souligner que, malgré tout cela, notre Parti, non seulement n'a pas mis en doute l'amitié avec la Yougoslavie, mais il a fait tous les efforts jusqu'au dernier moment pour que l'amitié et les relations établies ne fussent atteintes.

"Notre Parti s'est solidarisé avec les résolutions du Bureau d'information. Nous avons reconnu et nous reconnaissons que nous avons été trompés, comme ont été trompés les autres partis communistes et ouvriers, par la provocation ourdie contre la Yougoslavie par le vil agent de l'impérialisme, Béria. Dans les circonstances difficiles ainsi créées, nous avons, de notre part, lié toutes les questions ensemble : les fautes et les différends qui existaient entre le Parti communiste albanais et le Parti communiste yougoslave, ainsi qu'entre nos deux Etats, les délits et les crimes de Kotchi Dzodzé commis contre le Parti et l'Etat, pour lesquels il a été condamné comme il le méritait, ainsi que la grande provocation montée par l'agent Béria.

"Dans ces circonstances-là, il était difficile pour nous de ne pas lier ensemble ces trois questions, au lieu de les apprécier, comme il fallait, séparément. C'est là une erreur de notre part. Plus tard, la logique de la lutte qui nous opposait l'un contre l'autre nous a amenés à des erreurs consistant à nous servir d'accusations infondées, montées par l'agent Béria contre le Parti communiste yougoslave et l'Etat yougoslave, à accuser la Yougoslavie comme un pays ennemi et comme un instrument de l'impérialisme, le Parti communiste yougoslave comme un parti fasciste et les dirigeants yougoslaves comme des antimarxistes, etc. Ces accusations étaient injustes ; nous avons de notre part eu tort dans ces questions. Maintenant, tout est clair, notre Parti a reconnu les erreurs qui le concernent parce qu'il les a analysées objectivement et il est résolu à ce que le passé amer soit enterré et il n'existe plus aucun obstacle pour le renforcement de l'amitié sincère entre nos deux Etats et nos deux partis. Nous sommes sûrs qu'une telle amitié dans l'esprit du marxisme-léninisme et sur la base de la déclaration de Belgrade s'élargira et se renforcera continuellement. Nous sommes unis par la lutte héroïque de libération que nous avons faite ensemble, nous sommes unis par le but commun de l'édification du socialisme dans nos pays, nous sommes unis par les idées immortelles du marxisme-léninisme qui inspirent nos partis, nous sommes unis par la lutte commune contre les convoitises des impérialistes et des ennemis de nos peuples qui tentent de semer la discorde entre nous et de nous diviser. ***Avec la République populaire fédérale de Yougoslavie, nous avons conclu et mis en œuvre plusieurs accords dans l'intérêt commun*** (souligné par nous — NDLR). *Nous avons établi des relations commerciales et nous ferons tout notre possible pour les élargir chaque année. De concert avec les Yougoslaves, nous avons décidé d'étudier les possibilités de la construction de certaines œuvres de grande importance économique pour nos deux pays. Dans notre pays sont venus des artistes yougoslaves. Nous enverrons en Yougoslavie les nôtres. Nous attendons avec plaisir que les frères yougoslaves viennent visiter notre patrie, que des troupes de théâtre, des groupes de sportifs, des touristes viennent chez nous. Nous aussi, nous enverrons en Yougoslavie les nôtres.*

Nous voudrions et demandons de projeter sur les écrans de notre pays des films yougoslaves, d'échanger de la littérature, etc. Tout sera fait, de notre part, dans ce sens et nous sommes persuadés que la même volonté existe aussi chez les camarades yougoslaves pour renforcer notre amitié dans l'esprit nouveau de l'intérêt commun et de la non-ingérence dans les affaires intérieures".

(texte original)

Ce long passage escamoté contredit l'affirmation de la préface de 1975 concernant la lutte *"sans répit", "avec la plus grande âpreté"* : des relations de parti à parti fraternelles ont été établies quelques mois. En novembre de la même année, le PTA reprend l'attaque contre Tito en raison de son attitude à propos des événements de Hongrie et de Pologne. Mais pourquoi cacher la vérité ? Pourquoi escamoter l'attitude réellement adoptée au III^e^ Congrès ?

(1) Ces points de suspension correspondent à des passages publiés dans le Tome II des *Œuvres choisies*, page 523.

le pta et la question de staline

Dans le Tome II, la publication du Rapport du IIIe Congrès remanie à volonté tous les passages traitant de cette question. Dans l'original, cette question est traitée dans le Chapitre III, sous-chapitres 6 et 7. Dans la réédition, il n'y a plus que le sous-chapitre 6, habile compilation des 6-7 originaux. Nous ne publions ici que les passages omis concernant la question de Staline. Nos points de suspension signalent des passages cités dans le Tome II, pages 627 et suivantes.

Au début de l'année 1957, dans un texte intitulé *Sur la situation internationale*, Enver Hoxha refait ensuite volte-face sur la question de Staline, affirmant que :

"Sur les questions essentielles, dans la défense des intérêts de la classe ouvrière et dans le combat pour la théorie marxiste-léniniste, dans la bataille contre l'impérialisme et les autres ennemis du socialisme, il ne s'est jamais trompé. Il était et demeure un exemple".

Ce n'est pas du tout le point de vue développé en mai 1956. Qu'on en juge :

7 – *Le culte de la personnalité et ses conséquences nuisibles et autres questions.*

"Le XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique a fait une profonde analyse marxiste-léniniste du rôle décisif joué dans l'édification du socialisme et du communisme par les masses populaires, dirigées par le Parti communiste, et du grand dommage causé par le culte de la personnalité, étranger au marxisme-léninisme. La Résolution du XXe Congrès dit :

"Le Congrès estime que le Comité "central a eu parfaitement raison de "se lever contre le culte de la person-"nalité dont l'extension amoindrissait "le rôle du Parti et des masses "populaires, rabaissait le rôle de la "direction collective dans le Parti et "entraînait souvent de graves défauts "dans le travail".

(...)

"Le culte de la personnalité signifie l'exaltation exagérée des individus, l'attribution de caractéristiques et de qualités surnaturelles à ceux-ci, leur transformation en êtres qui font des merveilles et, enfin, l'agenouillement devant eux. Ces conceptions non justes et non marxistes sur l'individu, étrangères et nuisibles à l'esprit du marxisme-léninisme, ont été développées et cultivées pendant une très longue période à l'égard du camarade Staline.

"Il n'y a pas de doute que le camarade Staline a de grands mérites devant le Parti communiste de l'Union soviétique, devant la classe ouvrière de l'Union soviétique et le mouvement ouvrier international. Il est évident qu'il a joué un rôle connu dans la préparation et le développement de la révolution socialiste, dans la Guerre civile et dans la lutte pour l'édification du socialisme. En commun avec les autres membres du Comité central, il a lutté contre les déformateurs et les ennemis du léninisme. Dans les conditions où le peuple soviétique, guidé par le parti communiste, remportait avec succès de grandes victoires dans la lutte pour l'industrialisation socialiste du pays, pour la collectivisation de l'agriculture, pour l'accomplissement de la révolution culturelle, victoires qui ont été remportées dans une lutte sans relâche contre les ennemis du léninisme, les trotskystes, les boukharinistes, les opportunistes de droite, les nationalistes bourgeois, a été rendue possible la propagation, parmi les larges masses du peuple, du nom et de la valeur de J.V. Staline qui tenait l'important poste de secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique.

"Pendant ce temps, lorsque J.V. Staline a acquis de la popularité, de la sympathie et de l'appui dans le parti et chez le peuple, dans sa personne, dans la pratique de son travail se sont manifestées graduellement de telles caractéristiques et dispositions qui se sont développées d'une manière difforme, en devenant le culte de la personnalité.

"Les grands succès historiques de portée mondiale remportés par le peuple soviétique dans l'édification du socialisme, dans la victorieuse guerre patriotique, dans le raffermissement du système social et étatique soviétique et dans l'accroissement du prestige international de l'Union soviétique, toutes ces éclatantes victoires du peuple soviétique, sous la direction du parti communiste n'ont pas été soumis à une juste interprétation marxiste-léniniste mais ont été injustement attribués aux mérites d'une seule personne, à Staline, et ont été tous expliqués par ses mérites à lui. La grande erreur de J.V. Staline réside en ce que, non seulement il a admis les louanges et les flatteries à son adresse, mais il a, de sa part, soutenu et encouragé ces points de vue antimarxistes.

"Le culte de la personnalité et la pratique de direction créés par J.V. Staline ont marqué la violation ouverte et difforme des principes léninistes de la direction collective dans le Parti, ont marqué la violation des normes léninistes du parti. Le mépris de J.V. Staline pour les normes de la vie du parti, la solution des problèmes d'une manière individuelle de sa part, le mépris envers l'opinion du parti, en prenant même des mesures sévères contre ceux qui exprimaient des opinions contraires aux siennes, ne pouvaient pas manquer de causer et ont causé de grands préjudices, en donnant lieu à de graves altérations des règles léninistes dans la vie du parti et à la violation de la légalité révolutionnaire.

"Le culte de la personnalité et le mépris à l'égard des critiques et des conseils, formulés à juste titre par les membres du Bureau politique du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, ainsi qu'à l'égard des normes du parti, ont conduit le camarade Staline à des erreurs ; il n'a pas montré la vigilance nécessaire à la veille de la guerre patriotique contre le nazisme allemand ; il n'a pas consacré l'attention voulue au développement ultérieur de l'agriculture socialiste et au bien-être matériel des kolkhoziens ; il a soutenu et incité dans une ligne erronée l'affaire yougoslave, etc. Dans de pareilles circonstances, le camarade Staline s'est montré unilatéral dans ses idées et s'est détaché des masses.

"Le culte de la personnalité et la violation des normes de la vie du parti ont servi comme le terrain le plus favorable dont ont tiré avantage les ennemis du parti et de l'Etat soviétique, tel que l'agent de l'impérialisme, Béria, qui pendant longtemps a agi, sous masque, au détriment du parti et de l'Etat socialiste.

"Le Parti communiste de l'Union soviétique et son Comité central léniniste ont pris des mesures décisives pour le rétablissement des normes léninistes dans le parti, pour le rétablissement du principe de la direction collective dans tous les maillons du parti, de haut en bas, pour le développement de l'autocritique et de la critique, pour la discussion et la solution collectives des questions les plus importantes. Les mesures prises par le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et le XXe Congrès pour rétablir et développer davantage les principes démocratiques de la vie et de l'activité du parti, les mesures prises contre la gestion par les méthodes bureaucratiques, contre la dissimulation des défauts, le maquillage de la réalité, la satisfaction béate, l'indifférentisme, ainsi que les mesures prises pour développer la critique et l'autocritique concrètes, de principe, sont en train d'assurer une activité plus grande de la part des travailleurs et des communistes en développant l'immense énergie créatrice des hommes soviétiques.

"Les succès historiques du peuple soviétique sont une preuve éclatante et convaincante du caractère juste de la politique du Parti communiste de l'Union soviétique. Le fait que le Parti communiste de l'Union soviétique a mené une politique résolue contre les défauts dans le travail du parti et du gouvernement, dans l'édification économique, pour éliminer les conséquences du culte de la personnalité est une autre preuve de la grande puissance du parti et de sa grande fidélité à l'égard du léninisme. (Applaudissements). *C'est seulement sur le libre développement de ces survivances petites-bourgeoises au sein de nos partis communistes et ouvriers que les impérialistes peuvent trouver appui pour affaiblir les partis communistes et les Etats socialistes.*

"Le Parti du travail d'Albanie et le peuple albanais tout entier ont pleinement approuvé les décisions historiques et justes du XXe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique et considèrent ces décisions non seulement comme une victoire éclatante du parti communiste et du peuple soviétique, mais aussi comme une grande victoire du Parti du travail et du peuple albanais. (Applaudissements).

"Notre parti et notre peuple approuvent la lutte hardie et de principe menée contre le culte de la personnalité. Le culte de la personnalité à l'égard du camarade Staline a eu aussi des manifestations très accentuées dans notre parti et notre pays. Notre peuple et notre parti ont souligné et souligneront, à juste titre, que l'Union soviétique et le glorieux parti communiste, fondés par le grand Lénine, sont les facteurs décisifs de la libération, à jamais, de notre peuple, et c'est pour cette raison que l'amour de notre parti et de notre peuple à leur égard sera indestructible et éternel. (Applaudissements prolongés. Ovations. Les délégués se lèvent debout). *Mais maintenant nous comprenons bien le rôle et la place qui doivent revenir au camarade Staline dans l'édification du socialisme et du communisme en Union soviétique et dans l'aide et le rôle qu'il a joué pour la libération de notre pays. La juste compréhension marxiste-léniniste de cet important problème de principe nous a été rendue claire par le XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique."*

(texte original)

* * *

Cette étude comparée des deux versions du rapport au III^e Congrès du PTA appelle plusieurs remarques :

■ D'abord, elle permet d'établir les faits. Lors de son III^e Congrès, en mai 1956, le PTA a épousé assez étroitement les thèses khrouchtchéviennes. Il ne s'agit pas d'une simple tactique destinée à mener la bataille dans de meilleures conditions ultérieurement. Il s'agit bien d'une adhésion politique claire, voire d'une glorification des thèses du XX^e Congrès du PCUS. Le Rapport du III^e Congrès du PTA exprime une appréciation principalement négative de Staline ; il déclare que les guerres sont évitables, soutient les thèses du XX^e Congrès quant au passage pacifique et à la coexistence pacifique ; à cette époque, le PTA a interrompu sa polémique contre la Yougoslavie.

En conséquence, les thèses albanaises hautement claironnées selon lesquelles le PTA a mené *le premier* la bataille anti-khrouchtchévienne, leurs affirmations d'une lutte sans répit contre Tito, tombent d'elles-mêmes, à une simple lecture du texte original de 1956 !

■ Dans son *Histoire* de 1971 et dans la réédition de 1975, le PTA a falsifié la vérité. Procédant par coupures, escamotages et remaniements, il s'efforce de donner au III^e Congrès un visage contraire à la réalité des faits. Le PTA veut accréditer le mensonge selon lequel le III^e Congrès aurait participé à la bataille contre le révisionnisme moderne. Cette pratique révèle une attitude idéologique contraire à la conception du monde des communistes qui recherchent la vérité dans les faits et pratiquent la critique et l'autocritique. Le mensonge et la falsification sont étrangers au marxisme-léninisme.

■ Reconnaître que la lutte du PTA contre le khrouchtchévisme débuta *après* le III^e Congrès du PTA n'est nullement une infamie. La prise de conscience du révisionnisme moderne fut pour les partis et les militants communistes un processus long et complexe qui aboutit à une bataille difficile. Le PTA y a tenu une place, et cela est bien ainsi. Vouloir à toute force se construire une image de marque de *"parti qui n'a jamais fait d'erreurs"*, qui ne se trompe jamais, qui est le premier partout... est également étranger au marxisme. Le PTA pèche par orgueil et par suffisance.

Assurément, de telles pratiques idéologiques font perdre beaucoup de crédibilité au PTA aujourd'hui. Comment le croire sur n'importe quelle question s'il est prouvé qu'il recourt sans vergogne à la falsification et au mensonge pour étayer "ses thèses" ? Ces manipulations malhonnêtes, ces prétentions à la grandeur et à l'infaillibilité jettent le discrédit sur la véracité de tous ses écrits et déclarations actuels. Qu'il ne s'en prenne qu'à lui-même d'une telle situation.

Abdellatif Laâbi, Saïda Menebhi ou la passion du futur *

C'est des tréfonds des geôles fascistes que nous parvient la poésie marocaine. Lors du procès truqué de Casablanca en 1977 ; parmi les 130 marxistes-léninistes jugés pour délits d'opinion et sans aucun droit à la défense se trouvait Abdellatif Laâbi. Après avoir mené le combat contre la spoliation culturelle dont son pays est victime, sa démarche au contact des luttes populaires s'était radicalisée.

La poésie de Laâbi engagé d'abord dans le terrorisme culturel, a su au fil des ans puiser aux meilleurs des traditions et des rythmes de son peuple tout en maintenant cette violence primaire de l'exploité crachant sa haine et empoignant à pleines poignées la révolution enfantée dans les luttes.

En prison depuis 1972, il continue de chanter avec des accents de plus en plus pur le combat des siens contre la bourgeoisie sanglante d'Hassan II. Mais d'autres poèmes encore sont arrachés aux barreaux. Ceux de Saïda Menebhi, morte d'une grève de la faim et faute de soins médicaux, le 11 décembre 1977.

Pierres du patrimoine national, une à une, extraites et déblayées de la gangue impéraliste français, la poésie marocaine bâtie sur le combat du peuple a su si bien s'y fondre qu'elle en devient son âme et ses cris : *"Parole, parole au peuple !"*

On ne mesure l'importance du combat mené par Laâbi, Saïda Menhebi et bien d'autres pour une culture nationale que si l'on prend en considération l'impérialisme culturel français au Maroc. En 1970, les luttes des lycéens et des étudiants ont remis en question le contenu culturel de l'enseignement, et la mystification de la francophonie.

le contenu culturel de l'enseignement remis en cause.

Ils ont revendiqué l'enseignement d'une culture arabe, populaire et de libération. Plus de vingt ans après l'indépendance politique, les rapports et les programmes des cours et de l'enseignement restent ceux des pays capitalistes développés et de la France. Il s'ensuit une dépersonnalisation linguistique et culturelle qui diminue l'authenticité et la cohésion nationale face aux impérialistes.

De 1956, date de l'indépendance à 1961, on assiste à une croissance de l'éducation nationale et à un bouleversement des structures éducatives héritées du protectorat. L'unification et l'arabisation se mettent en place pour répondre aux revendications et aux aspirations démocratiques de l'indépendance.

De 1956 à 1962, l'enseignement primaire passe de 371.000 élèves à un million ; le taux de scolarisation augmente d'environ 50%.

En 1962, la marocanisation du premier degré est achevée. Le cours moyen est presque arabisé. Les enseignements en langue nationale couvrent la moitié des horaires.

Mais en 1961, c'est le blocage. Sous prétexte de former des maîtres qualifiés et de consacrer ses efforts directement à la production, la bourgeoisie stoppe la scolarisation. En fait, elle s'alarme devant la scolarisation des masses et appréhende que les gens du peuple accèdent au secondaire alors que le chômage s'aggrave.

En 1961, l'école primaire compte 1.030.000 élèves, en 1969 1.142.000. Cette stagnation a été obtenue par le redoublement et la régression du taux de la scolarisation.

*J'ai une terrible passion du futur
A. Laâbi, L'arbre de fer fleurit (P.J.O.)

Dans le secondaire, l'objectif était de contenir la vague de jeunes scolarisés issus de l'indépendance.

De 61 à 67, les effectifs du 2ème degré croissent régulièrement, de 98.199 à 267.631. En 1969, le taux diminue, conséquence d'une sélection sévère.

Sur 450.000 enfants de moins de 7 ans :
185.000 sont alphabétisés : 41%
110.000 sont scolarisés dans le primaire : 24,4%
55.000 ont accès au secondaire : 12,2%
15.000 ont accès au 2ème cycle : 3,3%
10.000 arrivent au bac : 2,2%
6.500 à 7.000 sont diplômés du bac : 1,5%

Cela se fait par redoublements, limite d'âge, augmentation des paliers d'entrée, élimination des enfants d'origine rurale et populaire au profit des enfants des classes dominantes. Il y a par exemple 10% de réussite pour le passage en 2ème année de droit.

des programmes conçus par des inspecteurs français

La "coopération" française est massive. Ce n'est qu'en 1972 que le nombre d'enseignants marocains a dépassé celui des coopérants, 7.400 contre 6.685. La grande majorité des professeurs marocains enseigne dans le primaire. Les coopérants se trouvent en majorité dans le secondaire. Ils ont l'exclusivité des matières dites importantes ; les maths et les disciplines scientifiques dans le deuxième cycle des lycées. Il y a toujours 73 coopérants dans les universités des sciences ce qui entretient la pénurie de professeurs nationaux et dispense le régime de former des enseignants nationaux, jugés politiquement incertains.

Les programmes sont conçus et supervisés par des inspecteurs français qui animent le "bureau de recherche pédagogique du Maroc. La marocanisation des inspecteurs est esquissée dans certains secteurs, mais les marocains qui succèdent aux inspecteurs français ne remettent pas en cause la domination culturelle étrangère.

Dans les programmes français traitant de la littérature d'Afrique du Nord, on trouve... Camus ! L'inspecteur refuse les textes d'écrivains du Maghreb traduits en français. Un institut est créé pour arabiser la faculté de Lettres. Des coopérants rédigent en français des manuels qui seront traduits ultérieurement en arabe : au nom du bilinguisme.

Le français est le plus souvent enseigné comme une langue maternelle, les coopérants étant peu armés pour l'enseignement du français comme langue étrangère.

Des élèves dont la langue maternelle est l'arabe dialectal ou l'arabe berbère se voient imposer l'arabe classique ou le français dans le secondaire. Les échecs scolaires sont la conséquence entre autres de l'absence de maîtrise des langues — comme si un élève français de *troisième* devait comprendre des cours de maths ou de physique enseignés... en anglais ! Les coopérants contrôlent les circuits d'orientation. Les futurs cadres acquièrent, avec le français, une mentalité et une manière de penser étrangères aux masses.

La maîtrise du français est la condition de la réussite scolaire, pour cela il est nécessaire d'appartenir à la classe dominante. La Mission Culturelle Française, initialement réservée aux enfants de Français, compte 30.000 élèves dont les deux-tiers marocains issus de la classe dominante. Elle définit le modèle culturel du Maroc et pèse sur tout le système scolaire marocain.

Comment se rattacher aux racines culturelles de son peuple quand on écrit dans la langue de l'ex-puissance coloniale ? Voilà le paradoxe qu'ont dû surmonter tous les intellectuels anti-impérialistes et révolutionnaires de la génération d'Abdellatif Laâbi. Il leur fallait dans cette optique rejeter l'ancienne culture coloniale et maîtriser l'instrument linguistique que constitue la langue française. L'importance de ce problème pour Laâbi et ses camarades est reflétée par le numéro 18 de *"Souffles"* centré sur la francophonie.

surmonter définitivement le bilinguisme

Laâbi est l'auteur de l'article intitulé *"Littérature maghrébine actuelle et Francophonie"*. Il s'oppose à l'intégration culturelle dans laquelle de nombreux écrivains maghrébins de langue française se sont laissés entraîner. Son objectif : reconstruire cet instrument à partir de sa propre culture arabe. Cette démarche était bien plus efficace selon lui que celles d'autres écrivains maghrébins qui tout en utilisant la langue arabe expriment encore les valeurs occidentales héritées de la colonisation.

Dans un premier temps, Laâbi préconise la ***"littérature terroriste"*** c'est-à-dire l'utilisation d'un style formé d'images très insolites, opposées entre elles, style apparenté au surréalisme interprété comme une révolte, comme une contestation du français classique. Cette

orientation transparaît dans le recueil *"Le Règne de Barbarie"*. Mais en 1970 on pouvait lire dans *"Souffles"* : ***"L'authenticité d'une œuvre, son degré de participation au projet de libération sur le plan culturel dépend de la sensibilité, de la lucidité et de l'engagement multiforme de l'écrivain au service de son peuple"***. Et Laâbi cite l'exemple du grand écrivain algérien Kateb Yacine. Bien qu'il ait utilisé la langue française, toute son œuvre, notamment *Nedjma, le cercle des représailles*, s'inscrit dans le mouvement du peuple algérien pour son indépendance. Mais très rapidement, le caractère national de la littérature et de la poésie de Laâbi va s'affirmer encore plus dans le contenu que dans la forme. La forme se fera plus dépouillée, tandis que le fond se charge de signification politique et se rattache explicitement à la lutte du peuple marocain. Cette transformation a lieu en 1970 au moment de la rupture définitive de *"Souffles"* avec le révisionnisme. Mais Laâbi restait conscient du caractère contradictoire de cette démarche : ***"Nous tenons à affirmer clairement que notre littérature de demain devra surmonter définitivement le bilinguisme pour son action, sa cohérence et sa beauté futures"***.

Tout ceci montre bien les conséquences néfastes de cent ans de colonialisme. Un système qui dépossède les peuples de leur propre langue au point que, pour exprimer leurs aspirations les plus profondes, ils soient obligés de le faire, dans un premier temps, dans une langue qu'on leur a imposée.

souffles

DE LA NAISSANCE DE SOUFFLES A CELLE D'ILAL AMAN

Abdellatif Laâbi est un poète pour qui poésie se conjugue avec révolution. Comme beaucoup d'autres intellectuels marocains de sa génération, en particulier ceux qui étaient regroupés autour de la revue *"Souffles"*, il luttait vers les années soixante pour une culture nationale. Puis, les luttes de son peuple, celle des lycéens et des étudiants contre la sélection et l'impérialisme culturel français lui ont fait prendre conscience qu'une culture nationale ne pouvait s'édifier et se construire dans un cadre antinational. Cette prise de conscience doit beaucoup aux différentes luttes des peuples arabes et du peuple palestinien contre le sionisme pour retrouver sa terre et son identité.

En 1966, il fonde la revue culturelle *Souffles*, en 1967 il est bouleversé par la guerre des six jours et par la lutte des palestiniens contre le sionisme. Dans *"L'œil et la nuit"*, longue méditation en prose, il règle ses comptes avec son passé. (Ce livre a été écrit entre l'été et l'automne 1967). Le style reste encore un peu fermé, un peu hermétique, mais le contenu en est profondément arabe. L'évolution est amorcée vers une poésie de combat.

En 1968, Laâbi lance un appel pour un Comité Palestine-Vietnam unissant dans un même cadre la lutte pour la libération de la Palestine et la solidarité avec le peuple vietnamien.

Ce comité qui fut plus ou moins saboté par les révisionnistes marocains, fut le cadre dans lequel Laâbi noua de nombreux liens avec des intellectuels progressistes.

En avril 1968, intellectuels, écrivains, artistes, enseignants se retrouvent pour dégager les bases d'une véritable culture nationale afin de contrer le néocolonialisme culturel. De ces discussions, de ces échanges, naquit *l'Association de Recherche Culturelle* dont la plateforme se trouve dans le numéro douze de *Souffles*. Ces recherches et ce travail devaient inévitablement conduire à l'engagement politique révolutionnaire. Cette évolution fut marquée par les premières grandes luttes qui se déroulaient au Maroc depuis l'indépendance de 1956. Dès 1968, les mineurs ouvrent la voie aux luttes ouvrières. En décembre, les lycéens de Rabat sont en grève et sont réprimés sans pitié. Dans le numéro 13-14 de *"Souffles"* Laâbi publie le poème *"Mobilisation-tract"*. *"Souffles"* se transforme. Initialement, c'était une revue poétique qui militait pour une culture nationale, contre la transformation des traditions artistiques du peuple marocain en objets de folklore touristique et contre le néocolonialisme. Des poètes algériens devaient se joindre à la revue en 1967. A côté de la revue sera créée *la collection Atlantes*, qui publiera des textes de jeunes poètes maghrébins désireux d'être indépendants des éditeurs français.

1968, tournant pour l'évolution de Laâbi et de *"Souffles"* fut marqué par la rencontre d'Abraham Serfaty. C'est avec lui que Laâbi fonde l'ARC contre la culture impérialiste et pour la culture du peuple.

1968-1969 est une période d'intense activité pour l'ARC qui organise plusieurs débats et manifestations et crée de nombreuses sections dans tout le Maroc. Abdellatif Laâbi y est très actif.

Le changement est marqué par la publication du n° 15 de *"Souffles"* consacré à la Révolution palestinienne. Toujours en 69 Laâbi entre au Parti de la Libération et du Socialisme : parti révisionniste marocain dirigé par Ali Yata. (Il s'appelle actuellement PPS : Parti du Progrès et du Socialisme. Traître à la lutte du peuple marocain, il soutient de plus l'agression d'Hassan II contre les Saharaouis).

En février 69 Laâbi est invité à donner une tournée de conférences sur le théâtre marocain dans plusieurs villes d'Algérie. En juillet, il participe avec l'équipe de *"Souffles"*, au Festival culturel panafricain d'Alger.

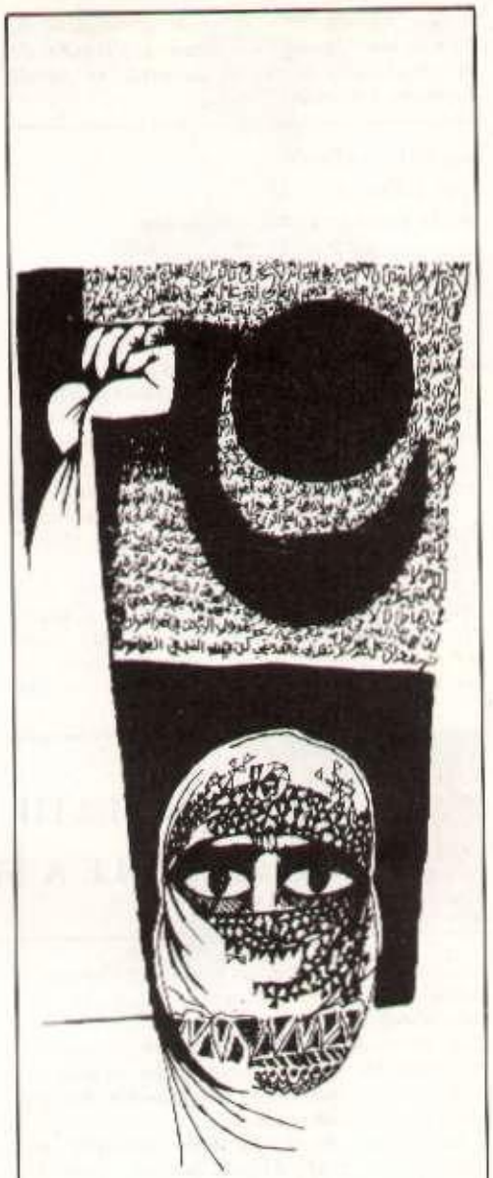
Lopez Bravo, ministre de Franco devait venir en 70 pour négocier le partage des richesses du Sahara occidental. Il fut reçu par les étudiants marocains en grève.

Les contradictions avec la direction d'Ali Yata sur le plan Rogers pour la Palestine et sur ce problème du Sahara occidental amènent Laâbi et ses camarades à quitter le Parti de la Libération et du Socialisme pour fonder l'organisation marxiste-léniniste, *Ilal Aman (En avant)*.

Dès lors la revue *"Souffles"* va changer totalement ; les options idéologiques sont clarifiées. Elle devient revue culturelle du Maghreb et paraît tous les deux mois. De nouvelles rubriques sont créées : *"action idéologique"*, *"nation arabe"*, *"luttes ouvrières"*. Dans le premier numéro de cette nouvelle formule est publié le dossier du Festival culturel panafricain d'Alger. Laâbi participe à de nombreuses manifestations culturelles, au Maroc. Il prépare son Anthologie de la poésie palestienne de combat publiée conjointement en 1970 par *P.J. Oswald* et les éditions *Atlantes*. En décembre, il participe à Beyrouth à la première rencontre des poètes arabes.

Le texte de son intervention se trouve en annexe du recueil intitulé : *"Le règne de barbarie suivi de poèmes oraux"* (publié aux *"Inéditions Barbares"*).

Dans cette intervention, Laâbi tire le bilan du chemin parcouru par les intellectuels révolutionnaires marocains, il associe ce combat à celui de tous les peuples arabes et montre sa solidarité avec les luttes du tiers-monde dans son ensemble.



DESSIN DE KAMAL HOLLATA

La révolution palestinienne jouera un rôle déterminant dans l'évolution de "Souffles".

"La Révolution défend et sauvegarde la poésie. Sans la révolution, sans le triomphe de la révolution, la poésie mourra, la parole humaine s'éteindra."

souffles-anfasse : une tribune de la pensée révolutionnaire marocaine

En 1971 l'équipe de *"Souffles"* crée la revue *Anfasse* en arabe, mensuelle. Huit numéros seront publiés avant l'arrestation de ses dirigeants. *Anfasse* est axée davantage sur les réalités nationales et arabes. Elle devient le porte-parole du courant révolutionnaire marocain. Laâbi participe à la deuxième rencontre des poètes arabes à Basra (Irak).

Les orientations de *"Souffles"* sont précisées dans le n° 22 dernier numéro paru au Maroc (début 1972).

En janvier 1972, Laâbi est arrêté une première fois ainsi que Serfaty et d'autres marxistes-léninistes. Laâbi et Serfaty sont torturés plusieurs jours, puis inculpés de "reconstitution de ligue dissoute" et de "troubles de l'ordre public". Devant l'ampleur de la riposte populaire, ils sont remis en liberté provisoire fin février. Laâbi est de nouveau arrêté en mars et cette fois inculpé d'"atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat". L'équipe dirigeante de *"Souffles-Anfasse"* se retrouve en grande majorité en prison. Les revues cesseront de paraître. De sa prison Laâbi ne cesse pas le combat. Avec ses camarades, il mène plusieurs grèves de la faim, dont une de plus d'un mois, fin 72.

En août 1973, il est jugé au procès de Casablanca et condamné à 10 ans de prison. Chez Oswald en France paraît *"L'arbre de fer fleurit"*. En 1975, avec huit de ses camarades, il est enlevé de la prison de Kinitra par la police, torturé et de nouveau inculpé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat.

Fin janvier, Laâbi a été victime d'une grave crise cardiaque avec coma et réanimation. Il n'a été hospitalisé que début mars. Sa santé est dangereusement ébranlée par sept années de captivité et de torture.

Tous ces événements — luttes populaires — évolution de Souffles et Atlantes — emprisonnement — ont amené Laâbi à bouleverser le contenu de sa poésie mais aussi à modifier son style et sa forme d'écriture.

ABDELLATIF LAABI : "PAROLE A MON PEUPLE"

Le fondement de la poésie d'Abdellatif Laâbi, l'objectif poursuivi, était de se réenraciner, de donner la parole à son peuple, de parler avec son peuple. Cela impliquait de retrouver les formes d'expression populaire arabe de la poésie marocaine étouffée par un siècle d'oppression coloniale.

La poésie de Laâbi bien qu'écrite en français est profondément inscrite dans la réalité, elle dit la souffrance, la lutte, l'espoir, avec des expressions, des images puisées dans la culture marocaine, créées à partir de la vie de tous les jours, et non à partir des dernières trouvailles des poètes de St-Germain des Prés. Des images qui parlent de caravanes, de nomades, de sources, de pain, de sel, de soif, de soleil et de clarté.

Comment Laâbi a-t-il exprimé la conception qu'il a de la poésie et du poète ?

Quels sont les grands symboles et les grands thèmes qui traduisent le mouvement de la vie dans sa poésie ?

la poésie, je la veux étincelle

Pour Laâbi la poésie est lumière, elle éclaire le peuple et les hommes, mais c'est en même temps un détonateur ; il concentre cette idée dans l'image de l'étincelle :

La poésie
Je la veux étincelle
qui puisse mettre le feu
à toute la plaine.
Je la veux muscle, arme.
Je la veux rues et places.
Je la veux millions de gosiers
déversant la haine
de l'oppression.

Une expression que l'on retrouve tout au long de l'œuvre de Laâbi et qui signifie : prise de conscience, c'est : la parole. Pour Laâbi la poésie est une prise de parole, d'abord contre la littérature coloniale, contre la littérature vendue :

C'est alors que j'ai parlé
puis vers toi ma longue marche
pour mériter la parole.

Poésie qui n'est pas une broderie ni un dîner de gala, qui s'affirme dans la lutte. Laâbi écrit dans *"L'arbre de fer"* en prison :

Les ennemis de mon peuple
ont faillit tuer la poésie en moi
J'ai tellement crié, crié, crié
J'ai tellement saigné, saigné, saigné
cri et sang étaient devenus ma poésie
mais maintenant
je la veux étincelle

Avec cette poésie-parole Abdellatif Laâbi renoue avec les traditions orales africaines, avec les conteurs :

J'écris
et ma main vient de loin
pour imprimer sur la rouille de mes barreaux
les paroles illuminées du poème.

La poésie est un cri :

Je veux que mon cri soit cristallin
Je veux que son écho troue la carapace des [siècles
je veux resurgir entier
des forêts marécageuses des légendes.

La poésie est projection dans le futur, futur du socialisme et de la libération, mais elle plonge ses racines dans le passé :

Il faut pouvoir réfléchir
comment sommes-nous arrivés là
comment la révolution, toi
et ma longue marche
pour mériter la parole.

Dans un pays opprimé, pillé pendant des décennies par le colonialisme la mission du poète c'est de rendre au peuple baillonné plusieurs siècles de cultures, de grandeurs qu'on a niés aux masses. Le poète doit restituer au peuple son identité.

J'ai démythifié le futur
je sais où vont mes pas
et la prochaine escale
mais mon point de départ ?
La racine
le tertre
d'où j'émergeai
arbres et branches
et fruit amer.

Alors que le colonialisme était éteint, la voix du peuple, le poète doit reconstituer son héritage :

Je prends à mon compte
toute cette aphasie

Le général d'AMADE

Le général GOURAUD

Le général MANGIN

Le général LYAUTEY

Quelques-uns des généraux qui s'illustrèrent au service du colonialisme français contre le peuple marocain et sa culture.

reconduite de conquête en conquête
d'un envahisseur à l'autre
pour recouvrer l'exact cri
de ce peuple
puis récolter
les parchemins épars
l'héritage décapité de siècle en siècle.

Le passé éclaire l'avenir :

Pour reconstituer minutieusement
le chapelet de mon être
l'assise de ma voix
et le nouvel espace de ma renaissance.

Et cela donnera une véritable épopée du peuple marocain, épopée d'un peuple épris de liberté et de justice :

Mon point de départ
puis tout le parcours
jusqu'à cette aire
de feu et de crime (...)
et je n'oublierai rien
depuis Jugurtha et Tacfarinas
en passant par Oqba et Tariq
jusqu'à Abdelkrim triomphant à Anoual
et livré comme un Rogui.

Laâbi s'appuie sur le passé, non pas en historien poussiéreux mais pour mieux exprimer les aspirations du peuple au présent et pour déblayer l'avenir.

Parole
parole à mon peuple
Voilà que ma voix se perd et ressurgit
plus mûre du larynx accusateur du peuple.

Le grand sujet, l'acteur de la poésie de Laâbi, c'est le peuple :

Alors mon peuple
prends
emprunte ma voix
fais éclater mon corps
agrandi par ta venue et ton geste

Et le peuple s'empare des mots

N'est pas homme celui qui accepte le silence
L'homme parlera
son règne arrivera

La poésie doit guider le peuple en marche qui fait avancer l'histoire et parce qu'elle est partie prenante de la lutte de tous les peuples, la poésie est **"un facteur d'accélération du futur"** c'est ce que déclarait Laâbi à la rencontre des poètes arabes de Beyrouth en 1970 dans une intervention très imagée et très forte : ***"en contribuant à rendre insupportable l'inhumain, en démontant ses mécanismes, elle donne l'avant-goût irrésistible du vivable, de la création libre de la vie".***

La poésie est une arme, chaque combattant est un poète.

Poésie :

O mon arme anti-bactériologique
anti-napalm anti-B 52
voilà que tu surgis
libre de toute digue
des usines bombardées
des rizières empoisonnées
des bidonvilles où l'on a cru t'enterrer

Dans l'"*Appel de l'Orient*" il écrit :

La poésie, c'est la révolution, c'est le peuple qui la fait. Je me retourne et voilà que je la vois déjà, en ce siècle de luttes décisives, avançant dans les rizières bombardées, dans les maquis douloureux au nom du combattant héroïque, dans la rocaille et les monts de notre Palestine, dans les rues de Harlem, dans les jungles et les steppes d'Afrique, mais aussi dans les artères de Casablanca, du Caire et de Beyrouth. Je vois déjà la grande marche de cette humanité en train d'accomplir l'acte poétique par excellence (...) La poésie est aujourd'hui au cœur de la tragédie de l'homme et de son immense espoir.

Le poète doit être homme d'action. Laâbi explique qu'il n'a jamais eu d'option théorique préalable sur la poésie mais qu'elle s'est imposée à lui au fur et à mesure que sa réflexion et sa création se liaient à sa pratique militante.

Ce qui a contribué à forger la conception poétique de Laâbi, ce sont les luttes des lycéens des étudiants et des ouvriers marocains en 1968 mais aussi la lutte du peuple palestinien particulièrement lors de la guerre des six jours en juin 1967.

Je cherche l'emplacement
de ce battement dans mon corps
je cherche la source
de cette voix dans mon gosier
je cherche l'épicentre
de ce séïsme dans ma poitrine
cette hémorragie interne
cette tumeur
cet Orient.

L'Orient c'est aussi l'endroit où le soleil se lève, le soleil de l'espoir qui réchauffe. La lutte du peuple palestinien a été décisive dans l'évolution de Laâbi, il y consacre une très large place dans son œuvre en particulier dans "*l'appel de l'Orient*". Il traduit les poètes palestiniens et publiera "*La poésie palestinienne de combat*".

Mais la poésie si elle est liée à la révolution intrinsèquement, si elle la sert, elle ne peut-être réduite à un texte politique, à une analyse.

C'est une ***"saisie monumentale du réel dans son mouvement illimité"***. Si l'analyse théorique est basée sur le concept, pour systématiser la réalité, le poète, quant à lui, préfère l'image qui donne à voir.

Qu'est-ce qui fait la force des poèmes d'Abdellatif Laâbi, qu'est-ce qui donne du mouvement à ses poèmes ? Ce sont d'abord les images qu'il utilise, images puisées dans la réalité et la culture marocaine. Le mouvement jaillit de l'opposition de ces images en puissants contrastes.

Comme les plus grands poètes Laâbi tire ses images, des choses les plus simples, de la matière, des éléments de la terre, des astres, du ciel, du jour et de la nuit et comme un magicien, il en fait des visions qui frappent.

les spéléologues du soulèvement prochain

La révolution étape inéluctable dans la marche en avant de l'histoire est présentée comme un élément naturel :

Car la Révolution est inscrite dans le mouvement des éléments. Elle fait partie de l'aventure de la terre, l'aventure de notre planète. Pluies, cyclones, soleil, vent, phénomènes volcaniques, éclipses, glaciations, minéralogie, toutes ces forces sont en train de s'organiser pour le festin créateur de demain. Il se prépare une jeunesse innommable.

Ce thème est développé à maintes reprises. Séïsmes, cataclysmes, ce sont ces bouleversements qui évoquent les mouvements révolutionnaires.

Il n'y a pas de volcans éteints ! Il n'y a que des volcans qui sommeillent ! Maghreb debout !

Poètes et révolutionnaires sont les ***"spéléologues du soulèvement prochain"***.

La prise du pouvoir par les travailleurs marque une rupture brutale comme le tremblement de terre bienfaisant qui enfouirait les exploiteurs.

Comme vous faites vieux jeux
mandarins de la dernière chance
face à la violence des horizons
face au séïsme de la clameur populaire.

Le poète est une caisse de résonnance qui amplifie les mouvements profonds du peuple, mouvements qui vont jusqu'au séïsme :

Au contraire, ce corps mien qui défie l'oppression est un gong électronique, branché sur les nappes violentes des épicentres populaires et que le coup porté contre ma carcasse ébranlera le cataclysme attendu qui finira par remettre le monde droit (...) Le séïsme aura lieu !

C'est la femme la médiatrice entre la matière et l'homme. C'est elle qui initie l'homme au travail secret de cette matière qui prépare de grands bouleversements. La matière, la terre ici employée pour le peuple :

Ta main de sourcière
ruisselante d'aurores
que je pris
(...) "ayant senti son fluide, son philtre
me brancher sur les forces originelles".

le soleil et l'espoir

Un des grands thèmes qui animent la poésie de Laâbi c'est l'espoir : Espoir symbolisé par la lumière, par le soleil, par les étoiles, par la clarté qui brillent malgré tout. Il faut noter que ces images sont très liées à l'Afrique et au Maghreb, pays de soleil. Quand il est noir, le soleil peut avoir un sens négatif lié au colonialisme ou à la répression :

"C'était l'ère des grands nomadismes qu'attisait le soleil noir et l'agression".

Ce soleil porte la mort et non la vie. Dans les circonstances difficiles le ciel s'obscurcit :

Le ciel s'obscurcit
les poèmes
une masse noire
engloutie par le feu
avalés par le noir
de l'interdit.

Sous la torture :

Puis le ciel s'obscurcit
et les tortionnaires faisaient déjà leur ["travail".

Dans le poème "*Tiens bon camarade*", l'espoir est symbolisé par le soleil :

Tiens bon camarade (...)
tu verras du soleil essentiel se lever le premier [rayon

Les tortionnaires sont ainsi décrits :

Les hommes à masque d'inquisition
les ennemis du soleil et de l'espoir.

Les étoiles éclairent la nuit de l'oppression. l'oppression.

L'homme embaumé d'étoiles
l'homme à la longue marche
multiplié dans tous les humiliés
de la terre

Le terme final, l'aboutissement des luttes c'est l'horizon de la clarté :

On se donnait la main
pour imaginer
au-delà de la salle de tortures
le mouvement irrésistible
du peuple justicier

soulevant les horizons lointains
approchant la clarté essentielle.

l'eau, le sable, le pain et le sel partagés

Dans la vie de son pays, dans ses éléments fondamentaux, Laâbi a puisé tout un registre d'images, le désert, le sable, l'eau, le sel, la source, les nomades, les tribus :

Je fais appel au désert peuplé de la parole
au silence retentissant du commandement
je fais appel à l'eau, à son origine
de sources inconnues et de chutes terrifiantes
je fais appel à ce qui naît de la terre
et de la main de l'homme.

L'isolement est symbolisé par le désert, par le manque de sel :

"Et ma soif de désert incommensurable,
inhabité ma soif, relais de caravanes privées
de sel fou et qu'aucun campement
n'apparaisse à mes yeux
aucune trace de monture ni de feu"

Le pain et le sel qu'on partage c'est la solidarité qui aide à supporter la torture

Tiens bon camarade
lève la tête
cette douleur qui te traverse le corps
c'est le pain et le sel partagés
c'est le seuil de la fraternité

La colonisation est ainsi décrite :

Morte cité qui ne sut garder sa parole
qui dispersa des tribus et appela les
[mercenaires
morte cité
qui resta sourde aux montagnes et au sable
[(...)
morte cité
qui fit venir ses racines d'au-delà des mers
sans se soucier de l'inévitable érosion.

Je fais appel

à ce qui naît de la terre

et de la main de l'homme

La femme tient une place particulière dans la poésie de Abdellatif Laâbi :

"Toi qui porte la moitié de la voûte céleste
ma femme
(...)
pour que s'épanouisse la cité des femmes
nouvelles
et que leurs bras
leurs beaux bras tintant toujours
de bracelets rutilants à effigie de soleils
que leurs bras forment grappes
forment tour d'énergie
obélisque qui monte, monte
pour redresser
la moitié écroulée de la voûte céleste"

On peut suivre l'évolution d'Abdellatif Laâbi qui s'amorce dès *"Le règne de la barbarie"* se poursuit dans *"Poèmes oraux"* pour aboutir dans *"L'arbre de fer fleuri"*. A travers cette évolution on voit son style s'épurer, se simplifier, modelé par un contenu de plus en plus clair.

"L'arbre de fer fleurit" forme un grand poème constitué d'unités courtes groupées autour d'un thème. Chaque petit poème à l'intérieur du livre, est très construit très composé, martelé par un leitmotiv qui interpelle, qui encourage : ***"n'oublie pas"*** ainsi pourrait s'intituler un poème où il rappelle à sa femme toutes les luttes menées par le peuple marocain : ***"Je t'ordonne la joie", "Tiens bon camarade"*** est un magnifique cri d'espoir poussé malgré la torture. Il évoque la lutte, la vie, sa femme, écrit à son fils, montre la lumière derrière les barreaux, il écrit même toute une épopée du peuple marocain. Une poésie très forte, qui remet chaque chose à sa vraie place, une poésie toute entière tournée vers le peuple et son futur :

"Ma femme aimée
l'aube nous rappelle à la présence
la lutte reprend
et l'amour s'épanouit comme une rose
dans l'arène de l'émeute"

Les *"Chroniques de la citadelle d'exil"* sont les lettres de Laâbi en prison. Dans une prose ruisselante d'images Laâbi crie de plus en plus fort sa confiance dans la lutte du peuple marocain, du peuple palestinien, dans le socialisme en Chine.

SAIDA MENEBHI : "POUR QUE VIVE L'HOMME ET QUE MEURE LE DRAGON"

Elle est morte il y a un peu plus d'un an, le 11 décembre 1977, au cours d'une grève de la faim pour exiger de meilleures conditions de détention et le statut de détenu politique. Elle menait cette grève de la faim avec une centaine d'autres détenus politiques marxistes-léninistes. Comme Laâbi, elle était dans les geôles. Comme lui, elle partageait avec son peuple l'espoir de renverser la bourgeoisie fasciste d'Hassan II. Comme lui, elle a écrit des poèmes qui sont une véritable leçon de courage, un cri lancé à la gueule des tortionnaires et de tous les spoliateurs.

Nous ne cèderons pas
même sous la terre ;
nous frayerons un chemin
vers la lumière ;
nous avons Zeroual dans les cœurs.

Abdellatif Zéroual est un dirigeant marxiste-léniniste marocain mort sous la torture en 1977.

Elle explique la prison à son neveu :

Ils y mettent ceux qui refusent
la corruption,
le vol et la prostitution.
Ceux qui hurlent
pour que la terre appartienne
à ceux qui la travaillent.
Ceux qui font fondre l'acier
pour créer le soc et la charrue
qui creusera la terre
où l'on sèmera l'amour
pour nourrir tous les enfants.

Derrière les barreaux c'est l'espoir, la détermination qui grandissent, se développent, se nourrissent et prennent leur source dans la misère des prisons.

Tout en moi est feu
pour brûler les lourdes portes.

La poésie de Saïda Menbhi est composée de grands symboles, le soleil, les étoiles, le volcan qu'on retrouve aussi chez Laâbi, elle est constituée aussi de clichés qui sont des rotations rapides de scènes d'ambiances, qui font revivre une scène, une situation. Elle a écrit de nombreux poèmes d'amour et de lutte à son compagnon, condamné à trente ans de prison :

Nous avons tenu bon
et affronté les douleurs.

Elle écrit sur la solidarité des peuples du monde et sur les femmes, ses sœurs, sur les prostituées :

Quand je les vois
les yeux en soleils mouillés
s'acharnant à briller.

Elle était en effet emprisonnée avec des prostituées ; elle s'est beaucoup liée avec ces femmes obligées de vendre ce qu'elles ont de

plus cher. Dans son livre, on trouve une enquête sur les deux sortes de prostituées qu'elle a rencontrées, certaines, selon leur origine avaient des clients plus riches, mais pour toutes c'était l'esclavage. Autre témoignage les lettres de Saida Menhebi : c'est elle qui rassure, qui console et qui redonne confiance à ses proches, elle qui est derrière les barreaux. Ses poèmes sont plus ramassés que ceux de Laâbi, avec plus de verbes et moins d'images ; plus vifs, ils sont marqués par le mouvement, le retournement. Le dernier pôle, l'aboutissement du poème est toujours l'espoir dans le renversement du pouvoir des bourreaux.

* * *

Une leçon de courage et d'espoir nous vient des geôles d'Hassan II.

La poésie marocaine qui bourgeonne et fleurit entre les barreaux, épouse le cri de tous les emprisonnés. Tel Brahim Zaidi militant de l'Union Nationale des Forces Populaires, mort le 25 décembre 1977 en prison par manque de soins ; tel Abraham Serfaty, âgé de plus de 65 ans, ce dirigeant marxiste-léniniste toujours détenu dans l'isolement le plus complet. Sa sœur Evelyne Serfaty est décédée des suites de la torture.

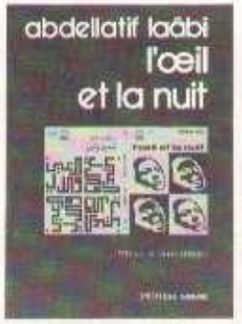
Pour sentir, pour connaître le combat du peuple marocain, lisons ses poètes. Ils nous éclairent sur l'histoire du peuple marocain, ses luttes et ses traditions.

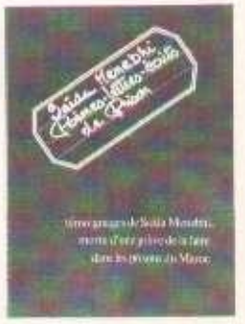
Voilà un geste de solidarité envers ce grand peuple opprimé durant des décennies par l'impérialisme français et où ses monopoles gardent encore une place importante.

Les poètes témoignent de la torture, des assassinats, de la répression mais aussi des luttes. Ils sont nos frères de combat.

A nous de faire résonner partout leur cri de douleur et d'espoir.

Léon CLADEL





OU TROUVER CES POEMES

Abdellatif Laâbi : *L'arbre de fer fleurit*
P.J.O. coll. "J'exige la parole".

Abdellatif Laâbi : *La poésie palestinienne de combat.*
P.J.O. "La poésie des pays arabes".

Les éditions P.J.O. (Pierre-Jean Oswald) ayant cessé d'exister, il est très difficile de trouver ces deux livres ; à tout hasard, regardez au rayon "poésie" de votre libraire...

Abdellatif Laâbi : *Le règne de barbarie* suivi de *Poèmes Oraux*
Inéditions barbare (épuisé).

Abdellatif Laâbi : *L'œil et la nuit*
Préface de Driss Chraïbi
Inéditions barbare 19 F.

Abdellatif Laâbi : *Chroniques de la citadelle d'exil.*
Inéditions barbare 37 F.

Vente par correspondance :
BARBARE - revue inéditions
101, rue de Choisy - Appt 1241
94400 VITRY

Saïda Menebhi : *Poème-lettres-écrits de prisons*
Publié par Comités de lutte contre la répression au Maroc 15 F.

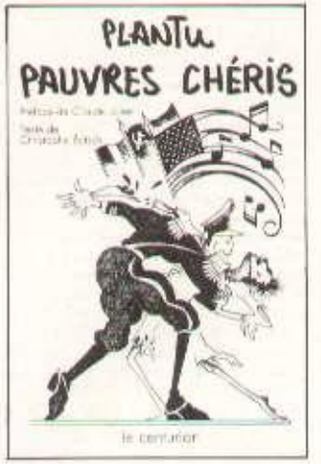
Vente par correspondance : Diffusion populaire, 14 rue de Nanteuil. 75015 PARIS.

Les livres diffusés par les Inéditions barbare et par la Diffusion populaire sont en vente dans les libraires :

Les Herbes Sauvages
70, rue de Belleville
75020 - PARIS

La Force du Livre
33, rue René Laynaud
69001 - LYON

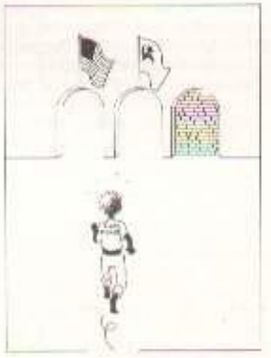
notes de lecture



Pauvres chéris

PLANTU

Préfacé par Claude Julien et présenté par Christophe Batsch, voici un album de caricatures de 125 pages, qui mérite une très large diffusion. Car il s'agit d'une dénonciation des conditions de vie (ou de mort !) imposées par les pays riches de l'hémisphère Nord de la Terre aux populations de l'hémisphère Sud, au Tiers-Monde. Plantu montre la faim, la misère, l'analphabétisme, la maladie, l'exploitation avec des plumes et des pinceaux trempés dans l'acide. La solidité et la qualité du dessin servent les hurlements d'indignation du caricaturiste, qui de fait va au-delà et mène un ardent et juste combat, sans la moindre concession avec les grandes puissances, avec l'impérialisme et le colonialisme. Le choix des sujets, l'intelligence avec laquelle ils sont traités font qu'une seule caricature comporte une portée de conviction bien plus étendue qu'un long article politique ou économique. Chaque page de cet album retient l'observation un long moment et impose une réflexion approfondie.



Rarement, mais cependant une ou deux fois, nous avons à regretter que Plantu assimile la Chine populaire aux autres puissances qu'il dénonce à si juste titre. Mais sans doute n'a-t-il pas une connaissance des principes formulés à Bandœng par Zhou Enlai pour fonder la pratique des relations de ce grand pays socialiste avec les pays et peuples du Tiers-monde, la Chine étant d'ailleurs elle-même partie intégrante de ce Tiers-monde lui-même. Mais ne nous arrêtons pas à ce détail et soulignons que dans cet album le positif l'emporte très largement.

J.J.

Pauvres chéris par Plantu - Editions du Centurion - 17, rue de Babylone - 75007 Paris - l'exemplaire 38 francs.

Le Watergate français

Henri JANNÈS

Henri Jannès est un ancien haut fonctionnaire des P.T.T. dont il fut, comme il le note lui-même *"le plus ancien dans le grade le plus*élevé"*. Bref "Un grand commis de l'Etat" selon l'expression consacrée.

Il a été directeur du centre national d'Etude des télécommunications, puis pendant 13 ans, expert près de la commission des finances du Sénat.

Ce qui le distingue des autres *"grands commis"* c'est qu'il a refusé de jouer le jeu, il a refusé de fermer les yeux devant les combines qui se déroulent dans les plus hautes sphères de notre honorable démocratie.

Il a été sanctionné pour cela. Mais il a refusé de plier. Engageant depuis plus de 10 ans un combat solitaire et obstiné pour que justice lui soit rendue et que la vérité éclate.

Sa lutte est à bien des égards comparable à celle, courageuse, de l'institution Papinski contre l'inspection académique. A cette différence près, que les intérêts qu'Henri Jannès met en cause sont d'une taille bien supérieure. Il a, au cours de ce long combat, dévoilé un réseau de complicité dont au départ, il ne mesurait sans doute pas lui-même l'étendue. Son obstination l'a conduit à mettre en cause deux présidents de la Ve République, Pompidou et Giscard et par ricochet, de Gaulle lui-même.

L'intérêt principal du livre réside dans la lumière crue qu'il jette sur l'interpénétration entre le haut personnel administratif et politique de l'Etat et les grands monopoles.

Démonstration grandeur nature des mécanismes de fonctionnement du capitaliste monopoliste d'Etat et de la formation du *"profit maximum"*.

Dans *"le problème économique du socialisme"*, Staline explique :

"Le capitalisme actuel, le capitalisme de monopole ne peut se contenter du taux moyen de profit qui, au surplus, à tendance à diminuer par suite du relèvement de la composition organique du capital. L'actuel capitalisme de monopole ne demande pas le profit moyen, mais le profit maximum..."

Profit maximum ? C'est une notion assez abstraite que nous avons du mal à concrétiser, à toucher du doigt. Après avoir lu le livre de Jannès, on comprend mieux ce que çà veux dire. Il nous en donne un exemple vivant. Il montre comment les grands monopoles (notamment I.T.T.) qui dominent le marché du composant électronique (et tout ce qui concerne le matériel téléphonique) se sont assurés des profits exorbitants. Par des expertises bidons, du trafic de statistiques, ils ont vendu des articles à des prix variant entre 200% et 700% de leur valeur. Ou encore, selon l'expression imagée que Jannès emploie, les monopoles *"ont vendu des bêches, le double du prix d'un tracteur"*.

Le deuxième intérêt du livre réside dans le formidable écheveau de complicités que Jannès a dévoilé au cours de sa lutte, mettant en cause quasiment l'ensemble du personnel politique de la Ve République.

Dans le même ouvrage (Problèmes économiques du socialisme), Staline explique :

"Le mot "fusion" ne convient pas. Ce terme exprime de façon superficielle et descriptive le rapprochement des monopoles et de l'Etat, mais sans dégager le sens économique de ce rapprochement qui n'entraîne pas simplement la fusion, mais la subordination de l'appareil d'Etat aux monopoles. Il faudrait donc rejetter le mot fusion et y substituer les mots "subordination de l'appareil d'Etat aux monopoles".

Là aussi, après avoir lu le livre de Jannès on comprend mieux ce que cette subordination signifie. L'appareil d'Etat y apparaît comme une gigantesque organisation de racket où règne la loi du silence destinée à couvrir les plus juteuses opérations industrielles et financières. Ce qui est intéressant, c'est que des politiciens de gauche eux-mêmes et Mitterrand en personne sont impliqués dans cette loi du silence. Et Henri Jannès ne manque pas de leur exprimer vertement ce qu'il pense d'eux.

Bien entendu, Henri Jannès ne se place à aucun moment sur les positions du socialisme. Au contraire, à de nombreuses reprises il vante le capitalisme de concurrence. De même, il fait souvent allusion aux petits commerçants dont il cherche manifestement l'appui. C'est ce qui donne un côté Don Quichotte au personnage.

Il ne voit pas dans ce qu'il dénonce la manifestation logique, implacable, naturelle de la domination des monopoles, mais un scandale, un accident qui provient de la déficience du système politique français et de la corruption de ses politiciens.

D'après lui de telles choses ne sauraient se produire en Suède, ou au U.S.A. (qu'il cite en exemple à de multiples reprises). Nous ne saurions évidemment le suivre sur ce terrain-là.

Dans sa vaine et don quichottesque entreprise de revenir au capitalisme de concurrence, il propose des remèdes comme le démantèlement des P.T.T. en trois entreprises concurrentes. Le haut fonctionnaire qu'il fut à du mal à se départir de sa condescendance vis-à-vis du peuple, il ne voit à aucun moment que dans son illusoire entreprise de rebâtir les mécanismes de la *"saine concurrence"* il rentre dans le plan du pouvoir qui n'attend que l'occasion pour démanteler les P.T.T. et liquider par la même occasion les acquis des luttes des travailleurs des postes contenus notamment dans le statut.

Tout ceci n'empêche pas le livre de Jannès d'être extrêmement intéressant et instructif, facile à lire, il peut être une arme pour les militants engagés dans la lutte contre le pouvoir des monopoles.

Jean CROSNIER

Henri JANNES
"LE WATERGATE FRANÇAIS"
Edit. R.U.C.

Demain... l'armée soviétique

J.-P. BRULÉ

Dans la présentation de son livre, J.P. Brulé compare d'emblée la menace militaire soviétique à celle du nazisme allemand dans les années 30... Et les faits et déclarations rapportés dans son étude prouvent largement que la logique impérialiste de l'URSS la pousse à la guerre. Les tensions économiques internes et les contradictions politiques qui se développent à l'extérieur contre son hégémonisme l'emmènent bientôt au terrible "Maintenant ou jamais !" qui nous précipitera tous dans une troisième guerre mondiale.

Brulé est un journaliste bourgeois qui veut montrer par son propos que l'URSS est bien communiste et que c'est la logique même du communisme que d'établir son empire sur le monde par la guerre. Feignant d'ignorer les changements intervenus en URSS depuis la mort de Staline, il présente le social-fascisme, la militarisation de la société russe actuelle comme le visage normal du socialisme. Les lecteurs convaincus que l'URSS n'est plus socialiste remettront à leur place ses commentaires stupides pour retenir son analyse impitoyable et très documentée qui apporte de nombreux éléments, des confirmations mais aussi des révélations importantes. Des données chiffrées, des citations nombreuses, des tableaux sont d'une grande utilité pour comprendre la stratégie du Kremlin.

Une première partie traite du *"matériel humain"* : comment se passe le service militaire de 2 ou 3 ans ? Que font les 4.4 millions d'hommes de l'armée soviétique ? Quelle formation ont-ils ? Quel est l'entraînement des 51 millions de réservistes qui reçoivent une formation spéciale qui prolonge le service et fait d'eux des spécialistes. Au-delà des chiffres l'armée soviétique est caractérisée par un encadrement politique, un endoctrinement permanent qui dépasse le cadre de la caserne. Par le Komsomol, la jeunesse est embrigadée, surveillée par des jeunes eux-mêmes. Mal vu par la majorité, le Komsomol est une école d'arrivisme et de mouchardage qui forme les flics et les cadres du parti. La défense civile, la Dossaf, a une grande importance pour l'encadrement et la surveillance de la population. 1 habitant de l'URSS sur 3 a une tâche de défense qui lui est fixée par la Dossaf. Un exemple d'organisation s'il n'y était attaché des objectifs fascistes et impérialistes...

Deux autres parties présentent les forces aéroterrestres et l'outil naval de l'armée soviétique. Une quatrième partie conclut le livre en parlant du pacte de Varsovie. Je retiendrai principalement 3 choses :

D'abord la stratégie du Kremlin est explicitement offensive ; déclencher le premier une Blitzkrieg au moment opportun. Cette stratégie s'appuie sur une utilisation de l'arme nucléaire tactique. Moscou n'a pas choisi une utilisation dissuasive de ses fusées nucléaires mais de les utiliser d'emblée pour dégager le terrain pour l'avancée des chars. Moscou est enfin conscient que la guerre sera tout de suite mondiale et donc qu'il faut pouvoir frapper partout des coups décisifs...

Deuxièmement, l'outil naval soviétique est un tout homogène constitué de la flotte de guerre proprement dite mais aussi des bâtiments commerciaux de la flotte de pêche. Ces navires sont capables de combler les lacunes logistiques actuelles, mais il leur est assigné des objectifs militaires très précis : observation, relevés topographiques... Ces navires sont rapidement militarisables, tout comme les avions de l'Aéroflot ! La marine soviétique vise aujourd'hui non seulement la pénétration économique dans le Tiers-monde mais l'asphyxie des moyens de communication des impérialistes rivaux, déjà le dumping pratiqué par les transports maritimes de l'URSS a mis en grande difficulté la plupart des compagnies. L'objectif est le contrôle total ou en partie des échanges internationaux, rien que ça !

Enfin troisièmement, les forces du pacte de Varsovie constituent un réservoir d'hommes de chair à canon qui forme aux marches de la Russie un glacis offensif et défensif. Les contradictions qui se développent en Europe de l'Est ne permettent pas de réaliser une intégration totale de toutes les armées. Mais les accords de défense bilatéraux et multilatéraux, la standardisation des matériels, une direction stratégique reconnue à Moscou, font du pacte de Varsovie une organisation militaire infiniment plus efficace que les accords des occidentaux dans le cadre de l'OTAN...

Malgré les faits rapportés dans son livre, malgré la logique des événements qui marquent l'actualité internationale de ces derniers temps, J.P. Brulé se refuse à croire à la guerre. Il la pense possible, mais ne serait que l'œuvre d'un fou qui prendrait le pouvoir ici ou là. Il pense que l'URSS s'en tiendra à des actions limitées militairement pour appuyer son offensive politique et économique pour dominer le monde. Nous comprenons les faits différemment : La guerre est la logique même de l'impérialisme. Les "fous" assoiffés de puissance ne sont rien d'autres que les dirigeants des superpuissances impérialistes. Dans les pays capitalistes occidentaux, les peuples ne sont pas prêts à la guerre tandis qu'en URSS cela est prévu. Les gouvernements eux-mêmes des pays capitalistes occidentaux refusent de prendre en compte cette menace militaire, alors que les dirigeants du Kremlin s'y préparent concrètement y compris par des manœuvres extrêmement précises de réalisme engagé sur le terrain, en Europe centrale. Voilà les conditions politiques qui marquent cette période de paix avant la guerre.

Valérie DOYEN

J.P. BRULÉ - Editions Copernic - 69.90 F.

Vous avez des suggestions à faire pour le prochain numéro. des critiques à formuler sur celui-ci Ecrivez-nous !

Prolétariat
B.P. 320
13213 Marseille
Cedex 1

POUR QUE VIVE PROLÉTARIAT ABONNEZ-VOUS

Abonnement 1 an ..... **52 F**

Abonnement de soutien ..... **80 F**

(voir tarifs page 2 de couverture).

Chèque bancaire à l'ordre de

PROLÉTARIAT

Chèques postaux à l'ordre de

PROLÉTARIAT CCP 2130 89 H Marseille

Bulletin à envoyer à PROLETARIAT BP 320
13213 Marseille Cédex 1

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner à partir du N° .....

NOM .....

ADRESSE (écrire en capitale) .....

.....

CODE POSTAL .....

VILLE .....

LIBRAIRIES DÉPOSITAIRES DE PROLÉTARIAT A L'ÉTRANGER

ALLEMAGNE

- INTERNATIONALE BUECHER UND ZEITSCHRIFTEN GmbH
  1 Berlin 12
  Knesebeckstr. 18

BELGIQUE

- CENTRE DE DIFFUSION MARXISTE-LENINISTE
  147-149, Rue Berthelot
  1190 BRUXELLES
- CERCLE D'ÉDUCATION PROLÉTARIENNE
  Rue de la filature , A
  1060 BRUXELLES
- ASBL - EPO - VXW
  LANGE PASTOORSTRAAT
  25 - 27
  2600 BERCHEM

CANADA

- LIBRAIRIE NORMAN BETHUNE
  1951 Bd. Rosemont
  MONTRÉAL
- LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE
  4933 rue de Grandpré
  MONTRÉAL
- RED STAR BOOKS
  3609 Coquihalla Dr.
  VANCOUVER

DANEMARK

- OKTOBER BOGBUTIK
  Studiestraede 24
  1455 Kbh K

NORVÈGE

- I. TRONSMO A/S
  Kr. Augusts gt. 19
  Postboks 6897
  St. Clavs PL
  OSLO 1

SUÈDE

- OKTOBER Socialistisk bokhandel
  Holländargatan 9 A
  11136 STOCKHOLM

SUISSE

- COOPÉRATIVE DU GREP
  Kiosque du Boulevard
  13 Bd. Georges Favon
  1204 GENÈVE
- LIBRAIRIE
  LA CAUSE DU PEUPLE
  Petit-Rocher 4
  1003 LAUSANNE
- LIBRAIRIE
  LA CAUSE DU PEUPLE
  Rue Bergalonne 3
  1205 GENEVE

LIBRAIRIES DÉPOSITAIRES DE PROLÉTARIAT EN FRANCE

ANGERS

- LIBRAIRIE LA TÊTE EN BAS
  17, rue des Poêliers
  49000
- LIBRAIRIE LE CHANT DU MONDE
  15 bis, Bd Foch
  4900

ANNECY

- LIBRAIRIE LA BISE NOIRE
  Avenue de Loverdny
  74000

BELFORT

- LIBRAIRIE LA GUINGUE
  16, Quai Charles Vallet
  90000

BORDEAUX

- LIBRAIRIE 33
  26, rue Saint-James
  33000

CHAMBÉRY

- LA FONTAINE AUX LIVRES
  9, Place de l'Hôtel de Ville
  73000

CREIL

- LIBRAIRIE 94
  94, Rue de la République
  50100

DIJON

- LIBRAIRIE LES DOIGTS DANS LA TETE
  Rue Chabot-Charny
  21000
- LIBRAIRIE LISA
  Rue d'Assas
  21000

FOUGÈRES

- MAISON DE LA PRESSE
  10 Bd. Maréchal Leclerc
  35300

LYON

- LIBRAIRIE LA FORCE DU LIVRE
  33, rue René Reynaud
  69001
- LIBRAIRIE POPULAIRE
  226, rue Dugesclin
  69003
- LIBRAIRIE LE SOLEIL NOIR
  210, rue de Créqui
  69003
- LIBRAIRIE LA PROUE
  15, rue Schildeber
  69002
- FEDEROP
  11, rue Ferrachat
  69005

MARSEILLE

- FNAC
  CENTRE BOURSE
  13001

METZ

- GÉRONIMO
  31, rue du Pont des morts
  57000

MONTPELLIER

- LIBRAIRIE LA CHRYSALIDE
  4, Rue Jacques d'Aragon
  34000

NANCY

- LIBRAIRIE LE TEMPS DES CERISES
  16, rue Gustave Simon
  54000

NANTES

- LIBRAIRIE 71
  29, rue Jean Jaurès
  44000

NICE

- LIBRAIRIE LE TEMPS DE VIVRE
  50, Bd. de la Madeleine
  06000

NOISY-LE-SEC

- LIBRAIRIE
  LE TEMPS DES CERISES
  96, Rue J.-Jaurès
  93130

ORLÉANS

- LIBRAIRIE LES TEMPS MODERNES
  57, rue de la Recouvrance
  45000

PARIS

- LIBRAIRIE LES HERBES SAUVAGES
  70, rue de Belleville
  75020
- LIBRAIRIE LA POCHETTE TOLBIAC
  4, rue Charles Mourou
  75013
- LIBRAIRIE HURMAN BETHUNE
  76, Bd. St-Michel
  75006
- LIBRAIRIE INTERNATIONALE
  2, rue Boulard
  75014
- LIBRAIRIE LA BOUFEE D'AIR
  25, Rue Bouchardon
  75010

REIMS

- LIBRAIRIE LE GRAND JEU
  20, rue Colbert
  51100

RENNES

- LIBRAIRIE LE MONDE EN MARCHE
  37, rue Vasselot

ST-BRIEUC

- LIBRAIRIE BLASQUIN MAISON DE LA PRESSE
  13, rue Saint-Guillaume
  22000

ST-NAZAIRE

- MAISON DE LA PRESSE

STRASBOURG

- LIBRAIRIE DU RHIN
  Rue des Serruriers
  67000
- FNAC
  La maison rouge
  Place Kléber
  67000

TOULON

- LIBRAIRIE BONNAUD
  7, Bd. de Strasbourg
  83100
- LIBRAIRIE NORMAN BETHUNE
  76, Bd. St-Michel
  75006

TOURS

- LIBRAIRIE FRANCO-ANGLAISE
  23, rue du commerce
  37000

VANNES

- LIRE ET ÉCRIRE
  22, rue du Mene
  56000

DIRECTEUR DE PUBLICATION ALAIN CASTAN
COMMISSION PARITAIRE N° 54279

LE TOME II
EST PARU

HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

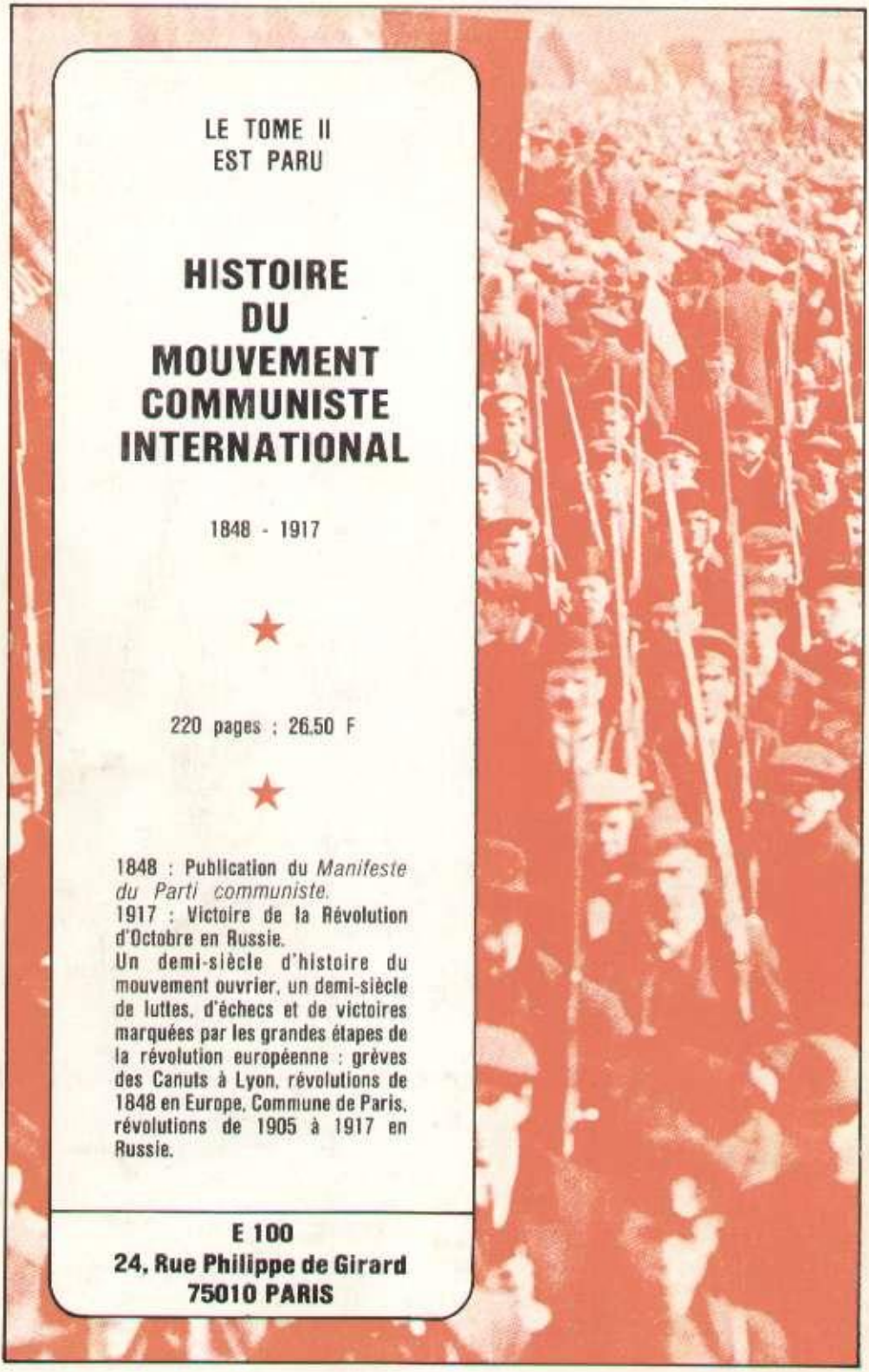
1848 - 1917

★

220 pages ; 26.50 F

★

1848 : Publication du *Manifeste du Parti communiste.*
1917 : Victoire de la Révolution d'Octobre en Russie.
Un demi-siècle d'histoire du mouvement ouvrier, un demi-siècle de luttes, d'échecs et de victoires marquées par les grandes étapes de la révolution européenne : grèves des Canuts à Lyon, révolutions de 1848 en Europe, Commune de Paris, révolutions de 1905 à 1917 en Russie.



E 100
24, Rue Philippe de Girard
75010 PARIS